

Strumenti

37



STAMPATO CON IL CONTRIBUTO DISUCOM - UNIVERSITÀ DELLA TUSCIA VITERBO

ISBN: 978-88-7853-248-9

© 2011 Edizioni Sette Città

I^a edizione, aprile 2011

Edizioni **SETTE CITTÀ**
Via Mazzini 87 • 01100 Viterbo
tel +39.0761.304967 • +39.0761.1760202

info@settecitta.eu • www.settecitta.eu

Luca Codignola, Giovanni Pizzorusso, Matteo Sanfilippo

LE SAINT-SIÈGE,
LE CANADA ET LE QUÉBEC.
RECHERCHES DANS LES
ARCHIVES ROMAINES

SETTE CITTÀ

TABLE DE MATIÈRES

Introduction	7
Remerciements	17
Abréviations	18
Chap. 1, Le Canada et les représentants du Saint-Siège, 1608-1939 (Matteo Sanfilippo)	19
Chap. 2, Les premiers pas de l'Église catholique en Acadie et au Canada (Luca Codignola)	45
Chap. 3, La bureaucratie romaine face à la crise de la fin du XVIII ^e siècle (Luca Codignola)	61
Chap. 4, Le Canada et le pontificat de Pie IX (Giovanni Pizzorusso et Matteo Sanfilippo)	73
Chap. 5, Diomede Falconio, le Canada et les États-Unis (Matteo Sanfilippo)	101
Chap. 6, La question des nouveaux diocèses dans l'Ouest, 1902-1918 (Matteo Sanfilippo)	109
Chap. 7, Donato Sbarretti, deuxième délégué apostolique à Ottawa (Giovanni Pizzorusso)	127
Index	161

INTRODUCTION

Luca Codignola
Giovanni Pizzorusso
Matteo Sanfilippo

Même si depuis longtemps les archives romaines, notamment celles du Saint-Siège, ont été reconnues comme une source importante pour l'histoire de l'Église catholique au Canada et en particulier au Québec¹, elles n'ont pas été vraiment exploitées avant 1970. À l'exception de quelques recherches d'envergure², les historiens des années 1950-1970 leur ont préféré les archives de France et du Canada. Dans les années 1970 au contraire, l'intérêt pour les documents romains augmenta et se porta surtout sur les archives de la Congrégation de la Propagande. Dans la première moitié de la décennie, Joseph Metzler dirigea une histoire en plusieurs volumes de cette Congrégation à la-

-
- 1 Au XIX^e siècle le sulpicien Étienne-Michel Faillon travailla sur les sources romaines: Conrad Morin, «Eclaircissements inédits de Faillon sur son 'Histoire de la colonie française'», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 5, 4 (1952), p. 585-588; en général Id., «Les Archives du Saint-Siège importantes sources de l'histoire politico-religieuse du Canada», *Culture*, 7 (1946), p. 151-76. Cf. Luca Codignola et Matteo Sanfilippo, «Archivistes, historiens et archives romaines», dans *L'Amérique du Nord française dans les archives religieuses de Rome 1600-1922*, sous la direction de Pierre Hurtubise, Luca Codignola et Fernand Harvey, Québec, Éditions de l'IQRC, 1999, p. 29-52. On signale l'ouvrage pionnière de Carl Russell Fish, *Guide to the Materials for American History in Roman and Other Italian Archives*, Washington, Carnegie Institution, 1911, qui est encore très utile en particulier pour la méthodologie de la recherche, malgré le fait que les signatures archivistiques sont très souvent changées.
 - 2 Voir Léon Pouliot, *Monseigneur Bourget et son temps*, Montréal, Bellarmin, 1955-1977; Gaston Carrière, *Histoire documentaire de la Congrégation des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée dans l'Est du Canada*, Ottawa, EUO, 1957-1975; Lucien Lemieux, *L'établissement de la première province ecclésiastique au Canada, 1783-1844*, Montréal et Paris, Fides, 1967; Lucien Campeau, *Monumenta Novae Franciae*, Rome, MHSI - Québec, PUL et ensuite Montréal, Bellarmin, 1967-2003, et *La mission des Jésuites chez les Hurons 1634-1650*, Rome, MHSI - Montréal, Bellarmin, 1987.

quelle Lucien Campeau, Lucien Lemieux et Alexander Baran collaborèrent avec des chapitres sur les missions et l'Église du Canada³. Dans les mêmes années, d'autres chercheurs canadiens travaillèrent à la Propagande⁴, tandis que des Italiens analysèrent des documents de l'Archivio di Stato di Roma concernant l'histoire canadienne⁵. Entretiens, d'autres archives romaines commencèrent à être exploitées

3 *Sacrae Congregationis de Propaganda Fide Memoria Rerum*, sous la direction de Josef Metzler, Fribourg, Herder, 1971-1976.

4 Voir les importants travaux aux archives de la Propagande de Nive Voisine (Louis-François Lafliche, deuxième évêque de Trois-Rivières, I, Saint-Hyacinthe, Edisem, 1980; «Rome et le Canada: la mission de Mgr Conroy», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33 (1980), p. 499-519; «La création du diocèse de Nicolet (1885)», *Les Cahiers Nicolétains*, V (1983), p. 3-41 et VI (1984), p. 147-214; «Monseigneur Elzéar-Alexandre Taschereau et la création du diocèse de Nicolet», SCHEC, *Sessions d'études*, 52 (1985), p. 35-50; «L'ultramontanisme canadien-français au XIX^e siècle», dans *Les Ultramontaines canadiens-français*, sous la direction de Id. et Jean Hamelin, Montréal, Boréal Express, 1985, p. 67-104) et de Roberto Perin («Troppo ardenti sacerdoti: The Conroy Mission Revisited», *Canadian Historical Review*, LXI (1980), p. 283-304; «Clercs et politiques au Québec 1865-1876», *Revue de l'Université d'Ottawa*, 50 (1980), p. 168-90; «St-Bourget, évêque et martyr», *Revue d'études canadiennes*, 15, 4 (1980-1981), p. 43-55; «Nationalism and the Church in French Canada», *Bulletin of Canadian Studies*, I, 1 (1981), p. 27-38). Cf. aussi Thomas Charland, *Le père Gonthier et les écoles du Manitoba. Mission secrète à Rome (1897-1898)*, Montréal, Fides, 1979.

5 Elio Lodolini, «I volontari del Canada nell'esercito pontificio (1868-1870)», *Rassegna storica del Risorgimento*, LVI (1969), p. 642-687 (paru au Canada dans: *Les Zouaves Pontificaux Canadiens*, Ottawa, Musée National de l'Homme, Division de l'Histoire, Dossier no. 19, 1976); Alessandro Mancini Barbieri, «Nuove ricerche sulla presenza straniera nell'esercito pontificio 1850-1870», *Rassegna storica del Risorgimento*, LXXIII (1986), p. 178-181. Sur le sujet, qui a regagné d'intérêt tout récemment, cf. René Hardy, *Les Zouaves*, Montréal, Boréal Express, 1980; Diane Audy, *Les zouaves de Québec au XX^e siècle*, Sainte-Foy, PUL, 2003; Robert Melançon, «Cinq cent zouaves et une chemise rouge. Sur l'image du Risorgimento au Canada français au XIX^e siècle», dans *Italies imaginaires du Québec*, sous la direction de Carla Fratta et Élisabeth Nardout-Lafarge, Montréal, Fides, 2003, p. 17-42; Matteo Sanfilippo, «Fuggitivi e avventurieri: volontari nord-americani tra Garibaldi e Pio IX. Una proposta di ricerca», *Ricerche di storia politica*, X, 1 (2007), p. 67-77.

pour écrire l'histoire de plusieurs ordres religieux ou la biographie de leurs fondateurs⁶.

Nous pouvons situer le véritable point tournant en 1977, quand les Archives publiques du Canada (dès 1987 Archives nationales du Canada) et l'Université Saint-Paul d'Ottawa confièrent à Luca Codignola la rédaction d'un inventaire des documents intéressant le Canada dans les archives de la Propagande, qu'il avait commencé à exploiter depuis 1975. Dans la décennie suivante, Codignola étudia les documents du XVII^e et du XVIII^e siècle à la Propagande et eut aussi le temps d'effectuer un sondage rapide dans plusieurs archives romaines⁷. Il alla par la suite se dédier à la période 1800-1846 dans la perspective d'un projet de longue haleine coordonné aux Archives Nationales du Canada par Victorin Chabot⁸.

La collaboration entre Codignola et Pierre Hurtubise de l'Université Saint-Paul, qui s'était occupé soit de la Propagande, soit des

6 Cf. Gaston Carrière, *Dictionnaire Biographique des Oblats de Marie Immaculée au Canada*, Ottawa, EUO, 1976-1979; Jacques Grise, *Les Conciles provinciaux de Québec et l'Église canadienne (1851-1886)*, Montréal, Fides, 1979; Jean-Pierre Asselin, *Les Rédemptoristes au Canada*, Montréal, Bellarmin, 1981; Paul Laverdure, *Redemption and Renewal: The Redemptorist of English Canada, 1834-1994*, Toronto, Dundurn 1994, et *Redemption and Ritual. The Eastern-Rite Redemptorist of North America, 1906-2006*, Yorkton, Redeemers's Voice Press, 2007; Jean Hamelin, *Le père Eugène Prévost (1860-1946), fondateur de la Fraternité Sacerdotale et des Oblates de Béthanie*, Sainte-Foy, PUL, 1999.

7 Luca Codignola: «Roman Sources of Canadian Religious History to 1799», CCHA, *Study Sessions*, 50 (1983), p. 73-88; *Guide des documents relatifs à l'Amérique du Nord française et anglaise dans les archives de la Sacrée Congrégation de la Propagande à Rome, 1622-1799*, Ottawa, Archives Nationales du Canada, 1990; «The Casanatense Library» *Annali Accademici Canadesi*, VII (1991), p. 99-104; «Fifteen Years in the Propaganda and Other Roman Archives, 1975-1990. Was it Worth It?», CCHA, *Historical Studies*, 58 (1991), p. 99-114.

8 Victorin Chabot, «Les sources d'intérêt canadien dans les archives italiennes et vaticanes», dans *Italie-Canada-Recherche*, t. II, *Études canadiennes*, sous la direction de Matteo Sanfilippo, Rome, Centre académique canadien en Italie, 1991, p. 5-9.

archives de la Nonciature de France⁹, convainquirent les Archives publiques du Canada et ladite Université du besoin d'inventorier aussi les matériaux déposés dans les Archives Secrètes du Vatican. Par conséquent, dans les années 1980, Monique Benoit et Gabriele P. Scardellato rédigèrent deux inventaires de la documentation vaticane pour la période 1600-1799¹⁰. Ces projets, subventionnés comme tous les autres par le Conseil de Recherches en Sciences Humaines du Canada, amenèrent la collaboration du Centre académique canadien en Italie, qui dès lors s'associa activement aux projets de recherche dans les archives romaines.

En 1984, Roberto Perin, alors directeur du Centre, eut l'occasion de trouver aux Archives Secrètes du Vatican les documents des premiers délégués apostoliques au Canada¹¹. Il proposa alors d'inventorier la documentation vaticane d'intérêt canadien concernant les pontificats de Léon XIII et Pie X. La proposition fut acceptée et plusieurs projets de recherche s'ensuivirent jusqu'à la fin du siècle, lorsque Pierre Hurtubise prit la relève et dirigea un vaste programme de numérisation des inventaires, ainsi que la rédaction de nouveaux instruments de

⁹ Pierre Hurtubise, «Ni janséniste, ni gallican, ni ultramontain: François de Laval», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 28, 1 (1974), p. 3-26, et «Il Canada negli Archivi della Congregazione de Propaganda Fide», *Il Veltro*, XXIX, 1-2 (1985), p. 197-112.

¹⁰ Monique Benoit et Gabriele Scardellato, «The Flesh Made Word: The Vatican Archives and the Study of Canadian History, 1600-1799», *Archivaria*, 20 (1985), p. 67-78; Scardellato, «Rome, France, and New France: A Pre-History of Italian-Canadian Relations», dans *Venezia e i Caboto. Le relazioni italo-canadesi*, sous la direction de Rossella Mamoli-Zorzi et Ugo Tucci, Venezia, Università degli Studi di Venezia, 1992, p. 81-88.

¹¹ Roberto Perin, «La raison du plus fort est toujours la meilleure: la représentation du Saint-Siège au Canada, 1877-1917», SCHEC, *Sessions d'études*, 50 (1983), p. 99-117, et «Religion, Ethnicity and Identity: Placing the Immigrant within the Church», *Canadian Issues*, VII (1985), p. 212-229. Ces travaux furent à l'origine des deux ouvrages très importants: Roberto Perin, *Rome in Canada. The Vatican and Canadian Affairs in the Late Victorian Age*, Toronto, UTP, 1990, et *The Immigrants' Church. The Third Force in Canadian Catholicism, 1880-1920*, Ottawa, Canadian Historical Association, 1998.

recherche concernant, d'une part, les pontificats de Pie IX et de Benoît XV et, de l'autre, les archives du Saint-Office (ouvertes aux chercheurs en 1998) et d'autres dicastères du Vatican¹². Soit sous la direction de Perin, soit sous celle d'Hurtubise, la recherche fut confiée à Giovanni Pizzorusso et Matteo Sanfilippo, avec l'aide de Luigi Bruti Liberati et Nicoletta Serio dans un premier temps¹³. Entretemps, Monique Benoit rédigea un inventaire des documents de la Propagande à l'époque de Léon XIII¹⁴.

Dès les années 1990, les travaux romains firent l'objet d'un guide dirigé par Codignola, Hurtubise et Fernand Harvey¹⁵, ainsi que d'un certain nombre d'ouvrages, portant sur l'histoire du Québec, des Maritimes et des migrations francophones en Amérique du Nord¹⁶. La

¹² Le projet de numérisation va être présenté au Colloque *Les archives du Vatican : pistes et défis pour la recherche sur le Québec et l'Amérique française* (Rome, 5-6 mai 2011).

¹³ Matteo Sanfilippo, «L'Archivio Segreto Vaticano et les Fonds de la première Délégation permanente au Canada (1899-1902)», *Cultures du Canada Français*, 5 (1988), p. 219-226; Luigi Bruti Liberati, «Le fonti per la storia del Canada negli Archivi Vaticani: il pontificato di Leone XIII (1878-1903). Metodologie di ricerca e temi di studio», dans *Canada ieri e oggi 2*, II, *Sezione storica e geografica*, sous la direction de Massimo Rubboli et Franca Farnocchia Petri, Selva di Fasano, Schena, 1990, p. 77-95.

¹⁴ Monique Benoit, «Tribulations des évêques canadiens à la fin du XIX^e siècle à travers les archives de la Propagande», *Annali Accademici Canadesi*, III (1987-1988), p. 81-86; Ead. et Matteo Sanfilippo, «Sources romaines pour l'histoire de l'Église catholique du Canada: le pontificat de Léon XIII (1878-1903)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 1 (1990), p. 85-96.

¹⁵ *L'Amérique du Nord française dans les archives religieuses de Rome 1600-1922. Guide de recherche*, sous la direction de Pierre Hurtubise, Luca Codignola, Fernand Harvey, Québec, Les Éditions de l'IQRC, 1999.

¹⁶ Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre 1776-1930*, Sillery, Septentrion, 1990, et *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. Rêves et réalités*, Sillery, Septentrion, 2000; Donald Tremblay, «Note sur la controverse du décret Ne Temere», *Annali Accademici Canadesi*, 9 (1993), p. 35-49, et «Benoît XV, le Saint-Siège et la controverse des écoles bilingues du Manitoba», *Archivum Historiae Pontificiae*, 32 (1994), p. 195-251; Giovanni Pizzorusso, «Du Nouveau

production en anglais fut tout à fait de mineure importance, même si on ne doit pas oublier les réflexions sur l'essor du catholicisme d'origine irlandaise et sur les conflits parmi celui-ci et les catholiques de langue française¹⁷. Toutefois, si l'on considère que la plupart des projets mentionnés a vu la participation de ceux qui avaient dressés les inventaires romains, nous devons conclure que la documentation romaine n'a pas été mise en valeur par les chercheurs canadiens et

Monde à la Ville éternelle: les séjours romains des Indiens de l'Amérique du Nord (1826-1841)», *Canadian Folklore Canadien*, 17, 1 (1995), p. 149-158; Martin Pâquet, «Marquage identitaire et pastorale catholique des immigrants. L'Œuvre protectrice des immigrants catholiques, 1912-1930», dans *Constructions identitaires et pratiques sociales. Actes du colloque en hommage à Pierre Savard*, sous la direction de Jean-Pierre Wallot avec la collaboration de Pierre Lanthier et Hubert Watelet, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2002, p. 125-146; Roberto Perin, «Ultramontanisme et modernité: l'exemple d'Alphonse Villeneuve, 1871-1891», dans *Les parcours de l'histoire. Hommage à Yves Roby*, sous la direction de Yves Frenette, Martin Pâquet et Jean Lamarre, Québec, PUL, 2002, p. 305-325, et *Ignace de Montréal. Artisan d'une identité nationale*, Montréal, Boréal, 2008; Matteo Binasco, «Capucins, jésuites et récollets en Acadie de 1610 à 1710: une première évangélisation assez chaotique», *Histoire & Missions Chrétiennes*, I, 2 (2007), p. 163-176.

¹⁷ Mark McGowan, *The Waning of the Green. Catholics, the Irish and Identity in Toronto, 1887-1922*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992, et Michael Power, *The Struggle to Build the Catholic Church on the Canadian Frontier*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005, ainsi que «Rethinking Catholic-Protestant Relations in Canada: The Episcopal Reports for 1900-1901», CCHA, *Historical Studies*, 59 (1992), p. 11-32; Pasquale Fiorino, *Bishop Michael Francis Fallon: The Man and His Times 1910-1931*, Romae, Pontificia Universitas Gregoriana, 1992; *Creed and Culture. The Place of English-Speaking Catholics in Canadian Society, 1750-1930*, sous la direction de Terrence Murphy and Gerald John Stortz, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1993; *A Concise History of Christianity in Canada*, sous la direction de Terrence Murphy and Roberto Perin, Toronto-Oxford-New York, Oxford University Press, 1996; John P. Comiskey, *John Walsh Second bishop of London in Ontario 1867-1889*, Romae, Pontificia Universitas Gregoriana, 1999; Elizabeth Smith, «The True Standing of Catholic Higher Educational Institutions' of English Canada: the 1901 Falconio Survey», CCHA, *Historical Studies*, 66 (2000), p. 116-131.

québécois comme elle le méritait. De fait, les historiens français ou belges qui s'intéressaient à l'histoire du Québec ou de la franco-américaine en ont tiré davantage¹⁸. Nous pouvons rappeler aussi qu'il existe un secteur lié à l'étude des migrations italiennes au Canada et au Québec, où encore une fois presque tous les ouvrages qui utilisent des documents romains sont signés par les chercheurs impliqués dans la rédaction des inventaires de la Propagande ou des Archives Secrètes du Vatican¹⁹.

Nous pouvons donc conclure que la contribution des recherches vaticanes n'a pas eu beaucoup d'écho dans le débat historiographique canadien et québécois, sinon pour quelques interventions sur la période coloniale de Codignola²⁰. Toutefois, les ouvrages du même hi-

¹⁸ François Weil, *Les Franco-Américains, 1860-1980*, Paris, Belin, 1989; Claude Fohlen, «Saint-Siège et Canada au début du XX^e siècle», *Études Canadiennes/Canadian Studies*, 33 (1992), p. 45-58, et «L'américanisation du catholicisme canadien», *Études Canadiennes/Canadian Studies*, 43 (1997), p. 43-59; Serge Jaumain et Matteo Sanfilippo, «L'immigration belge et l'Église catholique au Canada et aux États-Unis avant la Première Guerre mondiale», *Thèmes canadiens/Canadian Issues*, 18 (1996), p. 61-81; *Les immigrants préférés: les Belges*, sous la direction de Serge Jaumain, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1999.

¹⁹ *Arrangiarsi: The Italian Immigrant Experience in Canada*, sous la direction de Roberto Perin et Franc Sturino, Montréal, Guernica, 1989; *Inventario delle fonti vaticane per la storia dell'emigrazione e dei gruppi etnici nel Nord America: il Canada (1878-1922)*, sous la direction de Giovanni Pizzorusso et Matteo Sanfilippo, numéro monographique de *Studi Emigrazione*, 116 (1994); Idd., *Viaggiatori ed emigranti. Gli italiani in Nord America*, Viterbo, Sette Città, 2004; Idd., *Dagli indiani agli emigranti. L'attenzione della Chiesa romana al Nuovo Mondo, 1492-1908*, Viterbo, Sette Città, 2005.

²⁰ Luca Codignola: *The Coldest Harbour of the Land. Simon Stock and Lord Baltimore's Colony in Newfoundland, 1621-1649*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1988; Id. et Giovanni Pizzorusso, «Les lieux, les méthodes et les sources de l'expansion missionnaire du Moyen Age au XVII^e siècle: Rome sur la voie de la centralisation», dans *Transferts culturels et métissages Amérique/Europe XVI^e-XX^e siècle*, sous la direction de Laurier Turgeon, Denys Delâge et Réal Ouellet, Québec-Paris, PUL - L'Harmattan, 1996, p. 489-512; Luca Codignola, «Few, Uncooperative, and Ill Informed? The Roman Catholic Clergy in French and British North America, 1610-1658», dans *Decentering the*

storien sur les réseaux missionnaires à l'âge moderne ou sur l'Église catholique au Canada après la Conquête ont eu beaucoup moins de retentissement et ont été discuté seulement par Dominique Deslandres²¹. De la même façon, les travaux qui ont essayé d'encadrer l'histoire canadienne et québécoise dans une perspective nord-améri-

Renaissance. Canada and Europe in Multidisciplinary Perspective, 1500-1700, sous la direction de Germaine Warkentin and Carolyn Podruchny, Toronto, UTP, 2001, p. 173-185. Voir aussi les travaux de Codignola sur les Amérindiens: «The Holy See and the Conversion of the Indians in French and British North America, 1486-1760», dans *America in European Consciousness, 1493-1750*, sous la direction de Karen Ordahl Kupperman, Chapel Hill and London, The University of North Carolina Press for the Institute of Early American History and Culture, 1995, p. 195-242, et «The Holy See and the Conversion of the Aboriginal Peoples in North America, 1760-1830», dans *Ethnographies and Exchanges. Native Americans, Moravians, and Catholics in Early North America*, sous la direction de Anthony Gregg Roeber, University Park, PA, The Pennsylvania State University Press, 2008, p. 77-95.

- 21 Codignola sur les réseaux: «Pacifique de Provincs and the Capuchin Network in Africa and America», dans *Proceedings of the Fifteenth Meeting of the French Colonial Historical Society. Martinique and Guadeloupe, May*, sous la direction de Patricia Galloway et Philip P. Boucher, Lanham, University Press of America, 1992, p. 46-60; «Pius VIII and North America, 1816-1830», *Annali Accademici Canadesi*, 10-11 (1995), p. 3-35. Codignola sur l'Après-Conquête: «Conflict or Consensus? Catholics in Canada and in the United States, 1780-1820», *CCHA, Historical Papers*, 55 (1988), p. 43-59; «Le Québec et les prêtres savoyards, 1779-1784: Les dimensions internationales d'un échec», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 4 (1990), p. 559-568; «Le Québec et ses minorités au lendemain de la Conquête: Les avantages de la coexistence, 1760-91», dans *Le Québec et ses minorités. Actes du Colloque de Trèves du 18 au 21 juin 1997 en l'honneur de Hans-Josef Niederehe*, sous la direction de Béatrice Bagola, Tübingen, MAX Niemeyer Verlag, 2000, p. 37-44; «Roman Catholic North America, 1763-1846: The Issue of Clerical Misbehaviour in a New Multiethnic Community», dans *Multiculturalism and the History of International Relations from the 18th Century up to the Present*, sous la direction de Pierre Savard and Brunello Vigezzi, Milan-Ottawa, Unicopli-EUO, 1999, p. 181-189. Dominique Deslandres: «Séculiers, laïcs, jésuites: Épistémès et projets d'évangélisation et d'acculturation en Nouvelle France. Les premières tentatives 1604-1613 », *Mélanges de l'École française de Rome*, CI, 2 (1989), p.751-788, et *Croire et faire croire : Les missions françaises au XVII^e siècle*, Paris, Fayard, 2003.

caine, ou dans une perspective atlantique n'ont pas eu d'écho²². Dans certains cas, la décision de publier dans une langue particulière ou mieux de disperser le fruit de cette recherche dans des publications de langues différentes a pu jouer²³. Mais c'est tout à fait malheureux que les chercheurs qui ont travaillé dans les archives du Saint-Siège n'ont pas été capable de faire connaître leurs sources, même s'ils y ont essayé plusieurs fois²⁴.

22 *Gli archivi della Santa Sede come fonte per la storia moderna e contemporanea*, sous la direction de Matteo Sanfilippo et Giovanni Pizzorusso, Viterbo, Sette Città, 2001; Matteo Sanfilippo, *L'affermazione del cattolicesimo nel Nord America. Elite, emigranti e chiesa cattolica negli Stati Uniti e in Canada, 1750-1920*, Viterbo, Sette Città, 2003; *Gli archivi della Santa Sede e la storia di Francia*, sous la direction de Giovanni Pizzorusso, Olivier Poncet, et Matteo Sanfilippo, Viterbo, Sette Città, 2006; Luca Codignola, «Roman Catholic Conservatism in a New North Atlantic World, 1760-1829», *The William and Mary Quarterly*, 3rd ser., LXIV, 4 (2007), p. 717-756, et «De 'Cromwell de France' à 'brigand consommé': les catholiques de la région de l'Atlantique du Nord et Napoléon (1789-1815)» dans *Napoléon et les Amériques. Histoire atlantique et empire napoléonien*, sous la direction de Christophe Belaubre, Jordana Dym, et John Savage, Toulouse, Presses de l'Université de Toulouse-Le Mirail, 2009, p. 25-43.

23 Il est suffisant de considérer trois textes qui sont liés entre eux et qui utilisent la documentation vaticane. Cf. Matteo Sanfilippo: «De Québec à Rome et de Rome à Québec: voyageurs canadiens-français et Italie et voyageurs italiens au Canada français entre la deuxième moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e», dans *Constructions identitaires et pratiques sociales*, p. 279-300; *Dal Québec alla Città Eterna. Viaggiatori franco-canadesi a Roma*, Roma, Istituto Nazionale di Studi Romani, 2005; «Images of Canadian Cities in Italy: Then and Now», *Quaderni d'italianistica* (University of Toronto), XXVIII, 1 (2007), p. 33-64.

24 Matteo Sanfilippo, «Les sources documentaires du Vatican pour l'histoire des Acadiens (1632-1922)», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 37 (1994), p. 99-113, et «Documents d'intérêt canadien dans les Archives Secrètes du Vatican. Le fonds 'Sacree Congrégation Consistoriale. Relations' (1900-1922)», *Annali Accademici Canadesi*, 10-11 (1994-1995), p. 77-134; Luca Codignola, «Les archives du Saint-Siège, importantes sources de l'histoire politico-religieuse du Canada», dans *Pour que survive la mémoire vive... Actes du 29^e congrès. Montréal, 1, 2 et 3 juin 2000*, sous la direction de André Genest et Denys Chouinard, Sillery, Association des archivistes du Québec, 2001, p. 45-54, et «Les spécificités des archives du Saint-Siège du point de vue de leur utilisation comme sources

Pour cette raison, en participant à la préparation du Colloque *Les archives du Vatican: pistes et défis pour la recherche sur le Québec et l'Amérique française* (Rome, 5-6 mai 2011), nous avons jugé qu'il n'était pas inutile de reprendre quelques textes anciens, qui étaient paru dans des publications européennes ou qui étaient encore inédites, et de les mettre à jour dans cette petite brochure sur la richesse des archives du Saint-Siège.

importantes de l'histoire politico-religieuse du Canada», *Archives*, XXXIII, 1 (2001-2), p. 3-16. Cf. aussi Luca Codignola, «La storiografia sulla Chiesa cattolica nei paesi del Nord America 1760-1830», dans *Venti secoli di storiografia ecclesiastica. Bilancio e prospettive*, sous la direction de Luis Martinez Ferrer, Roma, EDUSC, 2010, p. 353-359.

REMERCIEMENTS

La réalisation des textes qui composent ce volume a été possible tout d'abord grâce à l'aide du personnel et de la direction des Archives Secrètes du Vatican et de l'Archivio Storico della Congregazione per l'Evangelizzazione dei Popoli ou 'de Propaganda Fide'. En deuxième lieu, nous voulons remercier le personnel et les directeurs du Centre Académique Canadien en Italie, un organisme qui malheureusement a fermé ses portes à causes des coupures budgétaires. En troisième lieu, notre travail a été facilité dans le temps par l'appui des Archives Nationales du Canada (désormais Bibliothèque et Archives Canada) et de l'Université Saint-Paul et par la générosité personnelle de Victorin Chabot et de Pierre Hurtubise. En quatrième lieu, nous avons eu l'occasion de présenter nos thèses dans plusieurs séminaires et colloques d'envergure par l'entremise de Serge Courville, Denys Delège, Annick Foucier, Yves Frenette, Cornelius J. Jaenen, Paul-André Lin-teau, Mark McGowan, Marcel Martel, Terrence Murphy, Réal Ouellet, Gaetano Platania, Massimo Rubboli, Laurier Turgeon, et François Weil. Finalement, nous ne pouvons pas oublier les autres participants aux recherches dans les archives du Saint-Siège (Monique Benoit, Luigi Bruti Liberati, Dominique Deslandres, Pasquale Fiorino, Yves Roby, Francine Roy, Gabriele P. Scardellato, Nicoletta Serio, Donald Tremblay, Nive Voisine, et John Zucchi), ainsi que les amis qui ont bien voulu relire et discuter nos textes (Bernard Heyberger, Serge Jau-main, Colette Michaud, Martin Pâquet, Gilles Pécout, Roberto Perin, Olivier Poncet, Bruno Ramirez, et Jean-Philippe Warren). Ce livre est dédié à la mémoire de Pierre Savard (1926-1998), qui nous a introduit aux mystères des relations Saint-Siège/Canada, et à celle de Claude Fohlen (1922-2008), qui a bien voulu nous suivre dans «les caves du Vatican».

ABRÉVIATIONS

ANC = Archivio Nunziatura Apostolica in Canada

APF = Archivio Storico della Congregazione per l'Evangelizzazione dei Popoli ou 'de Propaganda Fide'

ASV = Archivio Segreto Vaticano

BAV = Biblioteca Apostolica Vaticana

C = Congressi

C, AS = Congressi, America Settentrionale

C, AC = Congressi, America Centrale

CCHA, Canadian Catholic History Association

DASU = Delegazione Apostolica Stati Uniti

EUO = Éditions de l'Université d'Ottawa

NS = Nuova Serie

PUL = Presses de l'Université Laval

Segr. Stato = Segreteria di Stato

Rubr. = rubrica

SCHEC = Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

SOCG = Scritture Originali riferite nelle Congregazioni Generali

UTP = University of Toronto Press

CHAP. 1

LE CANADA ET LES REPRÉSENTANTS DU SAINT-SIÈGE, 1608-1939¹

Matteo Sanfilippo

Pendant la période où l'Église catholique du Canada était sous la tutelle de la Propagande (1622-1908)², on peut examiner l'image de ce pays à partir des rapports qui informaient les Papes sur l'état des missions. Nous pouvons aussi comparer ces rapports, rédigés à partir des documents de la Propagande, à ceux que celle-ci envoyait à d'autres Congrégations vaticanes. De fait, même avant 1908, la Propagande n'était pas la seule institution romaine à se renseigner sur le Canada. On risque de sous-estimer le rôle de la Secrétairerie d'État qui était en même temps le ministère des Affaires Intérieures et Extérieures du Saint-Siège³. Par conséquent, le secrétaire d'État pouvait intervenir dans n'importe quelle affaire concernant l'Église. Pendant les XVII^e-XVIII^e siècles, cette intervention se limita aux questions diplomatiques, telles la désignation d'évêques qui dépendaient du roi de France ou les guerres coloniales⁴.

-
- 1 Une première version de cet essai est parue dans la *Revue internationale d'études canadiennes*: Matteo Sanfilippo, «L'image du Canada dans les rapports du Saint-Siège, 1622-1908», *Revue internationale d'études canadiennes*, 5 (1992), p. 9-24.
 - 2 Cf. Yves Tessier, *A l'ombre du Vatican*, Québec, Les Éditions Tessier, 1984; *Histoire du catholicisme québécois*, dirigée par Nive Voisine, II, tome 1, Lucien Lemieux, *Les années difficiles (1760-1839)*, Montréal, Boréal Express, 1989, et III, Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Le XX^e siècle*, tome I, 1898-1948, Montréal, Boréal Express, 1984; Luca Codignola, *Guide des documents relatifs à l'Amérique du Nord française et anglaise dans les archives de la Sacrée Congrégation de la Propagande à Rome, 1622-1799*, Ottawa, Archives Nationales du Canada, 1990; Roberto Perin, *Rome in Canada. The Vatican and Canadian Affairs in the Late Victorian Age*, Toronto, UTP, 1990; Matteo Sanfilippo, *L'affermazione del cattolicesimo nel Nord America. Elite, emigranti e chiesa cattolica negli Stati Uniti e in Canada, 1750-1920*, Viterbo, Sette Città, 2003.
 - 3 C'est la définition qui donne en 1811 le cardinal Ettore Consalvi, déjà secrétaire d'État: *Memorie del cardinale Ercole Consalvi*, Roma, Signorelli, 1950, p. 161.
 - 4 Pour la juridiction de la Propagande sur le Canada, cf. L. Codignola, *Guide des documents*, p. 27-28. Pour son action, cf. Monique Benoit et Gabriele Scardellato,

Au XIX^e siècle, le secrétaire d'État intervenait dans les affaires canadiennes soit directement, soit par l'entremise d'autres Congrégations, telle la Congrégation des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires qui avait été créée en 1814 par Pie VII⁵. Nous devons donc analyser aussi les relations sur le Canada qui ont été écrites par ou pour le Secrétaire d'État. Ces documents ne sont pas nombreux au XVII^e et au XVIII^e siècle, mais augmentent en nombre et en intérêt au XIX^e, quand Rome commence à envoyer des délégués au Canada.

1. LA PÉRIODE COLONIALE

Dès le début de la colonisation, les fonctionnaires romains eurent à leur disposition des documents et des rapports sur le Canada. Toutefois, ils eurent de la peine à comprendre une géographie inconnue: par exemple, ils se demandèrent si Terre-Neuve était une île ou si elle faisait partie du continent⁶. Une fois apprise la géographie nord-américaine, ils durent étudier la dimension politico-religieuse, parce que les questions missionnaires ne pouvaient pas être séparées de celles qui concernaient le développement colonial⁷. En tout cas, il s'agissait d'un lent apprentissage et dans le grand tableau des missions mondiales, dressé par Francesco Ingoli, le premier secrétaire de la Congrégation,

«The Flesh Made Word: The Vatican and the Study of Canadian History, 1600-1799», *Archivaria*, 20 (1985), p. 67-78, et Matteo Sanfilippo, «Roma e la storia del Canada francese sino alla guerra dei Sette Anni», dans *Gli archivi della Santa Sede e la storia di Francia*, sous la direction de Giovanni Pizzorusso, Olivier Poncet et Matteo Sanfilippo, Viterbo, Sette Città, 2006, p. 161-190.

⁵ Lajos Pasztor, «La Congregazione degli Affari Ecclesiastici Straordinari tra il 1814 e il 1850», *Archivum Historiae Pontificiae*, 6 (1968), p. 191-318.

⁶ APF, Lettere, 4 (1625), f. 186 e 190-191. Cf. Luca Codignola, «L'area nord-atlantica secondo la curia pontificia. I funzionari di Propaganda Fide, 1622-1816», dans *Giovanni Caboto e le vie dell'Atlantico Settentrionale*, sous la direction de Marcella Arca Petrucci et Simonetta Conti, Genova, Brigati, 1999, p. 201-212.

⁷ Giovanni Pizzorusso et Matteo Sanfilippo, *Dagli indiani agli emigranti. L'attenzione della Chiesa romana al Nuovo Mondo, 1492-1608*, Viterbo, Sette Città, 2005, p. 30-36.

on trouve très peu sur le Canada, sinon que les Français s'étaient alliés aux Autochtones⁸.

Entre 1676 et 1679, Urbano Cerri, secrétaire de la Propagande, écrivit à l'endroit d'Innocent XI une relation sur l'état des missions catholiques dans le monde⁹. Dans son exposé, il décrivit les Amériques, soulignant qu'il s'agissait d'un continent plus vaste que l'ensemble formé par l'Europe, l'Asie et l'Afrique. La partie décrivant de la Nouvelle-France insiste sur les dimensions géographiques. Ce vaste pays, écrivait le secrétaire de Propagande, était aussi dit 'Canada', mais en réalité le Canada était pour lui la région la plus septentrionale de la Nouvelle-France et la plus froide. Cette région, semi-désertique et montagneuse, était habitée par les sauvages. Cerri décrivit ces derniers et leurs rites 'diaboliques' et superstitieux, ainsi que leur cannibalisme. Cette description introduisait l'histoire des missions canadiennes. Cerri rappelait le travail des Jésuites chez les Hurons, les massacres de ceux-ci par les Iroquois et le martyr des missionnaires.

Enfin, l'auteur du rapport à Innocent XI arrivait à la période la plus récente. En 1658, écrivait-il, la Propagande avait envoyé un vicaire apostolique qui devint ensuite l'évêque de Québec, forteresse de la colonie française le long du Saint-Laurent. Cerri ajouta qu'une relation présentée en 1666 avait informé la Congrégation que dans la colonie vivaient 3,000 Français et 20,000 Indiens convertis. Cette population était desservie par les Jésuites, qui possédaient deux églises, un collège et des écoles à Québec et Trois-Rivières, en plus de gérer deux missions. On trouvait aussi dans les petites villes coloniales les Soeurs Hospitalières et les Ursulines.

Le travail de Cerri reposait sur les documents qui étaient dans les archives de la Propagande. A ses débuts, cette Congrégation ne savait grande chose sur l'Amérique du Nord. En 1625, le récollet Gregorio

⁸ Francesco Ingoli, *Relazione delle Quattro Parti del Mondo*, éditée par Fabio Tosi, Roma, Urbaniana University Press, 1999, p. 254-255.

⁹ *Relazione di Mons. Urbano Cerri alla santità di N.S. P. Innocenzo XI dello stato di Propaganda Fide*, APF, Miscellanee varie, XI.

Bolívar expliqua à la Propagande que l'Amérique du Nord était divisée en trois colonies: au nord, la Nouvelle-France; au centre, la Virginie anglaise; au sud, la Floride espagnole¹⁰. Dans les années qui suivirent, Propagande reçut quelques lettres sur les missions des Jésuites et d'autres ordres religieux¹¹, mais il est évident que dans cette période, elle ne savait même pas quelles étaient les frontières de la Nouvelle-France¹². Ce fut seulement après l'arrivée de François de Laval en Nouvelle-France que Rome commença à recevoir de véritables rapports sur le Canada et sur la conversion des Amérindiens¹³.

Les connaissances de la Propagande sur le Canada furent utilisées à l'occasion de la création du diocèse de Québec. La Propagande envoya alors à la Consistoriale un bref exposé sur la Nouvelle-France, où l'on insistait sur l'immensité du pays¹⁴. En 1667, la Consistoriale reçut aussi une relation de Laval sur les frontières de son diocèse¹⁵. Ce texte était accompagné par une brève histoire en latin de la découverte de la Nouvelle-France¹⁶. On retrouve un écho de cet abrégé dans le travail de Cerri, qui utilisa aussi deux rapports sur l'Église dans la colonie et sur les Hurons, envoyés par Laval en 1664, mais discutés à la Propagande qu'en 1666¹⁷.

¹⁰ Cf. Josef Metzler, «Der Älteste Bericht über Nordamerika in Propaganda-Archiv: Virginia 1625», *Neue Zeitschrift für Missionwissenschaft*, XXV (1969), p. 29-37.

¹¹ APF, SOGC, 138 (1639), f. 278rv et 286rv, et 141 (1642), f. 9rv et 14rv.

¹² Ibidem, f. 105rv et 116rv.

¹³ Voir les rapports de 1660 et 1664, ibidem, 256 (1658-1668), f. 5-12v et 21-24v. Pour les Amérindiens: ibidem, f. 41-42v.

¹⁴ Ibidem, f. 77-82v.

¹⁵ ASV, Archivio Concistoriale, Acta Congregationis Consistorialis, 1668, tome I, f. 51-52v. Déjà en 1664, on avait transmis à la Consistoriale la traduction italienne d'un autre rapport de Laval, cf. ASV, Archivio Concistoriale, Congregationes Consistoriales, 1 (1663-1667), f. 468-476.

¹⁶ Ibidem, f. 53-55v.

¹⁷ APF, Acta, 35 (1666), f. 44-45v. Tout au contraire, Cerri ne semble pas connaître le rapport sur l'Église du Canada envoyé en 1675 à la Consistoriale, cf. ASV, Archivio Concistoriale, Praeconia et Propositiones, 2 (1658-1679), f. 347rv et 350.

En conclusion, l'œuvre de Cerri semble marquer la fin d'une période dans laquelle l'on cherchait surtout à se renseigner sur le Canada. Dans les décennies qui suivirent, on eut moins de doutes sur la géographie coloniale¹⁸. Entre 1706 et 1709, Niccolò Forteguerra fut chargé par Clément XI d'écrire un volume de *Memorie intorno alle missioni*¹⁹. Il ne travailla pas sur les seuls documents de la Propagande, mais lut aussi les œuvres de géographes et d'historiens²⁰. Toutefois, il se servit largement de Cerri, dont il emprunta la description des Indiens et des missions. L'ouvrage de Forteguerra présentait toutefois deux nouveautés: les connaissances géographiques dont nous avons déjà parlé et une vision positive du Canada et de l'Amérique du Nord en général. Forteguerra soulignait que le pays était riche en fruits et enavoine et qu'on y trouvait des mines d'argent et d'autres métaux. Il répétait aussi que les Indiens étaient idolâtres, mais ajoutait qu'ils étaient aussi nobles et beaux.

La relation de Forteguerra n'eut pas de succès à la Propagande, même s'il en devint le secrétaire. En 1729, l'œuvre de référence sur le Canada restait celle de Cerri²¹. En tout cas, dans la première moitié du XVIII^e siècle l'intérêt pour le Canada semble avoir diminué et il faut attendre la guerre de la Conquête pour voir renaître un certain intérêt pour la colonie française. De 1755 à 1763, Rome suivait atten-

¹⁸ Voir, par exemple, le résumé dans APF, Acta, 68 (1698), f. 233rv. D'ailleurs, en 1699 le nonce à Paris envoya au secrétaire d'État un plan des Amériques, tracé par Cassini, cf. ASV, Segr. Stato, Francia, 198 (1699), f. 498rv et 499.

¹⁹ Le volume ne fut jamais imprimé, mais le manuscrit était conservé dans plusieurs archives et bibliothèques, cf. Niccolò Forteguerra, *Memorie intorno alle missioni*, sous la direction de Carmen Principe di Donna, Napoli, M. D'Auria Editore, 1982. Cf. Matteo Sanfilippo, «Niccolò Forteguerra, segretario di Propaganda Fide e l'Europa centro-orientale», dans *Conflitti e compromessi nell'Europa 'di centro' fra XVI e XX secolo*, sous la direction de Gaetano Platania, Viterbo, Sette Città, 2001, p. 113-137.

²⁰ Cf. Francesco Surdich, «L'America nelle Memorie intorno alle missioni di Niccolò Forteguerra», dans *Atti del III Convegno Internazionale di Studi Colombiani*, Genova, Civico Istituto Colombiano, 1979, p. 621-632.

²¹ APF, Acta, 99 (1729), f. 466-470v; APF, SOGC, 665 (1729), f. 524-531v.

tivement l'évolution du Canada, mais les rapports sur ce qui y arrivait se trouvent dans la correspondance du nonce en France avec le cardinal secrétaire d'État²². Après la Conquête, la Propagande essaya de réorganiser le réseau colonial et d'aider l'Église canadienne²³. En 1764, les cardinaux de la Congrégation se réunirent pour discuter de ce qu'on pouvait faire pour les anciennes colonies françaises²⁴. Dans le compte-rendu de leur assemblée, ils résumèrent l'histoire des colonies et dressèrent un tableau des propriétés et du clergé de l'église coloniale. La plus grande partie de cet exposé traite de ce qu'il était arrivé de 1759 à 1764, se fondant sur un mémoire présenté par Pierre de La Rue, qui était le représentant à Paris du diocèse de Québec²⁵. Entretemps, les contacts diplomatiques du Saint-Siège et ceux de Jean-Olivier Briand réussirent à obtenir le maintien de ce diocèse²⁶.

Dans les années qui suivirent, la Propagande continua à réorganiser son réseau, tout en essayant d'évaluer ce qui était arrivé²⁷. Les fonctionnaires du Saint-Siège ne savaient pas comment évaluer la situation en Amérique du Nord. Dans les années 1770, un officier de la Propagande rédigea un rapport sur les missions dans le monde où l'on parlait des colonies anglaises en Amérique du Nord, sans toute-

²² ASV, Segr. Stato, Francia, 446B, 453, 492-507, 509, 513, 517.

²³ Cf. Lucien Lemieux, *L'établissement de la première province ecclésiastique au Canada, 1783-1844*, Montréal, Fides, 1968, p. 3-14; Luca Codignola, «The Rome-Paris-Quebec Connection in an Age of Revolutions, 1760-1820», dans *Le Canada et la Révolution française. Actes du 6e colloque du CIEC. 29, 30, 31 octobre 1987*, sous la direction de Pierre H. Boule et Richard A. Lebrun, Montréal, Centre interuniversitaire d'Etudes européennes, 1989, p. 115-132: p. 116-117.

²⁴ APF, Congregazioni particolari, 137 (1764-1781), f. 3-9.

²⁵ Ibidem, f. 17-20.

²⁶ APF, Lettere, 204 (1764), f. 181-191; Lemieux, *Les années difficiles*, p. 18-24.

²⁷ Cf. Codignola, «Rome-Paris-Quebec Connection», p. 118-20. Encore Luca Codignola, «Roman Sources of Canadian Religious History to 1799», CCHA, *Study Sessions*, 50 (1983), p. 87, remarque qu'entre 1760 et 1799 furent rédigées 306 des 460 lettres relatives à l'Amérique du Nord écrites par ou pour Propagande avant 1800.

fois prendre en considération le Canada²⁸. Un lecteur de ce document, peut-être le secrétaire de la Congrégation, remarqua en marge qu'au Canada, il y avait 160,000 catholiques dans le diocèse de Québec²⁹. En 1774, un exposé sur l'état du catholicisme dans l'Amérique anglaise relata qu'au Canada la situation était à peu près semblable à celle d'avant 1760³⁰. Ce texte était suivi par un autre, sur les sectes protestantes en Angleterre et dans l'Amérique britannique, qui faisait état du fait qu'en 1774, le Parlement anglais avait octroyé la liberté de culte aux catholiques canadiens³¹.

Après 1774, l'Église catholique effectivement reprit son essor au Canada, mais le démarrage fut très lent. Par conséquent, il n'y eut pas de rapports généraux sur le pays, exception faite de quelques références dans une relation de 1787 sur la situation aux États-Unis³². On doit attendre jusqu'en 1792 pour avoir le résumé d'une discussion qu'eurent des fonctionnaires de la Propagande sur le long rapport de Jean-François Hubert, évêque de Québec, concernant les problèmes de l'Église au Canada³³. La situation canadienne était alors difficile, moins toutefois que celle de l'Europe. Dans les années qui suivirent, les liens entre le Saint-Siège et le Canada se relâchèrent. En 1798, la Propagande fut abolie par les Français qui avaient occupé Rome. Le cardinal Borgia, ancien préfet de la Congrégation, réussit à continuer son travail mais, en 1810, les archives de la Propagande furent transportées à Paris par les occupants. En 1815, elle reprit ses fonctions, mais ne fut entièrement réorganisée qu'en 1817³⁴.

²⁸ *Notizie e luoghi de Missioni*, APF, Miscellanea varie, 13a.

²⁹ *Ibidem*, p. 26.

³⁰ APF, Miscellanea varie, 1, f. 504-505.

³¹ *Ibidem*, f. 506-511.

³² APF, Acta, 157 (1787), f. 231-244v; SOGC, 876 (1787), f. 384-389v.

³³ APF, Acta, 162 (1792), f. 200-226v. L'original du rapport, qui se trouve dans APF, C, AS 2, f. 51-59v, est commenté en marge, paragraphe par paragraphe.

³⁴ Cf. Josef Metzler, «La Santa Sede e le missioni», dans *Storia della Chiesa*, XXIV, *Dalle missioni alle chiese locali (1846-1965)*, sous la direction d'Id., Roma,

Ce bref intervalle eut deux conséquences importantes. En premier lieu, entre 1799 et 1815, les sources et les canaux d'information sur l'Amérique changèrent. Après les guerres napoléoniennes, la Nonciature de Paris devint inutile pour ce qui concernait le Canada. La Secrétaire d'État ne put donc plus se renseigner directement, tandis que la Propagande établit des contacts directs avec les nouvelles réalités régionales et ethniques qui composaient l'Église canadienne³⁵.

Deuxièmement, la perspective romaine changea. Le choc de l'occupation française fit redécouvrir à l'Église romaine le danger que représentait un État puissant. Les officiers de la Propagande furent effrayés par les instructions données en 1811 à George Prevost, gouverneur général de l'Amérique britannique³⁶. Ils étaient sûrs qu'elles mèneraient inéluctablement à la destruction totale de la religion catholique dans les colonies britanniques. Prevost chercha, au contraire, l'appui des catholiques et de Joseph-Octave Plessis, évêque de Québec. Trois ans plus tard, celui-ci étonna le cardinal Lorenzo Litta, préfet de Propagande, en déclarant qu'au Canada l'Église jouissait d'une liberté supérieure à celle de beaucoup de pays européens³⁷.

Rome se réjouit de cette nouvelle, mais resta sceptique à propos de la coexistence possible entre protestants et catholiques. Avec le temps, les doutes qu'avait la Propagande sur la coexistence pacifique entre protestants et catholiques se confirmèrent. Si d'un côté, il y avait le mépris des premiers pour les seconds³⁸; de l'autre, il y avait des problèmes pratiques tel celui des mariages mixtes. En 1764, la Propa-

Edizioni Paoline, 1990, p. 28-30.

³⁵ Cf. Codignola, «The Rome-Paris-Quebec Connection», p. 124-125, et «The Policy of Rome Towards the English-Speaking Catholics in British North America 1760-1830», dans *Creed and Culture: The Place of English-Speaking Catholics in Canadian Society, 1750-1930*, sous la direction de Terrence Murphy et Gerald Stortz, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1993, p. 100-125.

³⁶ APF, C, AS 2, f. 208rv.

³⁷ APF, C, AS 2, f. 269-270v.

³⁸ Ibidem, f. 437-38.

gande avait déjà réfléchi à cette question³⁹, mais elle fut reposée par l'évêque de Québec en 1797⁴⁰ et fut prise à nouveau en considération en 1820⁴¹. Cette question hanta la hiérarchie catholique pendant plus d'un siècle et souleva des polémiques entre les évêques canadiens et la Propagande d'une part, la Secrétairerie d'État et les délégués à Ottawa de l'autre⁴².

Dans la première moitié du XIX^e siècle, la Propagande dut s'intéresser à beaucoup d'autres questions. Dès les années 1820, elle discuta de la division du diocèse de Québec et de la création de nouveaux diocèses⁴³. Cette dernière question provoqua de vives polémiques. Québec essaya de maintenir le contrôle sur les Provinces Maritimes et revendiqua encore en 1836 le pouvoir de désigner l'évêque de Charlottetown⁴⁴. Au même moment, la création de nouveaux diocèses provoqua des fortes tensions même dans le clergé de langue française⁴⁵. Lucien Lemieux a étudié en détail les querelles autour de la désignation d'un évêque à Montréal en 1821, de la succession du siège de l'évêque de Québec et de l'établissement de la province ecclésiastique de Québec en 1844⁴⁶. Il reste à ajouter que ces années sont aussi marquées par les débuts de la colonisation de l'Ouest. En 1836, les cardinaux de la Propagande discutèrent par exemple un rapport sur la Rivière Rouge rédigé par Jo-

³⁹ Ibidem, f. 318-320.

⁴⁰ Ibidem, f. 86-89.

⁴¹ Ibidem, f. 317-323.

⁴² Au début du XX^e siècle, la question deviendra très importante dans des grandes villes comme Toronto et Montréal, voir ASV, ANC 27 et 89. Les délégués reprochaient aux évêques une excessive rigidité et cherchaient à arracher à la Propagande la faculté de donner les dispenses nécessaires: APF, NS, 265 (1903), f. 233-235v.

⁴³ APF, Acta, 178 (1815), f. 67-68, et 180 (1817), f. 14rv.

⁴⁴ APF, Acta, 199 (1836), f. 4-10v.

⁴⁵ Ibidem, f. 48-63; APF, C, AS 2, f. 380-436, 486-488, 522-523, 533-534, 544-545, 554-557, 716-732.

⁴⁶ Cf. Lemieux, *L'établissement de la première province*, p. 139-228, 299-402, 432-35, 497-518. Pour la position prise par la Propagande, cf. APF, C, AS 2, f. 634-639.

seph-Norbert Provencher, ensuite évêque de Saint-Boniface, qui avait jugé utile de se rendre à Rome⁴⁷.

Entre 1814 et 1844, date d'établissement de la première province ecclésiastique au Canada, la Propagande reçut plus de rapports que dans les deux siècles précédents. Ce remarquable afflux de documents ne fut pas spécifique au Canada: dans tous les pays de missions, on enregistre un considérable essor des Églises locales. Un officier de la Propagande rédigea, vers 1840, un rapport général sur les missions dans le monde. Il s'agit d'un texte fort important par la richesse des renseignements présentés⁴⁸. Le rapport, très détaillé, était fondé sur les lettres et les relations envoyées à la Propagande par les évêques, les missionnaires et le clergé canadien. Le rédacteur de cet ouvrage organisa l'étude des établissements anglais en Amérique du Nord en plusieurs chapitres, qui décrivaient les diocèses de Québec, Montréal, Kingston et Charlottetown, les vicariats apostoliques de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve. Chaque chapitre décrivait la géographie du diocèse ou du vicariat, ses structures et son clergé, et offrait aussi des remarques sur l'histoire et le développement des lieux évoqués.

La précision de l'exposé de la Propagande n'est pas égalée par les articles des 103 volumes du monumental *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica*, rédigé par Gaetano Moroni à partir de 1840. Cet auteur avait été le secrétaire du cardinal Mauro Cappellari, préfet de Propagande et avait transcrit pour ce dernier nombreux documents des archives de la Congrégation. En 1831, le cardinal avait été élu Pape, sous le nom de Grégoire XVI, et Moroni l'avait suivi au Vatican comme aide de chambre⁴⁹.

Moroni connaissait bien les archives ecclésiastiques romaines qu'il exploita pour son *Dizionario*. Il n'était cependant pas très ferré en géo-

⁴⁷ APF, Acta, 199 (1836), f. 142-152.

⁴⁸ *Stato attuale e cose notabili delle missioni della S.C.P.F. (circa 1840)*, APF, Miscellanea Varie XXVIII.

⁴⁹ Gaetano Moroni, *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica, Indice*, IV, Venezia, Tipografia Emiliana, 1878, p. 446-478.

graphie coloniale. Dans la notice «Canada», il dressa un tableau de l'histoire des deux Canadas, de Terre Neuve et de l'Île du Cap-Breton en parlant des pays des Hurons, des Iroquois, des Illinois et des Algonquins, comme s'ils existaient encore en plein XIX^e siècle⁵⁰. Dans l'entrée «Amérique», nous trouvons la même confusion et aussi quelques erreurs d'historiques⁵¹. Par contre Moroni était bien renseigné sur tout ce qui concernait l'église du Canada au milieu du XIX^e siècle.

Il est évident que Moroni avait lu la relation écrite par la Propagande vers 1840⁵². Ses articles sur les diocèses canadiens y font directement référence, mais, il y ajouta des remarques sur l'économie et l'organisation urbaine des villes diocésaines. Ce fut incontestablement le Bas-Canada qui l'attira le plus. Il considéra Montréal comme une des villes les plus riches de l'Amérique du Nord et en analysa soigneusement la structure urbanistique et architectonique⁵³. Trois-Rivières était pour lui une petite ville, un peu laide, mais surtout un centre commercial important au niveau régional⁵⁴. Ce fut Québec enfin qui le frappa le plus. Moroni raconta en menu détail l'histoire et l'essor urbanistique de cette ville, ainsi que le développement et les divisions du diocèse⁵⁵.

L'attention aux détails économiques et urbanistiques montre que le Canada n'était plus à l'autre bout du monde pour la bureaucratie vaticane. Moroni, qui n'avait jamais vu le Canada, se fondait sur des journaux anglais et canadiens, parfois protestants, et sur le recensement de 1851⁵⁶,

⁵⁰ Ibidem, VII, Venezia, Tipografia Emiliana, 1841, p. 149-151.

⁵¹ Ibidem, I, 1840, p. 7-19. Pour l'histoire du Canada selon Moroni, cf. aussi «Vicariati apostolici», ibidem, XCVIII, 1860, p. 320-321 et 339.

⁵² Gaetano Moroni, «Canada», ibidem, VII, p. 150-151. Dans «Trois-Rivières», ibidem, LXXXI, 1856, p. 95-96, Moroni rappelle d'avoir consulté les Archives de la Propagande pour chercher le bref d'érection du diocèse trifluvien.

⁵³ Ibidem, XLV, 1847, p. 285-287.

⁵⁴ Ibidem, LXXXI, 1856, p. 95-96.

⁵⁵ Ibidem, LV, 1852, p. 128-132.

⁵⁶ Ibidem, XCVIII, 1860, p. 321.

mais il utilisa aussi une longue relation sur le diocèse de Québec publiée dans le *Giornale di Roma*⁵⁷. Après 1850, la bureaucratie vaticane avait en effet souhaité comprendre ce qu'était exactement l'Amérique du Nord. Elle décida par conséquent d'envoyer des émissaires, dont la principale destination était les États-Unis, qui en 1848 avaient ouvert une légation romaine⁵⁸, mais le Canada n'était pas exclu à priori. Quand en 1853, Gaetano Bedini fut envoyé aux États-Unis, il visita le nord de l'État de New York et de là se rendit au Bas-Canada⁵⁹.

Il y passa plus que trois semaines entre Montréal, Québec, Saint-Hyacinthe et Bytown. Pendant ce voyage, il fut étonné par l'importance qu'accordaient les Canadiens à la religion⁶⁰. Il avait d'ailleurs abandonné les États-Unis pour fuir les attaques d'Alessandro Gavazzi, qui l'accusait d'avoir signé la condamnation du patriote italien Ugo Bassi⁶¹. Arrivé au Canada, Bedini apprit qu'à Montréal les Irlandais

⁵⁷ «Stati Uniti», *Il Giornale di Roma*, 254 (6 novembre 1851), p. 3-4. L'article décrit aussi les diocèses des Canadas et des Maritimes.

⁵⁸ Cf. Leo Francis Stock, *United States Ministers to the Papal States*, I, Washington, Catholic University Press, 1933; *Gli Americani e la Repubblica Romana nel 1849*, sous la direction de Sara Antonelli, Daniele Fiorentino e Giuseppe Monsagrati, Roma, Gangemi, 2000.

⁵⁹ Le voyage de Bedini aux États-Unis est raconté par James F. Connelly, *The Visit of Archbishop Gaetano Bedini to the United States of America*, Rome, Analecta Gregoriana, 1960. Toutefois, ce livre est très faible et son auteur n'a pas pu voir les documents du Vatican. Cf. ASV, Segr. Stato, 1852, rubr. 251, f. 140rv et 142, 1853, rubr. 251, liasse 1, f. 54-57 et 80-81v, 1854, rubr. 251, liasse 1, f. 3-67 et 103-139, et liasse 2, f. 1-302. Pour le rôle de Bedini, cf. Sanfilippo, *L'affermazione del cattolicesimo nel Nord America*, deuxième chapitre; Giovanni Pizzorusso et Matteo Sanfilippo, *Dagli indiani agli emigranti. L'attenzione della Chiesa romana al Nuovo Mondo, 1492-1908*, Viterbo, Sette Città, 2005, part III, deuxième chapitre.

⁶⁰ ASV, Segr. Stato, 1854, rubr. 251, liasse 2, f. 57-82.

⁶¹ Matteo Sanfilippo, «Tra antipapismo e cattolicesimo: gli echi della Repubblica romana e i viaggi in Nord America di Gaetano Bedini e Alessandro Gavazzi (1853-1854)», dans *Gli Americani e la Repubblica Romana nel 1849*, p. 159-187. Pour Gavazzi, cf. aussi Robert Sylvain, *Clerc, garibaldien, prédicant des Deux Mondes. Alessandro Gavazzi (1809-1889)*, Québec, PUL, 1962, et Vincent Breton, «L'émeute Gavazzi: violence et liberté d'expression au milieu du XIX^e siècle»,

avaient mis en fuite Gavazzi et il se réjouit du zèle des évêques et de l'amour des catholiques pour le Saint-Siège⁶². Il avoua qu'il n'avait pas eu le temps de découvrir les défauts de l'Église canadienne, même s'il regretta le bas niveau culturel de quelques membres du clergé. En réalité, il avait été surpris par le conflit entre les Canadiens français et les Irlandais, qu'il perçut comme une conséquence de l'immigration, d'autant plus dangereux qu'il jugeait que les Irlandais étaient les mieux placés pour garantir l'essor du catholicisme canadien. A son avis, les Canadiens français confondaient la prudence avec la pusillanimité et manquaient d'énergie. Bedini n'expliqua jamais pourquoi son jugement était si tranchant, mais on peut penser qu'il était fondé sur l'émeute que les Irlandais provoquèrent contre Gavazzi.

Le nonce fut fasciné par le Canada et ses habitants⁶³. D'ailleurs, Armand-François-Marie de Charbonnel, évêque de Toronto, remarqua qu'il avait été «traité presque comme le St. Père l'aurait été»⁶⁴. Dans les lettres de Bedini à Rome, nous trouvons des appréciations semblables à celles de Moroni. De plus, racontant son voyage, le nonce mit en évidence que le Canada n'était plus une colonie pauvre. L'arrivée d'immigrants à Montréal et à Bytown témoignait des progrès économiques du Canada. Bytown surtout lui sembla très intéressante par sa position géographique, son essor industriel et politique, son mélange de races et de religions⁶⁵.

Bedini devint ensuite secrétaire de Propagande. Il put donc contribuer à une nouvelle approche du Saint-Siège envers le Canada. Déjà

Bulletin d'histoire politique, 14, 2 (2006), p. 3-70.

⁶² ASV, Segr. Stato, 1854, rubr. 251, liasse 2, f. 57-82. Une partie du rapport de Bedini, celle d'ailleurs connue par la Propagande (APF, C, AS 6, f. 590-592), fut publié en 1853: «Canadà - Visita fattavi da Monsig. Gaetano Bedini Arcivescovo di Tebe, e Nunzio apostolico», *La Civiltà cattolica*, nouvelle série, IV (1853), p. 471-476. La Propagande savait que Bedini avait écrit le rapport à Antonelli, mais ne put pas le voir: APF, C, AS 6, f. 576-577, et ASV, Segr. Stato, 1853, rubr. 251, liasse 1, f. 54 et 56.

⁶³ APF, C, AS 6, f. 576-577.

⁶⁴ Ibidem, f. 574.

⁶⁵ ASV, Segr. Stato, 1854, rubr. 251, liasse 2, f. 57-82.

avant 1867, Rome se rendit compte que celui-ci n'était plus une colonie, mais une nation *in fieri*. D'autre part, Bedini identifia le problème qui allait hanter Rome dans les décennies suivantes: le développement du nationalisme ethnique et les conflits des langues⁶⁶. Dans les années 1865 et 1869, les cardinaux de la Propagande furent appelés à discuter des conflits interethniques⁶⁷. Ce n'était toutefois pas le seul problème qui allait s'aggraver. Il y avait aussi les conflits entre les villes et les diocèses de Québec et Montréal⁶⁸. A ce propos, il suffit de se souvenir du conflit universitaire qui eut un grand retentissement à Rome⁶⁹.

La Propagande jugea donc nécessaire d'envoyer quelqu'un au Canada. Puisque le cardinal Giacomo Antonelli avait décidé que Cesare Roncetti devait porter le chapeau cardinalice à John McCloskey, premier archevêque de New York, Roncetti fut chargé par la Propagande de recueillir des renseignements sur la question de l'Université à Montréal. Le tout à l'insu d'Antonelli, qui ne fut averti par lettre qu'après le voyage au Canada de Roncetti. L'archevêque de Québec et les évêques de Toronto et de Kingston invitèrent Roncetti dans leurs diocèses, tandis que l'archevêque d'Halifax lui avait demandé par l'entremise de son collègue de New York de visiter la Nouvelle-Ecosse. Ignace Bourget, évêque de Montréal, lui envoya deux prêtres à Philadelphie pour l'inviter à Montréal⁷⁰. Roncetti avait alors entamé un voyage qui le conduisit de New York à Boston, puis de nouveau à New York et de là à Baltimore, Washington, Pittsburgh, Chicago, Milwaukee, St. Louis, Cincinnati, Philadelphie, Buffalo, Niagara, Toronto, Kingston, Mon-

⁶⁶ Pour le contexte, cf. Marcel Martel et Martin Pâquet, *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2010.

⁶⁷ APF, ACTA, 229 (1865), f. 555, et 235 (1869), f. 424.

⁶⁸ A ce sujet, cf. Roberto Perin, «Clercs et politiques au Québec 1865-1876», *Revue de l'Université d'Ottawa*, 50, 2 (1980), p. 168-190, et *Ignace de Montréal. Artisan d'une identité nationale*, Montréal, Boréal, 2008.

⁶⁹ Cf. André Lavallée, *Québec contre Montréal: la querelle universitaire 1876-1891*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1974, mais aussi Perin, *Ignace de Montréal*, p. 228-256.

⁷⁰ APF, C, AS 13 (1875), f. 619-620v.

tréal, Québec, Halifax, Portland, Burlington, New York⁷¹.

C'était un long voyage qui avait duré trois mois. Roncetti n'eut toutefois pas tout le temps qu'il aurait souhaité pour comprendre l'ensemble de la situation, c'est d'ailleurs ce qu'il expliqua aux cardinaux de Propagande en 1876⁷². Il ne fit donc pas beaucoup de commentaires, sinon que les établissements religieux au Québec étaient magnifiques et que la population de cette province montrait une sincère dévotion envers le Saint-Siège. L'Ontario et les Maritimes ne semblent pas l'avoir impressionné; la ville de Québec non plus, sinon par le fait que la majorité de sa population était catholique. Ce fut plutôt Montréal qui le frappa : d'un côté, il décrivit à Antonelli le spectacle des Zouaves qui marchaient derrière le drapeau qu'ils avaient porté du Canada à Rome⁷³; de l'autre, il répéta que l'immigration et la Confédération (qui, à son avis, avait déclenché un processus favorisant l'américanisation) avaient fait de Montréal le centre du Canada. Québec, au contraire, allait progressivement perdre son importance. C'était pour cela que les catholiques fréquentaient une université protestante à Montréal plutôt que celle catholique de Québec⁷⁴.

Roncetti présenta son rapport avant que Moroni termina les 6 volumes des tables de matières de son *Dizionario*. Entre 1840, quand Moroni avait commencé son ouvrage, et 1876, lorsque Roncetti fit rapport à la Propagande sur la question de l'université de Montréal, beaucoup de choses avaient changé. L'Amérique du Nord avait acquis une importance considérable pour le Saint-Siège dont les envoyés y étaient allés à deux reprises. Les conséquences de cette prise de contact directe furent très importantes, parce que les voyages de Bedini et Roncetti, ainsi que le *Dizionario* de Gaetano Moroni et l'article dans le *Giornale di Roma* du novembre 1851, inspirèrent la stratégie romaine

⁷¹ La documentation du voyage se trouve dans ASV, Segr. Stato, 1875, rubr. 251, liasse 13, f. 78-111, et APF, C, AC 26 (1875), f. 208-257.

⁷² APF, Acta, 244 (1876), f. 90-94v.

⁷³ ASV, Segr. Stato, 1875, rubr. 251, liasse 13, f. 102-109v.

⁷⁴ APF, Acta, 244 (1876), f. 90-94v.

quant au Canada, au moins jusqu'à la première guerre mondiale.

Il faut souligner deux aspects de l'image du Canada véhiculée par ces textes. En premier lieu, les deux Canadas et ensuite le Québec et l'Ontario oriental n'étaient pas considérés comme des colonies anglaises, mais comme le noyau d'une nouvelle nation nord-américaine. Par conséquent, on avait tendance à sous-évaluer ou à oublier l'effet de la Conquête sur la société bas-canadienne. De plus, on comparait les Canadas aux États-Unis et jamais aux autres établissements britanniques dans les Amériques. Deuxièmement, la comparaison Canada(s)/États-Unis se fonda sur le bouleversement des priorités romaines à propos du catholicisme nord-américain. Jusqu'au début du XIX^e siècle, le Canada était pour Rome le berceau du catholicisme nord-américain, mais vers 1850, le premier Concile de Baltimore et l'essor des diocèses états-uniens firent en sorte que l'épicentre de l'Église en Amérique du Nord se transposa aux États-Unis, au moins aux yeux du Saint-Siège. Il ne faut pas oublier que le développement économique des États-Unis en fit l'*Amérique* pour tous les Européens.

Le(s) Canada(s) étai(en)t donc perçu(s) comme les États-Unis, même si de moindre taille, de moindre richesse et de moindre intérêt. On savait bien que le catholicisme bas-canadien avait une tradition ancienne et d'ailleurs Bedini, Moroni, Roncetti et le *Giornale di Roma* soulignèrent la richesse spirituelle et matérielle de ses institutions. On savait aussi qu'on y parlait le français, même si le *Giornale di Roma* fut le seul à mettre en évidence la différence linguistique entre le Bas- et le Haut-Canada. Toutefois, la langue et les traditions françaises étaient aux yeux de Rome moins importantes que les possibilités de progrès économique et d'immigration⁷⁵.

De fait, les envoyés du Saint-Siège étaient moins fascinés par les per-

⁷⁵ Il faut souligner encore une fois qu'il ne s'agissait pas d'un cas individuel. Pendant le voyage en Amérique du Nord de Bedini, le *Giornale di Roma* publia quatre articles sur les colonies qui aujourd'hui composent le Canada. Ces articles parlent de la découverte du passage du Nord-Ouest, de découvertes scientifiques et de commerces dans les Canadas, des statistiques démographiques de la Nouvelle-Ecosse. Cf. *Giornale di Roma*, 1853, p. 867, 931, 956 et 959.

spectives économiques nord-américaines, que par le fait que le développement économique entraînait l'arrivée de nombreux immigrants aux États-Unis et au Canada. L'immigration était une conséquence et une prémisses du progrès économique, mais constituait aussi une occasion pour l'Église catholique de pénétrer dans l'Amérique anglo-saxonne⁷⁶. Il s'agissait de rester en contact avec les immigrants catholiques, surtout avec ceux qui parlaient l'anglais, et de faciliter leur établissement dans le Nouveau Monde et leur avancement social. Pour le moment, Rome savait bien que les Irlandais, qui constituaient le noyau de l'immigration catholique en Amérique du Nord, étaient pauvres, mais elle comptait sur leur courage et leur esprit d'initiative. L'article dans le *Giornale di Roma* de 1851 remarquait que c'était à eux que revenait le mérite de la fondation de tous les diocèses en dehors du Bas-Canada. Entre 1815 et 1850, Rome n'avait pas cessé de craindre pour le destin des catholiques nord-américains. Le contact direct lui montra que, tout au contraire, elle pouvait anticiper un futur victorieux.

Nous devons donc lire les réactions romaines aux nouvelles canadiennes et aux rapports des délégués de 1876 à 1898, en tenant compte de cette perspective. Les années qui suivirent la mission Roncetti virent augmenter les tensions dans l'Église du Québec, qui fut progressivement perçue comme une des plus turbulentes⁷⁷. Les lettres envoyées à la Propagande par Ignazio Persico, curé de Sillery de 1873 à 1876, confirmèrent cette impression. Persico souligna, comme l'avait déjà fait Bedini, que la formation culturelle du clergé canadien-français était mauvaise et que prêtres et évêques se mêlaient d'affaires politiques qui ne les concernaient pas. George Conroy et Henri Smeulders revinrent sur cette question et apportèrent d'autres preuves à l'appui

⁷⁶ Pour le contexte, cf. Matteo Sanfilippo, «Un approccio storico alla pastorale migratoria: Chiesa, ordini religiosi ed emigrazione», dans *Fondazione Migrantes, Rapporto italiani nel mondo 2009*, Roma, Idos, 2009, p. 174-186.

⁷⁷ L'abbé Henri Cimon raconta que Léon XIII se serait plaint auprès de l'abbé Proulx au sujet des interminables querelles entre le diocèse de Québec et celui de Montréal. Cf. Henri Cimon, *Impressions de voyage de Québec à Rome*, Québec, E. Vincent, 1898, p. 81-82.

de la thèse de Persico, qui d'ailleurs jouait désormais un rôle très important dans Propagande⁷⁸.

Entre 1875 et 1885, Rome commença à craindre que les évêques du Québec ne compromettent l'avenir de l'Église au Canada et cette impression fut confirmée par l'affaire des Écoles du Manitoba. Selon de nombreux fonctionnaires romains, l'entêtement des évêques de langue française risquait de gâcher la bonne entente avec un gouvernement qui n'était pas opposé à l'Église et qui n'empêchait pas l'immigration de travailleurs catholiques. De plus, Rome commençait à se douter de l'importance de la langue française, et donc du clergé francophone, en Amérique du Nord. Tous les envoyés romains allaient d'abord aux États-Unis⁷⁹ d'où ils avaient l'occasion d'observer les problèmes linguistiques causés par l'immigration à grande échelle, ainsi que de se renseigner sur les affaires canadiennes par l'entremise des évêques états-uniens, qui n'appréciaient guère leurs collègues du Québec⁸⁰.

Tous les délégués étaient donc d'accord pour insister sur le fait que le clergé québécois était mal préparé, rétrograde et chicanier⁸¹. D'ailleurs, les envoyés de Rome étaient convaincus que cette Province, ou quand même la région de la ville de Québec, n'avait pas grand avenir

⁷⁸ Cf. Nive Voisine, «Rome et le Canada: la mission de Mgr Conroy», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33, 4 (1980), p. 499-519; Roberto Perin, «Troppo ardenti sacerdoti: The Conroy Mission Revisited», *Canadian Historical Review*, LXI, 3 (1980), p. 283-304, et «La raison du plus fort est toujours la meilleure: la représentation du Saint-Siège au Canada, 1877-1917», SCHEC, *Sessions d'études*, 50 (1983), p. 100-104. Voir aussi Id., *Rome in Canada*, p. 73-81, 99-100, 122-124.

⁷⁹ Pour la mission de George Conroy aux États-Unis, cf. Gerald P. Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy from 1870 to 1965*, Stuttgart, Hierseman, 1982, p. 17-20.

⁸⁰ Quand Rafael Merry del Val débarqua à New York, il consulta l'archevêque Corrigan qui déplora l'attitude du clergé canadien français: AES, Inghilterra, II Periodo, posizione 161, liasse 91, f. 58-59v. Les conclusions de Merry del Val sur les évêques du Québec à la fin du voyage ne s'éloignent pas beaucoup de ce que Corrigan lui avait dit: ibidem, pos. 161, liasse 95, f. 2-11v.

⁸¹ Cf. Perin, «Troppo ardenti sacerdoti»; Id., *Rome in Canada*, p. 42-120.

économique et politique⁸². Moroni et Bedini avaient indiqué qu'au cœur du Canada se trouvait Bytown et que la richesse était concentrée entre Montréal et Kingston. En 1875, Roncetti visita Toronto et expliqua que l'axe économique Montréal-Toronto avait remplacé celui Montréal-Kingston. Pour le Saint-Siège l'équilibre politique du catholicisme au Canada était en train de se déplacer vers l'Ontario. Il n'est donc surprenant qu'en 1897, Merry del Val déclara que le seul espoir pour le catholicisme canadien résidait dans l'épiscopat ontarien⁸³.

L'intérêt pour l'Ontario préluait celui pour l'Ouest. C'était d'autre part inévitable, si on considère l'influence du modèle et donc des mythologies états-uniens⁸⁴. Dans l'Ouest, il y avait une véritable concentration d'immigrants de tradition catholique: Allemands, Français, Flamands, Polonais, Ruthènes. La plupart de ces immigrants ne parlait pas le français et pour les délégués il semblait logique de penser que la langue nationale du Canada devait être l'anglais⁸⁵.

Dès 1897, l'Ouest fut une préoccupation constante des délégués apostoliques, mais ce ne fut pas la seule. En mars 1901, Diomede Falconio écrivit un rapport sur la propagande protestante au Canada⁸⁶. Dans ce grand tableau du catholicisme canadien, le délégué commença par la géographie du Canada, ensuite il fournit des statistiques sur la population canadienne. Ces données lui servirent à démontrer que 41% de la population était catholique, mais que les catholiques étaient en minorité dans toutes les provinces, à l'exception du Québec.

⁸² Voir, plus haut, le rapport de Roncetti sur l'université.

⁸³ Cf. Perin, «La raison du plus fort», p. 107.

⁸⁴ Les deux premiers délégués permanents au Canada, Diomede Falconio et Donato Sbarretti, avaient travaillé plusieurs années aux États-Unis avant de se rendre à Ottawa. Cf. Matteo Sanfilippo, «Fonti vaticane per la storia canadese: la delegazione apostolica in Canada, 1899-1910», *Annali Accademici Canadesi*, 3-4 (1988), p. 69-71.

⁸⁵ Voir les opinions des délégués Sbarretti et Stagni dans ASV, ANC 17, 78, 80-81. Cf. Matteo Sanfilippo, «Roman Archives as a Source for the History of Canadian Ethnic Groups», CCHA, *Historical Studies*, 60 (1993-1994), p. 83-101.

⁸⁶ APF, NS, 215 (1901), f. 619-642.

Toutefois, les protestants étaient divisés en plusieurs confessions, dont la plus forte, celle des Méthodistes ne comptait que le 17% de la population totale du Canada.

Falconio nota que la propagande protestante était très active, mais peu efficace. Les Ruthènes étaient les seuls à être en danger, parce qu'ils étaient sensibles au fait que quelqu'un pouvait s'intéresser à leur sort⁸⁷. Les Canadiens français aussi pouvaient tomber dans le piège de la propagande protestante, parce qu'ils n'y étaient pas habitués comme les Canadiens anglais. En tout cas, le grand avantage des protestants était d'ordre social: ils étaient plus riches, donc ils pouvaient dépenser beaucoup pour les œuvres de charité. De plus, ils contrôlaient l'enseignement universitaire de langue anglaise.

Falconio affirma que le gouvernement protégeait la liberté de culte. Il n'y avait rien à craindre de côté-là. D'ailleurs, tous les Canadiens étaient démocrates, peut-être parce que tous, même les protestants, étaient plus intéressés au fait économique qu'aux questions religieuses. Le délégué remarqua à ce propos que les catholiques canadiens étaient généreux et dignes d'admiration, mais qu'ils ne reconnaissaient pas la primauté du fait religieux. À cause d'un différend avec leur évêque, ils pouvaient abandonner la foi. La faute n'était pas seulement avec les fidèles, mais aussi avec le clergé qui n'était pas bien préparé et qui ne savait pas faire comprendre la vérité à ses ouailles.

Falconio recommandait donc qu'un Concile Plénier de l'Église canadienne prépare une véritable réforme de celle-ci. L'Église devait se moderniser pour faire face à deux grandes tâches: la lutte contre l'indifférentisme, qui était le vrai danger pour les jeunes catholiques, et l'assistance aux immigrants. Un clergé bien formé pouvait préserver les catholiques du danger de perdre la foi et, en même temps, profiter de la faiblesse des protestants pour obtenir des conversions au catholicisme.

⁸⁷ Pour la question ruthène, cf. Matteo Sanfilippo, *I ruteni nelle Americhe: emigrazione e viaggio*, in *Da est ad ovest, da ovest ad est. Viaggiatori per le strade del mondo*, a cura di Gaetano Platania, Viterbo, Sette Città, 2006, p. 397-429.

En décembre de la même année, Falconio revint sur la question dans un rapport sur l'église catholique au Canada⁸⁸. Encore une fois, il commença par la description géographique et donna des statistiques sur la démographie canadienne. Il expliqua que le catholicisme canadien était en majorité canadien-français. Il mit en relief toutefois le rôle des Irlandais, ainsi que la présence de catholiques ruthènes, polonais et allemands dans l'Ouest. On devait donc former un clergé qui n'était pas exclusivement francophone. D'un autre côté, à son avis, le clergé canadien français avait posé pas mal de problèmes à l'Église. Ce clergé commettait des abus pour défendre une position de privilège social qui désormais était menacé par la démocratisation du Canada. En conclusion, il conseillait de choisir des évêques qui étaient de la même ethnie que la majorité dans leur diocèse.

Les deux rapports de Falconio ouvrirent la voie à transformation de l'Église canadienne en Église nationale et constituèrent le point culminant de la série des rapports du XIX^e siècle sur la situation canadienne. Au-delà des évaluations contrastantes que quelques secrétaires d'État et quelques préfets de la Propagande⁸⁹ donnèrent de ces exposés rédigés de 1840 à 1908, nous devons en souligner la continuité. De Bedini à Falconio, nous remarquons une même vision du Canada et de l'avenir de son Église. Malheureusement pour les catholiques de langue française, ces représentants du Saint-Siège prévoyaient un avenir où l'anglais devait faciliter la communication entre les groupes ethniques de l'Amérique du Nord.

En 1908, le Canada passa sous le contrôle de la Secrétairerie d'État

⁸⁸ APF, NS, 215 (1901), f. 676-708.

⁸⁹ Il suffit de penser au contrastes entre Léon XIII, Merry del Val et Rampolla del Tindaro, d'un côté, et le préfet de la Propagande Ledochowski de l'autre au sujet de la question du Manitoba. Cf. la lettre de Gonthier à Ledochowski dans AES, Inghilterra, II Periodo, posizione 163, liasse 105, f. 222, et Perin, *Rome in Canada*, p. 52-57. Mais on peut penser aussi aux querelles engendrées par la préparation du Concile Plénier, cf. Giovanni Pizzorusso, «Donato Sbarretti, delegato apostolico a Ottawa, e la difficile organizzazione del Concilio plenario canadese (1909)», *Annali Accademici Canadesi*, VI (1990), p. 77-88.

en tant qu'Église nationale, tandis que ses diocèses dépendaient désormais de la Consistoriale⁹⁰. Cependant, l'approche romaine ne changea pas, d'autant plus que la transition fut assurée par Donato Sbarretti, le deuxième délégué à Ottawa qui était très favorable à l'anglicisation du Canada⁹¹. Sbarretti provoqua la réaction des évêques de langue française et, même à Rome, il eut des difficultés avec les membres du Collège Canadien⁹². Mais il ne fut pas aimé non plus par les évêques de langue anglaise, car il essayait de contrôler toute la correspondance entre les prélats canadiens et le Saint-Siège⁹³. Les évêques, du Québec comme des autres provinces, n'appréciaient guère cette volonté de contrôle de sa part et, en 1910, déclarèrent carrément qu'il ne devait pas se mêler des affaires des diocèses canadiens⁹⁴. Quand Sbarretti rentra à Rome, la crédibilité de la Délégation était au plus bas niveau.

Francesco Pellegrino Stagni (1910-1918), le troisième délégué, chercha de renouer les liens avec la hiérarchie catholique locale⁹⁵. Il dut affronter les protestations des évêques et celles du bas-clergé, au moment où la polémique nationaliste venait compliquer les conflits entre les curés et leurs ordinaires diocésains: il suffit de penser aux affrontements entre les évêques de langue anglaise et le clergé de langue française ou les évêques de langue française et le clergé de langue anglaise dans l'Ouest⁹⁶. Le même genre de conflit se propagea en On-

⁹⁰ Matteo Sanfilippo, «Documents d'intérêt canadien dans les Archives Secrètes du Vatican. Le fonds 'Sacree Congrégation Consistoriale. Relations' (1900-1922)», *Annali Accademici Canadesi*, 10-11 (1994-1995), p. 77-134.

⁹¹ Voir dans ce volume, septième chapitre.

⁹² Matteo Sanfilippo, *Dal Québec alla città eterna. Viaggiatori franco-canadesi a Roma*, Roma, Istituto Nazionale di Studi Romani, 2005, p. 87 et 92.

⁹³ ASV, ANC 138.

⁹⁴ Voir le dossier sur un article de *L'Événement*: ASV, ANC 53.

⁹⁵ Donald Tremblay, *Monseigneur Francesco Pellegrino Stagni, o.s.m., et l'Église canadienne, 1910 à 1918*, thèse de doctorat, Université Laval, 1993.

⁹⁶ ASV, ANC 142, liasse 3.

tario⁹⁷, où la lutte entre les immigrants québécois et les évêques irlandais, tels Michael Francis Fallon, devint explosive⁹⁸. Les jugements du délégué sur ces questions se trouvent dans son rapport sur les diocèses du Canada écrit en 1915 pour le cardinal Gaetano De Lai, secrétaire de la Consistoriale: à ses yeux, le vrai danger pour l'Église canadienne était le 'nationalisme excessif'⁹⁹. Il n'était pas opposé au nationalisme politique, au contraire il pensait que les Canadiens de langue française devaient s'organiser pour défendre leurs droits. Cependant, il estimait que leurs évêques ne pouvaient pas se permettre de prendre une position publique ou d'appuyer un parti politique et de plus il jugeait qu'ils ne pouvaient pas refuser des prêtres de langue anglaise aux anglophones ou aux immigrants¹⁰⁰.

Stagni découvrit que l'engagement politique des évêques était inévitable et allait déchirer l'Église: ce fut ce qui arriva pendant la guerre, quand les évêques se divisèrent sur la participation au conflit¹⁰¹. Dans

⁹⁷ Marilyn Barber, «The Ontario Bilingual Schools Issue: Sources of Conflict», *Canadian Historical Review*, 47 (1966), p. 227-248; Robert Choquette, *Language and Religion: A History of English-French Conflict in Ontario*, Ottawa, UOP, 1975; Donald Tremblay, «Benoît XV, le Saint-Siège et la controverse des écoles bilingues de l'Ontario», *Archivum Historiae Pontificiae*, 32 (1994), p. 195-251; Jack Cecillon, «Language and School Conflicts in the Windsor Border Region, 1882-1920», *Humanities Research Group Working Papers*, 11 (2003), p. 261-287.

⁹⁸ Pasquale Fiorino, *Bishop Michael Francis Fallon. The Man and His Times 1910-1931*, PhD Thesis, Rome, Università Gregoriana, 1992, et «The Nomination of Michael Fallon as Bishop to London», CCHA, *Historical Studies*, 62 (1996), p. 33-46; Jack Cecillon, «Turbulent Times in the Diocese of London: Bishop Fallon and the French Language Controversy», *Ontario History*, (1995), p. 370-395; Michael Power, «The Mitred Warrior: A critical reassessment of Bishop Michael Francis Fallon, 1867-1931», *Catholic Insight*, 8, 3 (2000), p. 18-26.

⁹⁹ ASV, ANC, 142.7, lettre du 26.3.1915. Cf. John E. Zucchi, *The View from Rome: Archbishop Stagni's 1915 Reports on the Ontario Bilingual Schools Question*, Montreal et Kinston, McGill-Queen's University Press, 2002.

¹⁰⁰ ASV, ANC, 142.7, lettre du 16.12.1915.

¹⁰¹ ASV, ANC, 130.2. Cf. Luigi Bruti Liberati, «Il papa e la guerra. La società canadese e le iniziative di pace di Benedetto XV», *Rivista di Studi canadesi*, 7 (1994), p. 145-158.

l'après-guerre, Pietro Di Maria, quatrième délégué apostolique au Canada (1918-1926), essaya de reprendre la tentative de Stagni, mais il fut incapable d'en suivre l'exemple. La rupture entre une Église de langue française et une de langue anglaise n'allait pas s'amoinrir, tout au moins avant la deuxième guerre mondiale¹⁰². Toutefois, la récente ouverture des archives du Saint-Siège relatives au pontificat de Pie XI nous montre que les représentants du Vatican des années 1920 et 1930 furent de moins en moins préoccupés par la division entre catholiques canadiens de langue anglaise et de langue française.

En particulier, nous connaissons maintenant les rapports qu'Andrea Cassulo, cinquième délégué au Canada (1927-1936), envoya à Rome¹⁰³. Dans ces textes, ainsi que dans la description du Canada qu'il fit à l'occasion de son voyage de l'Atlantique au Pacifique en 1935¹⁰⁴, on s'aperçoit qu'il était attentif à un tout autre genre de problème. Il y a un seul dossier sur les différends entre évêques de langue française et évêques de langue anglaise et il concerne les États-Unis: il s'agit de la protestation officielle des évêques du Québec lorsque Pietro Fumasoni Biondi, le délégué apostolique à Washington déclara que le mouvement sentinelliste avait ses racines au Canada¹⁰⁵. Les autres rapports traitent de la naissance de nouveaux partis et mouvements au Canada,

¹⁰² Ildebrando Antoniutti, *Memorie autobiografiche*, Udine, Arti Friulane, 1975, pp. 40-51. Cf. Roberto Perin, «French Speaking Canada from 1840», dans *A Concise History of Christianity in Canada*, sous la direction de Terrence Murphy et Roberto Perin, Toronto, Oxford University Press, 1996, p. 190-260, et «Das englischsprachige Kanada», dans *Kirche und Katholizismus seit 1945*, sous la direction de Erwin Gatz, IV, *Die britischen Inseln und Nordamerika*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2002, pp. 72-89.

¹⁰³ AES, Inghilterra, IV Periodo, pos. 194, liasses 29-34.

¹⁰⁴ ASV, Congregazione Concistoriale, Visita Apostolica, 66 – Canada. Visita apostolica ai Seminari, Collegi e Scuole.

¹⁰⁵ AES, Inghilterra, IV Periodo, pos. 194, liasse 29, f. 28-32. Pour l'éco vaticane de *La Sentinelle*: AES, America, IV Periodo, pos. 216, liasse 47. A noter qu'à Rome l'affaire fut suivie par Sbarretti, qui était alors le cardinal préfet de la Congrégation du Concile. Cf. Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre 1776-1930*, Sillery, Septentrion, 1990, p. 303-330.

avec une attention particulière pour l'anticatholicisme du Ku Klux Klan dans la Saskatchewan, pour l'essor du communisme dans les grandes villes et parmi les immigrants, et enfin pour le Crédit Social et la Fédération du commonwealth coopératif. De fait, le délégué à Ottawa semble s'interroger surtout sur la crise économique de 1929 et ses conséquences et cherche à interpréter le nouveau scénario politique et social à la lumière de cet événement traumatique. Dans cette perspective, la vieille question nationale lui semble perdre d'importance et le Canada des années 1930 lui semble fort différent de celui d'avant la crise.

CHAP. 2

LES PREMIERS PAS DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN ACADIE ET
AU CANADA¹

Luca Codignola

Les historiens et historiennes connaissent assez bien l'histoire des premiers pas de l'Église catholique en Amérique du Nord, c'est à dire de la région qui correspond aujourd'hui au Canada de l'est et à la Nouvelle-Angleterre, pendant la première moitié du XVII^e siècle. Plusieurs églises, missions et paroisses ont fait l'objet d'études monographiques de qualité, tandis qu'on a consacré un nombre imposant de biographies aux missionnaires et aux ecclésiastiques les plus importants. Nous avons donc une bonne connaissance de la hiérarchie institutionnelle, des efforts missionnaires auprès des Autochtones, de la piété populaire des habitants de la Nouvelle-France et de l'influence du Saint-Siège sur les développements nord-américains². À partir de ce vaste éventail historiographique, présenté ici dans les grandes lignes, il nous paraît possible de dresser un bilan de connaissances en ce domaine.

Le choix du cadre chronologique mérite une explication. La fin du Concile de Trent, en 1563, doit être considérée comme le commencement d'une Réforme catholique et d'une conséquente réorganisation des activités missionnaires qui permit, entre autres, les débuts de la colonisation du Canada et surtout la survie de la colonie pendant toute sa première période. Le capucin français Pacifique de Provins (René de L'Escaie, 1588-1648), un missionnaire quelque peu visionnaire, mais

1 Une première version de ce texte est parue sous le titre «Les premiers pas de l'Église dans les régions orientales de l'Amérique du Nord», dans *Dos mil años de cristianismo. Los grandes ciclos evangelizadores*, sous la direction de Josep Ignasi Saranyana, numéro spécial de l'*Anuario de Historia de la Iglesia*, IX (2000), p. 131-143.

2 *L'Amérique du Nord française dans les archives religieuses de Rome 1600-1922*, sous la direction de Pierre Hurtubise, Luca Codignola et Fernand Harvey, Québec, Éditions de l'IQRC et PUL, 1999.

avec une longue expérience dans le Moyen Orient, en France et aux Antilles, expliqua de façon très simple, mais très immédiate, le but général de la nouvelle action missionnaire: «[R]espandre les retz de l'évangile dans les plus eslonguées contrées et nations de la terre» afin de «ramener ces peuples sauvages à la connaissance du vrai Dieu que nous adorons»³. L'importance du cadre globale ne doit pas être sous-estimée. Une perspective limitée, telle que celle traditionnelle de la «conquête spirituelle du Canada», ne doit pas nous faire oublier qu'il s'agissait, selon un historien français au début des années 1940, d'un plus ample «éveil missionnaire de la France»⁴, et en général du monde chrétien. Par exemple, la colonie du Saint-Laurent aussi bien que l'Acadie n'étaient qu'un pôle d'attraction mineur par rapport au clergé missionnaire d'origine française, qui était bien plus intéressé aux missions à l'intérieur de la France et davantage à celles des Indes Orientales⁵.

³ APF, SOCG, 144 (1646), f. 183rv, 195rv, Pacifique de Provins, OFM Cap, au Cardinal Bernardino Spada, Paris, 25 octobre 1646; Pacifique de Provins, *Le voyage de Perse et Brève relation du voyage de l'Amérique*, sous la direction de Godefroy de Paris et Hilaire de Wingene, Assisi, Collegio S. Lorenzo da Brindisi dei Fr. Minori Cappuccini, 1939, p. 5*. Cf. Matteo Binasco, *Viaggiatori e missionari nel Seicento. Pacifique de Provins fra Levante, Acadia e Guyana (1622-1648)*, Novi Ligure, Città del Silenzio, 2006.

⁴ Guillaume De Vaumas, *L'éveil missionnaire de la France (d'Henri IV à la fondation du Séminaire des Missions Étrangères)*, Lyon, Imprimerie Express, 1942.

⁵ Luca Codignola, «Competing Networks: Roman Catholic Ecclesiastics in French North America, 1610-58», *The Canadian Historical Review*, 80 (1999), p. 539-584, et «Roman Catholic Ecclesiastics in English North America, 1610-58. A Comparative Assessment», CCHA, *Historical Studies*, 65 (1999), p. 107-124. Voir aussi Marc Venard, «Vos Indes sont ici. Missions lointaines (et) (ou) missions intérieures dans le catholicisme français de la première moitié du XVII^e siècle», dans *Les réveils missionnaires en France du Moyen-Âge à nos jours (XIII^e-XX^e siècles)*, sous la direction de Guy Dubosq et André Latreille, Paris, Beauchesne, 1984, p. 83-89; Dominique Deslandres, *Le modèle français d'intégration socio-religieuse, 1600-1650. Missions intérieures et premières missions canadiennes*, thèse de doctorat, Université de Montréal 1990, et «Le christianisme dans les Amériques. Amérique latine, Amérique française, Amérique britannique et Amérique de l'esclavage», dans *L'âge de raison, 1620-1750*, sous la direction de Marc Venard, Paris et Tournai, Desclée-Fayard, 1997, p. 615-736.

Pour retourner à notre cadre chronologique, la fin des 'premiers pas' de l'Église en Nouvelle-France en 1658 correspond à la nomination de son premier vicaire apostolique, François de Laval (1623-1708). En effet, le premier évêque réorganisa son Église en transformant l'Église 'missionnaire' en une Église 'coloniale'⁶. Les débuts de Laval viennent clore la période intensive de la conversion des Autochtones, la véritable motivation des départs des ecclésiastiques, hommes et femmes, pour la Nouvelle-France. Après 1658, les besoins spirituels et matériels des fidèles d'origine européenne sont au sommet des préoccupations du personnel ecclésiastique⁷.

Nous diviserons la période de 1563 à 1658 en trois parties. Pendant la première, de 1563 à 1610, il fut question d'une activité ecclésiastique très limitée. Nous ne connaissons ni les nombre ni les noms des missionnaires qui en furent les acteurs. La deuxième période, de 1610 à 1632, correspond véritablement au début des activités missionnaires auprès des Autochtones. Il s'agit des premières missions des Jésuites et des Franciscains Récollets en Amérique du Nord⁸. La troisième pério-

6 Cornelius J. Jaenen, *The Role of the Church in New France*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1976.

7 Luca Codignola, «The Holy See and the Conversion of the Indians in French and British North America, 1486-1760», dans *America in European Consciousness, 1493-1750*, sous la direction de Karen Ordahl Kupperman, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1995, p. 195-242. La nomination de Laval nous paraît une date clé dans l'histoire religieuse de la Nouvelle-France. Pourtant, le changement devint évident pendant la première décennie du vicariat apostolique de Laval, au point que nous pourrions aussi choisir 1674, c'est à dire la nomination de Laval à l'évêché de Québec, comme date de clôture de l'église missionnaire en Nouvelle-France. Cf. Matteo Sanfilippo, «Curia di Roma e Corte di Francia: la fondazione della diocesi di Québec», dans *La corte di Roma tra Cinque e Seicento 'Teatro' della politica europea*, sous la direction de Gianvittorio Signorotto et Maria Antonietta Visceglia, Roma, Bulzoni, 1998, p. 489-516.

8 Nous connaissons assez bien les Jésuites, mais très mal les Récollets et encore pire les Capucins. Pour ces derniers, l'âge des missionnaires et leur provenance ne sont presque jamais mentionnées dans les documents. Le catalogue plus récent du personnel ecclésiastique au Canada est Louis Pelletier, *Le clergé en Nouvelle-France. Étude démographique et répertoire biographique*, Montréal, Les Presses de l'Université

de, de 1632 à 1658, la plus dense en activités, inclut les missions jésuites au Canada et en Acadie, les missions des Franciscains Capucins en Acadie, l'activité des Ursulines et des Augustines Hospitalières de la Miséricorde de Jésus au Canada, et les initiatives des dévots laïques. Ce fut justement dans cette dernière sous-période que la mission des Jésuites parmi les Hurons eut lieu et qu'on assiste à la fondation, toute à fait surprenante par sa survivance et son succès relatif, de la ville-mission de Montréal. Il s'agit des deux événements qui rendirent célèbre la Nouvelle-France en dépit de leurs dimensions très modestes⁹.

Pourtant, il ne faut pas oublier que ce pays, immense sur papier et dans l'imagination des administrateurs coloniaux, ne s'était pas développé selon les promesses initiales. En 1629, juste avant la première conquête anglaise, la colonie française n'était constituée que d'un petit fort à Québec, une seule famille, un entrepôt pour les fourrures et un petit couvent qui abritait les Récollets. Bref, il y avait environ soixante personnes. Trente ans plus tard, Laval découvrit un Canada qui consistait d'une petite colonie française le long du fleuve Saint-Laurent. Le village de Québec, établi en 1608, en était le centre administratif et ecclésiastique. En remontant le fleuve, les Français avaient établi les postes de Trois-Rivières en 1634 et de Montréal en 1642. La croissance

de Montréal, 1993, qui ne s'occupe pas de l'Acadie, de la Louisiane et des futurs États-Unis. Pour la période 1610-1658, voir Codignola, «Competing Networks», p. 570-584, et «Roman Catholic Ecclesiastics», p. 119-124, et Matteo Sanfilippo, «Missioni e colonizzazione in America settentrionale», dans *Die Aussenbeziehungen der römischen Kurie unter Paul V. Borghese (1605-1621)*, sous la direction d'Alexander Koller, Tübingen, Max Niemeyer, 2008, p. 355-366, ainsi que Matteo Binasco, «Capucins, jésuites et récollets en Acadie de 1610 à 1710: une première évangélisation assez chaotique», *Histoire & Missions Chrétiennes*, I, 2 (2007), p. 163-176.

⁹ Entre 1610 et 1658, les ecclésiastiques qui partirent pour la Nouvelle-France furent entre 204 et 207, dont 77 Jésuites, entre 60 et 63 Capucins, au moins 28 Récollets, 14 Augustines de la Miséricorde de Jésus, 11 Ursulines, neuf prêtres séculiers, quatre Sulpiciens et un *cordelier* (Codignola, «Competing Networks», p. 584). Pendant la même période 22 ecclésiastiques d'origine anglaise partirent pour Terre-Neuve et la région du Maryland et de la Virginie, dont 19 Jésuites et trois prêtres séculiers (Codignola, «Roman Catholic Ecclesiastics», p. 119-124).

de la population avait été lente et difficile. Il n'y avait que 2,690 résidents en 1660, qui avaient par ailleurs doublé leur nombre par rapport aux 1,206 de 1650. Théoriquement, Laval avait aussi juridiction sur l'Acadie, c'est-à-dire sur cette région maritime correspondante aujourd'hui à la Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, dont la population avait atteint à son époque les 300/400 résidents¹⁰.

La présence des nations autochtones à l'intérieur ou à côté de la communauté française distinguait l'expérience de l'Église de la Nouvelle-France de celle de France. Avec elles les Français d'Amérique entretenaient des rapports commerciaux, diplomatiques et militaires. Au moment de l'établissement des Français, si les Montagnais et les Algonquins n'étaient pas nombreux dans la région de Québec, les Souriquois (ou Mik'maq) de la région maritime et les Hurons (ou Owendats) de la future province de l'Ontario comptaient sur des populations de 3,000 et 20,000 membres respectivement. Comme l'écrivait le supérieur jésuite aux pays des Hurons, Jérôme Lalemant, en 1639, «Nous[les Français] nous trouvons icy comme au milieu d'une mer où un million de personnes se noyent»¹¹.

Avec la recherche du passage du nord-ouest, le développement du commerce et l'accroissement du prestige de la Couronne, l'évangélisation des 'sauvages' constituait une des motivations principales de la colonisation française pendant toute la première période. Soulignons que les Français, pas plus que les autres Européens, ne doutèrent jamais que les Autochtones étaient des êtres humains dignes des efforts de l'évangélisation. Les bulles papales de 1493 et 1537 avaient déjà réglé

¹⁰ La France avait 16 millions d'habitants au début du XVII^e siècle et 19 millions en 1650. La Nouvelle-Angleterre en avait 32,600 en 1660. Voir Marcel Trudel, *Histoire de la Nouvelle France [1524-1674]*, Montréal, Fides, 1963-1997; John A. Dickinson et Brian Young, *A Short History of Quebec. A Socio-Economic Perspective*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1988.

¹¹ Jérôme Lalemant, «Relation de ce qui s'est passé dans le pays des Hurons, pays de la Nouvelle-France, Ossossanné, 7 juin 1639», dans Lucien Campeau, *Monumenta Novae Franciae, IV, Les grandes épreuves (1638-1640)*, Rome-Montréal, Institutum Historicum Societatis Iesu et Les Éditions Bellarmin, 1989, p. 371.

la question dans ce sens¹², bien que certains philosophes, qui n'avaient aucune expérience directe de relations avec les Autochtones, continuèrent pendant longtemps à s'amuser avec cette possibilité. En outre, l'évangélisation était une préoccupation qui ne concernait pas seulement les ecclésiastiques. Toute commission royale adressée aux chefs dirigeants des expéditions commerciales, militaires ou d'exploration spécifiait, parmi les devoirs de ces derniers, celui de promouvoir la conversion des Autochtones. De la même façon la production littéraire liée à ces entreprises ne manquait jamais d'insister sur les vastes multitudes d'Autochtones qui n'attendaient que d'être sauvés par la parole de Dieu. On insistait sur le fait que les peuples du Nouveau Monde, ainsi que ceux de l'Afrique, étaient «infinis et dociles», bien disposés envers les Européens, impatientes d'écouter et de «recevoir notre Sainte Foi». On s'imaginait donc que les conversions seraient rapides et nombreuses¹³.

Étant donné donc que l'Amérique du Nord était peuplée de multitudes d'Autochtones et qu'il était un devoir des chrétiens d'Europe de procurer leur salut, la question était qui, en pratique, devait s'en occuper. Pendant le XVI^e siècle et la première décennie du XVII^e, il ne fut pas question de procéder à aucune activité évangélisatrice. Pendant le XVI^e siècle, les Français furent incapables d'implanter une colonie dans le Nouveau Monde et les rares tentatives des années 1530 et 1540 dans la région de Québec restèrent sans issue. À partir de la moitié du siècle les mouvements de pêcheurs bretons, normands et

12 Alexandre VI, bulle *Inter cetera* (3-4 mai 1493), et Paul III, bulle *Veritas Ipsa* ou *Sublimis Deus* (2 et 4 juin 1537): les deux bulles sont publiées dans Josef Metzler, *America Pontificia Primi Saeculi Evangelizationis, 1493-1592*, I, Città del Vaticano, Libreria Editrice Vaticana, 1991, p. 71-75, 364-366.

13 APE, SOCG, 141 (1642), f. 108rv, 113rv, Pacifique de Provins à Francesco Ingoli, Paris, 17 octobre 1641; SOCG, 259 (1630-1644), f. 205rv-206rv, Pacifique de Provins à [Ingoli], Paris, 9 mars 1644. Voir Luca Codignola et Giovanni Pizzorusso, «Les lieux, les méthodes et les sources de l'expansion missionnaire du moyen-âge au XVII^e siècle: Rome sur la voie de la centralisation», dans *Transferts culturels en Amérique et ailleurs (XVI^e-XIX^e siècles)*, sous la direction de Laurier Turgeon, Réal Ouellet et Denys Delage, Québec-Paris, PUL-L'Harmattan 1994, p. 489-512.

basques dans l'Atlantique du Nord étaient pourtant considérables. Cette circulation de plusieurs centaines de navires serait supérieure à celle des flottes espagnoles qui voyageaient vers l'Amérique centrale et méridionale¹⁴. Les équipages de ces navires avaient besoin d'assistance spirituelle, et nous savons qu'un certain nombre de prêtres les accompagnèrent pendant leurs traversées. Mais ni ces hommes d'église ni les pêcheurs n'étaient intéressés aux Autochtones. Ils considéraient les navires comme de simples extensions de leur paroisse d'origine, et, quand ils doutaient de la légitimité de leurs pouvoirs spirituels, ils en demandaient la confirmation à l'évêque qui avait juridiction sur le port de départ du navire¹⁵. La dépendance juridictionnelle des évêques des ports de départ fut la base juridique sur laquelle l'archevêque de Rouen, le bénédictin Henri de Harlay de Champvallon (1625-1695), afficha pendant longtemps son opposition à Laval.

Ce ne fut donc que pendant les débuts de la colonisation française en Nouvelle-France, en 1610, que le premier prêtre français traversa l'Océan Atlantique pour se dévouer spécifiquement à la conversion des Autochtones¹⁶. Jessé Fléché (c.1560-1645), un prêtre séculier du diocèse de Langres, avait été engagé par le leader de la nouvelle colonie

14 Laurier Turgeon, «Le temps des pêches lointaines. Permanence et transformation (vers 1500-vers 1850)», dans *Histoire des pêches maritimes en France*, sous la direction de Michel Mollat du Jourdin, Toulouse, Privat, 1987, p. 136-138.

15 Voir par exemple Pierre Coton, s.j., à Claudio Aquaviva, s.j., Fontainebleau, 25 octobre 1604, dans Lucien Campeau, *Monumenta*, I, *La première mission d'Acadie (1602-1616)*, Rome-Québec, Apud Monumenta Hist. Soc. Iesu et Les Presses de l'Université Laval, 1967, p. 4-6; APF, SOCG, 418 (1669), f. 234rv-235rv, Pierre de Neufville à Clément IX, [Rome, 1668/1669]; APF, SOCG, 419 (1669), f. 390rv, de Neufville à la Propagande, [Rome, 1669]; APF, SOCG, 418 (1669), f. 233rv, 236rv, notes de la Propagande sur la lettre de de Neufville, [Rome], 26 mai 1669. Sur la juridiction spirituelle sur les navires, voir Lucien Campeau, «Les initiatives de la S. Congrégation en faveur de la Nouvelle-France», dans *Sacrae Congregationis de Propaganda Fide Memoria Rerum*, I/2, 1622-1700, sous la direction de Josef Metzler, Freiburg, Herder, 1972, p. 729; Alain Cabantous, *Le ciel dans la mer: Christianisme et civilisation maritime (XVe-XIXe siècle)*, Paris, Fayard, 1990, p. 213-229.

16 «[D]u moins autant qu'on sache» (Campeau, «Les initiatives», p. 729).

de Port-Royal (aujourd'hui Annapolis Royal, en Nouvelle-Ecosse), Jean de Biencourt, baron de Poutrincourt et de Saint-Just (1557-1615), pour procurer le bien-être spirituel des Souriquois. Au lieu de se contenter des facultés de son évêque, pour des raisons qui nous restent inconnues Fléché demanda et obtint l'approbation du nonce en France, Roberto Ubaldini, évêque de Montepulciano (1578-1635)¹⁷. Fléché ne resta que quelques mois en Acadie. L'année suivante ce furent deux Jésuites, Pierre Biard (c.1567-1622) et Énemon Massé (1575-1646), qui suivirent la même procédure, un geste encore plus surprenant étant donné qu'ils faisaient partie d'un ordre religieux très puissant et qui jouissait déjà de certains privilèges extraordinaires, connus comme 'facultés des Indes', qui soustrayaient la Compagnie de la juridiction des évêques ordinaires¹⁸. En 1618, des Récollets obtinrent du successeur d'Ubaldini, Guido Bentivoglio, archevêque de Rhodes (1577-1644), la permission d'établir leur mission au Canada, où ils s'engageaient «à enseigner et instruire ces pauvres sauvages dans les choses de la Foi»¹⁹.

La multiplicité et l'absence de coordination de ces démarches missionnaires, un fait qui concernait non seulement l'Amérique du Nord mais tous les pays non-catholiques qui n'étaient pas soumis aux couronnes ibériques, aurait dû se terminer en 1622 avec l'établissement de la Sacrée Congrégation 'de Propaganda Fide'. À partir de cette date, tous les missionnaires auraient dû se soumettre à la juridiction de la nouvelle Congrégation et recevoir d'elle leurs pouvoirs spirituels. Pourtant, cet

¹⁷ Marc Lescarbot, *Relation dernière de ce qui s'est passé au voyage du sieur de Poutrincourt en la Nouvelle-France depuis 20. mois ença*, Paris, Jean Millot, 1612, p. 10, publié dans Campeau, *Monumenta*, I, p. 17

¹⁸ ASV, Segr. Stato, Francia, vol. 54, f. 131r, Roberto Ubaldini à Scipione Borghese, Paris, 20 octobre 1610, publié dans Campeau, *Monumenta*, I, p. 86. Voir aussi APF, Informazioni, 136, f. 570rv, Lorenzo de Paoli à Paul V, [Rome, 1610/1611].

¹⁹ ASV, Miscellanea Armadio I, vol. 34, f. 196rv, Denys-Simon de Marquemont à Paul V, [Rome, novembre 1617]; APF, SOCG, 259 (1630-1644), f. 190v, 195rv, Guido Bentivoglio à Joseph le Caron, Paris, 20 mars 1618. Voir aussi Campeau, «Les initiatives», p. 732-734.

organisme ne fit pas l'unanimité²⁰. Il avait été créé pour coordonner l'activité missionnaire et centraliser les informations provenant des pays lointains, pour combattre la Réforme protestante et promouvoir l'union avec les Églises orientales. Mais les ordres religieux, parmi lesquels il y avait ceux qui étaient au Canada, c'est à dire les Jésuites, les Récollets et les Capucins, jugèrent le nouveau rôle de coordination de la Propagande comme une atteinte à leur indépendance²¹.

En effet, les ordres religieux avaient été pendant longtemps très actifs dans le travail missionnaire en Europe et ailleurs bien avant l'établissement de la Congrégation. Pourtant ceux qui s'étaient déjà engagés en Nouvelle-France réagirent de façon différente. Les Jésuites refusèrent de se plier aux exigences de la Propagande et continuèrent à faire semblant que leurs missions au Canada et en Acadie ne dépendaient que des supérieurs de la province de Paris. Les Récollets, qui pourtant jouissaient de bonnes relations avec la Propagande, en 1632 n'obtinrent pas du tout-puissant Armand-Jean Du Plessis (1585-1642), le cardinal de Richelieu, la permission de retourner au Canada. Ils furent remplacés par les Capucins. Richelieu confia la responsabilité sur la Nouvelle-France entière à ces derniers en janvier 1632, bien que les supérieurs de l'ordre limitèrent leur juridiction à l'Acadie. À l'opposé des Jésuites, les Capucins jouissaient des bonnes relations avec la Propagande²².

Toutes ces démarches à l'intérieur de l'Église catholique pendant

²⁰ Voir, entre autres, *Sacrae Congregationis de Propaganda Fide Memoria Rerum*, sous la direction de Josef Metzler, Freiburg, Herder, 1971-1976.

²¹ Luca Codignola, *Guide des documents relatifs à l'Amérique du nord française et anglaise dans les archives de la Sacrée Congrégation de la Propagande à Rome, 1622-1799*, Ottawa, Archives nationales du Canada, 1990, p. 7-8.

²² Archives des Affaires Étrangères, Paris, Mémoires et documents sur l'Amérique, IV, f. 124rv, Louis XIII à Claude Bouthillier, 16 mars 1633, publié dans Clarence-Joseph D'Entremont, *Histoire du Cap-Sable de l'an mil au Traité de Paris*, Eunice, Hebert Publications, 1981, II, p. 484; Université de Montréal, Collection Baby, Documents divers H2, boîte 65, Richelieu, Ordre pour le passage des Jésuites, Saint-Germain-en-Laye, 14 avril 1632, publié dans Campeau, *Monumenta*, II, *Établissement à Québec (1616-1634)*, Roma-Québec, Apud Monumenta Hist. Soc. Iesu et Presses de l'Université Laval, 1979, p. 273-276.

toute la période qui précéda la nomination de Laval comme vicaire apostolique en 1658, firent en sorte que la mission du Canada était gérée comme une dépendance lointaine de la province de Paris de la Compagnie de Jésus. Son supérieur résidait à Québec et était considéré comme le supérieur de l'Église canadienne, au point qu'il siégeait avec le gouverneur général dans le conseil de la colonie. Jusqu'en 1649, il nommait régulièrement un de ses confrères au poste de supérieur de la mission huronne. Les Jésuites s'occupaient aussi, faute de mieux, de l'assistance spirituelle aux Européens du Canada, qui à cause de l'absence d'un évêque n'étaient pas encadrés dans un système de paroisses sous la responsabilité du clergé séculier. Il faut avouer que les Jésuites du Canada avaient bien mérité leur place prédominante dans la société canadienne du premier demi-siècle. En l'absence de l'essor économique de la colonie et de sa croissance démographique, ce ne fut que grâce au fonds de l'Église et à son personnel laïque, et donc surtout aux Jésuites, que la colonie du Saint-Laurent survécut aux difficultés majeures qu'elle dut affronter pendant les années 1630 et 1640²³.

Avant la deuxième conquête anglaise de l'Acadie, survenue en 1654, la situation ecclésiastique de l'Acadie était plus complexe. Il y avait quelques Jésuites au nord et quelques Récollets au sud, ces derniers étant restés en dépit de l'ordre de Richelieu de quitter la colonie. Mais la région, dont les établissements étaient très peu peuplés et dispersés sur le territoire, était surtout administré par le Capucins de la province de Paris. Le gardien de cette province nommait le supérieur en Acadie. En effet, l'expérience capucine dans la région maritime, qui comprenait aussi la Nouvelle-Angleterre, paraît très proche à l'expérience jésuite dans l'ouest. Ils se consacrèrent surtout à l'évangélisation des Autochtones et leur nombre était tout à fait comparable ou légèrement supérieur aux Jésuites²⁴. Pourtant la production littéraire de la Compagnie de Jésus rendit

²³ William J. Eccles, «The Role of the Church in New France», in Id., *Essays on New France*, Toronto, Oxford University Press 1987, p. 26-37; Id., *The French in North America 1500-1783. Revised Edition*, Toronto, Fitzhenry & Whiteside, 1998 (1972), p. 42.

²⁴ Soixante/soixante-trois Capucins entre 1632 et 1656 contre 77 Jésuites entre 1610

célèbre l'apostolat canadien de ses membres, tandis que le Capucins ne mirent pas sur papier leur expérience acadienne. En outre, leur documentation manuscrite est aujourd'hui presque entièrement perdue. On ne peut que spéculer, à partir des traces fragmentaires qui nous restent, au sujet de l'ampleur de leur activité.

Capucins, Récollets et Jésuites étaient donc partis vers la Nouvelle-France, afin de convertir les Autochtones. En Acadie, l'évangélisation des Souriquois fut confiée aux Capucins. Nous savons qu'à Port-Royal entre 1644 et 1650 ils avaient mis sur pied une école pour les enfants autochtones. Celle-ci était dirigée par Jeanne de Brice de Sainte-Croix (fl.1644-1652), une riche veuve d'Auxerre, en Bourgogne, venue dans la colonie à l'incitation de Pacifique de Provins, alors préfet de la mission de la Nouvelle-France²⁵. L'influence des Capucins sur les Souriquois fut apparemment assez modeste²⁶. Le fait que la province de Paris était bouleversée par des conflits internes et que l'Acadie l'était aussi à cause d'une espèce de guerre civile qui opposait les deux plus importantes familles de la région ne rendit plus facile le travail des missionnaires²⁷.

Nous connaissons mieux l'expérience des Récollets grâce aux

et 1658 (Codignola, «Competing Networks», p. 570-584).

²⁵ APF, SOCG, 199 (1630-1648), f. 397rv-398rv, 407rv-408rv, Pacifique de Provins à la Propagande, Paris, 24 juin 1644; APF, SOCG, 259 (1630-1644), f. 205rv-206rv, Pacifique de Provins à [Ingoli], Paris, 9 mars 1644. Voir Luca Codignola, «Pacifique de Provins and the Capuchin Network in Africa and America», dans *Proceedings of the Fifteenth Meeting of the French Colonial Historical Society*, sous la direction de Patricia Galloway et Philip Poulin Boucher, Lanham, University Press of America, 1992, p. 46-60.

²⁶ Codignola, «Pacifique de Provins»; Campeau, *Monumenta*, VI, *Recherche de la paix (1644-1646)*, Rome-Montréal, Institutum Historicum Societatis Iesu et Les Éditions Bellarmin, 1992, p. 389; Harald E.L. Prins, *The Mi'kmaq. Resistance, Accommodation, and Cultural Survival*, Fort Worth, Harcourt Brace College Publishers, 1996, p. 71-77; William C. Wicken, *Encounters with Tall Sails and Tall Tales: Mi'kmaq Society, 1500-1760*, Thèse de doctorat, Université McGill, 1994, p. 309-322.

²⁷ Marjorie Anne MacDonald, *Fortune & La Tour. The Civil War in Acadia*, Toronto, Methuen, 1983; Raoul De Sceaux, *Histoire des Frères Mineurs Capucins de la province de Paris (1601-1660)*, Blois, Éditions Notre-Dame de la Trinité, 1965.

célèbres ouvrages du frère Gabriel Sagard²⁸. Les Récollets furent les premiers à expérimenter les problèmes de l'évangélisation en Amérique du Nord. Leur difficulté à communiquer avec les Montagnais et les Hurons les convainquirent que ces peuples devaient apprendre à vivre 'à la française' avant qu'aucune conversion ne fût possible. Les Récollets essayèrent de persuader les Autochtones à abandonner leur nomadisme, à vivre près des villages européens et à envoyer leurs enfants à l'école, mais sans succès notable.

En 1639, deux communautés religieuses de femmes, les Ursulines et les Augustines Hospitalières de la Miséricorde de Jésus, établirent des couvents dans la Nouvelle-France avec l'objectif principal de s'engager dans l'évangélisation des Autochtones. Leurs efforts ne furent pas couronnés de succès, mais les religieuses décidèrent de rester quand même pour se dévouer aux besoins de la communauté d'origine française, tel que les deux communautés le faisaient en France.

Dans ce cadre, les Jésuites du Canada représentent l'exception à la règle de l'échec généralisé. Ils furent accueillis dans le pays des Hurons en 1633, comme contrepartie de la permission donnée aux Autochtones de commercer avec les Français et de jouir de l'alliance militaire de ces derniers contre la Confédération Iroquoise. Pendant que les Hurons les toléraient, les Jésuites apprirent leurs langues et coutumes et gagnèrent leur respect grâce à leur capacité de survivance dans ce pays inconnu et hostile. Ils apprirent aux Hurons les rudiments de la Foi chrétienne et la façon d'adapter leur vie aux commandements de l'Évangile. Bien qu'ils n'étaient pas particulièrement attirés vers la culture autochtone, comme à la même période en Inde et surtout en Chine, les Jésuites exercèrent de la patience et s'accommodèrent de compromis autant que possible²⁹.

²⁸ Gabriel Sagard, *Le grand voyage dv pays des Hurons*, Paris, D. Moreau, 1632 et *Histoire du Canada et des Voyages que les Frères Mineurs Récollets y ont faicts pour la conversion des Infidelles*, Paris, C. Sonnius, 1636. Voir aussi Sagard, *Le grand voyage du pays des Hurons, suivi du Dictionnaire de la langue huronne*, sous la direction de Jack Warwick, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1998.

²⁹ Sur l'expérience des Jésuites parmi les Hurons, voir les interprétations, souvent divergentes, de Bruce G. Trigger, *Natives and Newcomers. Canada's Heroic Age*'

Entre 1634 et 1650, une bonne moitié de la nation huronne fut baptisée et se joignit à la communauté catholique de l'Amérique du Nord. Leur nombre augmenta après 1647, quand la nation huronne commença à subir les dernières attaques des Iroquois lorsque les conflits internes se manifestèrent entre chrétiens et traditionalistes. En 1650, à la fin de la dernière phase d'une guerre entre Hurons et Iroquois qui avait duré presque un siècle, le pays huron n'existait plus. Les survivants s'étaient enfuis vers les établissements français du Saint-Laurent, où ils résidaient depuis ce moment tragique.

Quel que fut leur succès avec les Hurons, après leur dispersion en 1650 le travail missionnaire recommença presque à zéro. Mais l'enthousiasme et le zèle missionnaire du début du siècle étaient disparus. Comme le démontrent bien les sources jésuites, le travail d'évangélisation s'était avéré bien plus difficile et beaucoup moins rapide que prévu. Ces difficultés, qui, par ailleurs, paraissent avoir été partagées aussi par les missionnaires des autres ordres, peuvent être résumées sous trois rubriques: la langue, les coutumes sexuelles et la nourriture.

En ce qui concerne la langue, s'il y avait parmi les jésuites des linguistes de renom, tel que Jean de Brébeuf (1593-1649), la plupart n'arrivait qu'à s'exprimer de façon très élémentaire. Souvent, il y avait incompatibilité entre le raisonnement des Autochtones et celui des Européens. En outre, le vocabulaire des Autochtones non seulement manquait de mots qui étaient essentiels à l'enseignement chrétien, tels que pain, sel, levure, chandelle, règne, berger et ouailles, mais ce vocabulaire n'arrivait pas à expliquer des concepts tels que la Trinité ou la Virginité de Marie, que par ailleurs les Européens eux-mêmes n'acceptaient qu'en tant que mystères. En 1638 un autre linguiste jésuite, Charles Garnier (1606-1649), se plaignait que «Nos mystères leur sont tous nouveaux; leur langue ne nous fournit que bien peu des mots qui

nous seroient nécessaires»³⁰.

Aucun compromis n'était acceptable vis-à-vis de comportements sexuels des Autochtones jugés répréhensibles: la polygamie, le divorce, la liberté sexuelle, surtout des filles, avant le mariage. Dans sa *Relation* de 1639, Paul Le Jeune (1592-1664), le supérieur jésuite du Canada, racontait que «quelques femmes impudentes, s'approchant la nuit de quelques hommes, les ont sollicités à mal en secret». Ces hommes, évidemment des convertis, leur auraient répondu: «Je croy en Dieu; je le prie tous les jours; il défend ces actions; je ne les saurois commettre». La coutume du pays voulait que les jeunes hommes qui désiraient marier une femme «luy [allaient] faire l'amour la nuit». Ils auraient reçu cette réponse par les femmes converties: «Allez-vous-en trouver les Pères. Faites-vous instruire et baptiser, puis je vous parleray, non pas la nuit, mais le jour»³¹. Ces deux épisodes montrent à quel point l'écart entre les coutumes sexuelles des Autochtones et les enseignements des religieux était immense.

Aux yeux jésuites, la 'gastronomie' autochtone était tout simplement dégoûtante. Ils se plaignaient aussi de la saleté des femmes huronnes qui préparaient la nourriture, qui vivaient dans des conditions abominables, entourées d'ordures, et ne lavaient jamais leurs ustensiles. La répugnance pour la nourriture était par ailleurs liée à la difficulté des missionnaires, membres de l'élite de la société française, de s'habituer à la façon de vivre des Autochtones. Les maringouins et les mouches noires pendant le printemps et l'été, le froid et la fumée à l'intérieur des cabanes pendant l'automne et l'hiver représentaient pour eux des obstacles majeurs qu'on réussissait à surmonter seulement grâce à ses convictions religieuses profondes³².

³⁰ Charles Garnier à Henri Garnier de Saint-Joseph, La Rochelle, 28 avril 1638, publié dans Campeau, *Monumenta*, IV, p. 32.

³¹ Paul Le Jeune, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle-France en l'année 1639...*, Paris, Sébastien Cramoisy, 1640, dans Campeau, *Monumenta*, IV, p. 294-295.

³² Sur ces problèmes, voir Luca Codignola, «The French in Early America: Religion and Reality», dans *Visions of America Since 1492*, sous la direction de Deborah L. Madsen, Leicester, Leicester University Press, 1994, p. 35-56.

L'Église de la Nouvelle-France avait donc trouvée sa justification initiale dans son rôle missionnaire. Pourtant, elle s'occupait aussi du bien-être spirituel et des besoins matériels de la communauté d'origine européenne, dont le nombre était réduit, mais en croissance. Entre Église de France et celle de la Nouvelle-France, il y avait la présence des Autochtones, cependant, il y avait également d'autres différences qu'il faut souligner.

Jusqu'au milieu des années 1630, la communauté française du Saint-Laurent, que nous connaissons mieux de celle de l'Acadie, était relativement petite et sa piété et observance religieuse faisaient l'objet des éloges des Jésuites. Avant 1663 les sources nous peignent une société avec un niveau satisfaisant d'observance religieuse, et où les blasphèmes, l'ivrognerie et les pratiques sexuelles illicites n'étaient un problème majeur. L'historien canadien Marcel Trudel nous fournit la liste de soixante cas de comportement criminel pendant la période de 1636 à 1663. Ils concernent surtout les pratiques sexuelles illicites, l'ivrognerie et les blasphèmes. Après 1663, le nombre des habitants augmenta, mais les ecclésiastiques n'augmentèrent pas en proportion aux besoins de la population, et les cas de comportement criminel augmentèrent en conséquence³³.

Pourtant on trouve des exemples de mauvaise conduite. Déjà, vers 1634 les Jésuites commencèrent à envisager un système de réserves pour protéger les Autochtones de l'influence négative de certains membres de la communauté française. Ils craignaient surtout l'exemple de la mauvaise conduite des coureurs-de-bois, qui profitaient de la liberté sexuelle des femmes autochtones. L'Église ne réussit pas non plus à freiner la vente de boissons enivrantes aux Autochtones, qui, en 1636, constitue le deuxième acte criminel qui fut puni dans la colonie³⁴. Plus tard, la communauté canadienne montra une indépendance d'esprit par rapport au clergé qui était inconnue en France. Par

³³ Marcel Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France*, III/2, *La seigneurie des Cent-Associés. La société*, Montréal, Fides, 1983, p. 453-463.

³⁴ *Ibidem*, p. 455 (1636).

exemple, ils refusèrent de financer l'Église à travers le paiement de la dîme, tel que préconisé par Laval et ses successeurs, en soutenant que les services rendus par le clergé ne les justifiaient pas.

Bien que théoriquement sous la juridiction de la Propagande, jusqu'à 1658 soit l'Église missionnaire, qui s'occupait des Autochtones, soit l'Église coloniale, qui fournissait ses services aux Européens, relevaient donc des ordres religieux. Mais déjà aux débuts des années 1630 il fut question de la nomination d'un évêque ou d'un vicaire apostolique avec un titre *in partibus*. Pendant les années 1650 les Jésuites réussirent à faire nommer le premier vicaire apostolique du Canada, Laval, alors un prêtre séculier de 34 ans qu'ils considéraient comme un candidat fiable. Laval fut choisi au début de 1657, fut consacré comme évêque *in partibus* de Pétrée en 1658, et arriva dans son vicariat apostolique en 1659. Pendant tout son vicariat (1658-1674) il entretint des relations régulières et amiables avec la Propagande, qui d'ailleurs avait contribué d'une façon décisive à surmonter les obstacles qui s'opposaient à sa nomination³⁵.

La normalisation de l'Église de la Nouvelle-France commença donc avec Laval. En 1663 il créa le Séminaire de Québec, une filiation du Séminaire des Missions-Étrangères de Paris qui, dans le projet de l'évêque, aurait formé les nouveaux prêtres et aurait servi de résidence aux curés lorsqu'ils n'étaient pas assignés à une paroisse. La première paroisse, Notre-Dame-de-Québec, fut établie en 1664. Ce fut sous son administration que l'Église canadienne cessa de considérer son rôle missionnaire vis-à-vis les Autochtones comme son rôle primordial. Il n'était pas question d'abandonner complètement l'activité missionnaire, mais les missions devinrent l'exception, plutôt que la règle, parmi les ecclésiastiques, qui d'or en avant s'occupaient plutôt de la communauté d'origine européenne.

³⁵ Sanfilippo, «Tra curia di Roma e corte di Francia». Voir aussi Lucien Campeau, *L'évêché de Québec (1674). Aux origines du premier diocèse érigé en Amérique française*, Québec, La Société Historique de Québec, 1974, et *Monumenta*, II, p. 63*-64*; Codignola, «Competing Networks», p. 566-568.

CHAP. 3

LA BUREAUCRATIE ROMAINE FACE À LA CRISE
DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE¹

Luca Codignola

Comme on le sait bien, les catholiques des colonies françaises relevaient de la Sacrée Congrégation ‘de Propaganda Fide’, le ministère du Saint-Siège qui avait été fondé en 1622 et était responsable de la gestion du réseau missionnaire dans le monde. Il s’agissait d’une tâche qui n’était pas théorique. Comme j’ai montré ailleurs, bien qu’il y avait d’autres organismes romaines, tels que le Secrétairerie d’État ou la Sacrée Congrégation des Évêques et de Réguliers, qui s’occupaient des pays étrangers, les relations avec les terres de mission étaient une responsabilité particulière des fonctionnaires de la Propagande. Dans une première période, qui correspond à la première moitié du XVII^e siècle jusqu’au règne de Louis XIV (1638-1715, r. depuis 1661), la Propagande essaya d’acquérir le contrôle sur les terres de mission tout en profitant des activités missionnaires qui avaient été mises sur place par les ordres réguliers.

Pour ce qui est de la Nouvelle-France, malgré le succès indubitable qui avait été pour Rome l’érection du diocèse de Québec en 1674 entraîna, cette mesure aboutit à la gallicanisation presque totale de l’Église nord-américaine et la coupure des relations avec le Saint-Siège à la fin de l’épiscopat de François de Laval (1623-1708) en 1688. La période après Laval et jusqu’à la fin de la Guerre des Sept-Ans (1754-1763) fut une période de silence presque complet entre la Propagande et la Nouvelle-France, de sorte que, quand l’Acadie française

¹ Une première version de cet essai est parue sous le titre «La bureaucratie romaine face à la crise de la fin du XVIII^e siècle. La gestion du réseau missionnaire en Amérique du Nord, 1785-1815», dans *Papes et papauté au XVIII^e siècle. VI^e colloque Franco-Italien. Société française d’étude du XVIII^e siècle. Université de Savoie. Chambéry 21-22 septembre 1995*, sous la direction de Philippe Koeppel, Paris, Honoré Champion, 1999, p. 97-106

et le Canada furent conquis par les britanniques respectivement en 1758 et en 1760, la Propagande n'avait presque aucune connaissance de l'état des catholiques dans ces régions. Pour ce qui est des sujets catholiques des provinces britanniques du continent ou des îles, les fonctionnaires romains n'étaient pas en mesure de se renseigner de l'état des leurs très petites communautés. Elles vivaient dans l'illégalité et ne réussissaient que très rarement à faire parvenir à Rome des nouvelles de leur existence. De véritables relations entre le Saint-Siège et les catholiques de langue non-française de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire de langue anglaise ou gaélique, commencèrent pendant les années 1780, après la Guerre pour l'Indépendance des Treize colonies britanniques (1775-1783) et les premières vagues d'immigration irlandaise et écossaise vers les provinces atlantique du Canada d'aujourd'hui².

Des circonstances peu favorables avaient donc provoqué un important décalage entre l'enthousiasme de la première moitié du XVII^e siècle et l'inactivité presque totale des cent ans qui suivirent. Ces circonstances avaient aussi fait ainsi qu'à la fin de la Guerre de Sept-Ans les fonctionnaires romains eussent très peu de connaissance des réalités du continent nord-américain. Ce qui montre la qualité de la bureaucratie missionnaire du Saint-Siège est le fait que ces mêmes fonctionnaire furent très rapidement capables de se renseigner sur ces nouveaux pays, d'absorber les informations qui

² Luca Codignola, *Guide des documents relatifs à l'Amérique du Nord française et anglaise dans les archives de la Sacrée Congrégation 'de Propaganda Fide' à Rome, 1622-1799*, Ottawa, Archives nationales du Canada, 1991; Id., «The Holy See and the Conversion of the Indians in French and British North America, 1486-1760», dans *America in European Consciousness, 1493-1750*, sous la direction de Karen Ordahl Kupperman, Chapel Hill, The University of North Carolina Press for the Institute of Early American History and Culture, 1995, p. 195-242; Id., «The Policy of Rome towards the English-speaking Catholics in British North America, 1750-1830», dans *Creed and Culture. The Place of English-Speaking Catholics in Canadian Society, 1750-1930*, sous la direction de Terrence Murphy et Gerald John Stortz, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press 1993, p. 100-125.

leurs étaient envoyées, de se mettre à jour sur leur situation politique – bref, à prendre des décisions qui, à long terme, se démontrèrent des bonnes décisions. Par exemple, en 1766 la Propagande procéda à la nomination du premier évêque de Québec après la Conquête, Jean-Olivier Briand (1715-94), décision qui, à l'époque, fut très controversée. Le cas d'un évêque qui régnait sur ses fidèles catholiques dans une province protestante avec l'accord des autorités protestantes comportait plusieurs compromis qui auraient pu très facilement faire crier au scandale. Aux États-Unis la Propagande, comme d'ailleurs le clergé local, profita immédiatement de la tolérance légale de la nouvelle république et en 1784 établit l'évêché de Baltimore. Cette même année la Congrégation érigea le vicariat apostolique de Terre-Neuve, qui prit en charge les catholiques de l'île, dont la plus grande partie était d'origine irlandaise - là encore, comme au Québec, avec l'assentiment presque tacite du gouvernement protestant³.

Tout cela s'explique par le fait que, même s'ils n'étaient pas bien renseignés sur les circonstances nord-américaines, les fonctionnaires de la Propagande avaient une familiarité avec les problèmes liés aux relations internationales et, en même temps, une autonomie d'esprit et de jugement par rapport aux autres ministères du Saint-Siège qui les mettaient dans une position idéale pour bien évaluer les différentes situations que les clergés locaux des quatre coins du monde leur décrivaient dans leurs lettres. La Propagande n'était pas le plus haut ministère du Saint-Siège, mais elle était quand-même classée parmi les plus importants. Son préfet, un cardinal, était assisté par un secrétaire, souvent un fonctionnaire de curie auquel, parfois, le pape assigna un titre d'évêque *in partibus* qui lui permettait d'en retirer les bénéfices financiers et honorifiques sans en avoir les tâches liées au territoire. Les mandats des préfets et des secrétaires furent assez étendus et la continuité du *leadership* de ce fonctionnariat est tout à fait remarquable. Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, à part Niccolò Maria Antonelli (1698-1767), qui

³ Codignola, «The Policy of Rome», p. 107-110.

quitta son poste de secrétaire après deux ans parce qu'il fut nommé cardinal, tous les autres restèrent en fonction au moins six ans et parfois beaucoup plus, comme Stefano Borgia (1731-1804) dix-neuf ans, Giuseppe Maria Castelli (1705-1780) dix-sept ans, Leonardo Antonelli (1730-1811) quinze ans, Nicola Lercari (1705-1757) quatorze ans, et Mario Marefoschi (1714-1780) onze ans. Les fonctionnaires de niveau inférieur et les consultants de la Propagande, avec leurs compétences spécifiques liées aux cultures, aux langues, aux gouvernements des territoires de mission aussi bien qu'au clergé qui y était actif, étaient encore plus irremplaçable que leurs supérieurs et avaient tendance à garder longtemps leurs dossiers⁴.

Les fonctionnaires de la Propagande étaient à la tête d'un réseau missionnaire qui s'étendait sur tous les continents connus. Ils étaient en relation avec les nonces apostoliques qui résidaient dans les capitales des pays avec lesquels le Saint-Siège entretenait des relations officielles, tel que Paris ou Vienne. Ils étaient en relations avec les vicaires apostoliques ou les évêques à plein titre qui résidaient dans les pays de mission eux-mêmes, par exemple en Grande-Bretagne. Ils recevaient aussi des lettres de la part de simples missionnaires apostoliques (c'est-à-dire à la dépendance de la Propagande) ou des membres à tout niveau des ordres religieux. En outre, pour des raisons liées aux lieux de départ des navires, la Propagande employait des agents dans des villes de la Péninsule italienne qui s'occupaient des relations avec les pays lointains, tels que Livourne pour les États-Unis ou Ancône pour le Moyen-Orient.

À l'intérieur de ce réseau missionnaire, Paris, au centre d'un empire colonial qui était second seulement à celui de la Grande-Bretagne, jouait un rôle d'importance fondamentale. Le 14 mai 1785 la Propagande envoya ses instructions au nouveau nonce en France, Antonio Dugnani (1748-1818), archevêque de Rhodes. Le nonce, qui

⁴ Nikolaus Kowalsky et Josef Metzler, *Inventory of the Historical Archives of the Sacred Congregation for the Evangelization of Peoples or 'de Propaganda Fide'*. *New Enlarged Edition*, Rome, Pontificia Universitas Urbaniana, 1983, p. 102-105.

devait prochainement partir pour sa destination, y était renseigné sur les agents que la Propagande employait à Paris. La Propagande lui conseillait de les contacter dès son arrivée dans la capitale à fin d'obtenir les informations nécessaires pour se tenir au courant sur les événements des missions lointaines. La liste des endroits du monde qui faisaient partie du réseau parisien était impressionnante. Il y avait à Paris des agents qui s'occupaient de Cayenne et de la Chine, de l'Île-de-France et du Sénégal, du Madagascar et de Constantinople, de la Cochinchine et des Antilles, des États-Unis et de Québec. Dugnani était chargé de garder ses contacts avec ces agents, de les informer des directives du Saint-Siège représenté par la Propagande, et de canaliser les informations obtenues vers la Congrégation romaine⁵. Les instructions de la Propagande montrent bien que pour le Saint-Siège le rôle de Paris en tant que carrefour des relations internationales avec les catholiques des colonies n'avait guère changé après la Guerre des Sept-Ans, qui pourtant avait marqué la fin de la présence française en Amérique du Nord, et que même après la Guerre pour l'Indépendance des Colonies Américaines Paris continuait à jouer un rôle importante par rapport aux États-Unis en dépit du fait que les États-Unis étaient de langue anglaise et avaient désormais leur propre évêque.

Si ceci était le cadre à la moitié des années 1780, il est extraordinaire que, seulement quelques années plus tard, au début des années 1790, la situation était tout à fait différente. Face au désordre révolutionnaire qui régnait en France, et à Paris en particulier, la ville cessa tout à coup son rôle de carrefour du réseau missionnaire franco-anglais et disparut presque complètement des cartes géographiques des fonctionnaires romains. Les circonstances très bien connues de la crise révolutionnaire du début des années 1790 ainsi que les difficultés pratiques qui s'en suivirent et qui persistèrent jusqu'à la fin des guerres napoléoniennes sont bien connues: lettres qui n'arrivaient

⁵ APF, Lettere, 246 (1785), f. 266v-270r, Propagande à Dugnani, [Rome], 24 mai 1785.

pas, bulles de nomination qui n'étaient reçues pas leurs destinataires qu'après des années, archives qui étaient déplacées ou détruites, titulaires et évêques qui ne réussissaient pas à atteindre leurs postes. Et pourtant il faut brièvement rappeler que ces événements bouleversèrent l'Église d'une façon très profonde. Religieux, religieuses et évêques furent emprisonnés, exilés ou condamnés à mort. Couvents et institutions religieuses furent violés, expropriés ou fermés. Les bénéfices ne comportaient plus de revenu, l'habit ecclésiastique était banni, les membres du clergé étaient divisés sur la question du serment prescrit par la constitution civile du clergé (12 juillet 1790). Trente-mille religieux abandonnèrent la France et se réfugièrent à l'étranger, dont 5,000 à 8,000 en Angleterre. De l'Angleterre une cinquantaine passa au Canada et une centaine aux États-Unis⁶.

Parmi ceux qui s'enfuirent il y en avait plusieurs sur lesquels la Propagande avait jusqu'à ce moment compté pour ses relations avec les terres de mission. Le Séminaire des Missions-Étrangères fut fermé en 1790. Quoiqu'il s'occupait à cette époque surtout des missions asiatiques, le Séminaire était la résidence des agents de l'évêque de Québec et le Séminaire de Québec était sa succursale. Le Séminaire de Saint-Sulpice, dont plusieurs missionnaires aux États-Unis et le Séminaire de Montréal relevaient, fut aussi fermé dans la même année. Le Séminaire du Saint-Esprit, dont les membres étaient très actifs en Afrique et dans les provinces atlantiques de l'Amérique du Nord britannique, connut le même destin deux ans plus tard, en 1792. C'était par l'intermédiaire des membres de ces séminaires que les fonctionnaires romains avaient été capables d'entrer en relation avec l'Amérique du Nord après la Guerre de Sept-Ans et la Guer-

⁶ John McManners, *The French Revolution and the Church*, London, SPCK, 1969, p. 86-97; Dominic A. Bellenger, *The French Exiled Clergy in the British Isles after 1789. An Historical Introduction and Working List*, Bath, Downside Abbey, 1986; *The French Émigrés in Europe and the Struggle against Revolution, 1789-1814*, sous la direction de Kirsty Carpenter et Philip Mansel, Houndmills et New York, Macmillan Press et St. Martin's Press, 1999, p. 43-67, 138-150, 214-229; Kirsty Carpenter, *Refugees of the French Revolution. Émigrés in London, 1789-1802*, New York et Basingstoke, St. Martin's Press et Macmillan Press, 1999.

re pour l'Indépendance des treize colonies britanniques. Le nonce Dugnani, dont il a été question au moment de son départ pour la France en 1785, abandonna Paris en mai 1791, et le dernier vicaire général de l'évêque de Québec dans la capitale française, Martin Hody (1714-1796), le suivit à la fin de mars 1793.

Toutes les guerres perturbaient les relations entre pays, mais cette fois-ci les problèmes furent plus graves, continuèrent pour plus longtemps, et s'inscrivirent dans un cadre révolutionnaire et idéologique qui fit toute la différence. Quand le pape Pie VI (1717-1799, r. depuis 1775) mourût en exile en France en 1799 les gens pensaient qu'il était tout probablement 'le dernier pape', comme le Directoire qui avait sanctionné son enlèvement l'avait appelé. Un sentiment de défaite s'était insinué partout dans le monde catholique européen. À la fin du XVIII^e siècle le pape était prisonnier et la papauté n'avait aucun future devant soi. La France était l'ennemie de la catholicité, la Belgique était soumise à la France, l'Allemagne avait été conquise par les philosophes, la Pologne était divisée, et même les gouvernements de l'Espagne et du Portugal étaient hostile au Saint-Siège. C'était ailleurs, à l'extérieur du monde anciennement catholique, qu'il fallait s'adresser pour nourrir le peu d'espoir qui restait dans l'avenir.

En Grande-Bretagne, par exemple, l'arrivée des prêtres émigrés avait entraîné un rapprochement entre le clergé catholique et le clergé anglican. Mais c'était surtout l'Amérique du Nord protestante qui, dans les années 1790, commença à représenter une alternative à la catastrophe européenne. Le clergé romain en était convaincu. En 1791 Robert Smelt (*vere* Robert Archdeacon, 1746-1814), l'agent du clergé anglais à Rome, l'avait bien dit à son collègue anglais Thomas Horrabin (1747-1801): «Religion seems to thrive in America, whilst it loses ground in Europe»⁷. De 1793 à 1797 les lettres que la Propagande écrivait à l'évêque de Baltimore, l'ex-jésuite John

⁷ Westminster Diocesan Archives (Londres), A, vol. 43, no. 45, f. 1rv-2rv, Robert Archdeacon, dit Robert Smelt, à Thomas Horrabin, Rome, 2 mars 1791.

Carroll (1736-1815), insistaient sur le fait que «l'on peut s'attendre du réconfort [seulement] des provinces américaines»⁸, et que, alors que «l'esprit d'irreligion et d'impiété» s'étendait sur toute l'Europe, la religion catholique se propageait sur les côtes américaines⁹. Une année plus tard les mêmes mots étaient adressées à l'évêque de Québec, Jean-François Hubert (1739-1797)¹⁰, et en 1794 l'évêque de Terre-Neuve, le franciscain observant James Louis O'Donel (1737-1811), était exhorté «à protéger avec toute sa vigueur les Catholiques de l'atrocité de l'irreligion et des profondeurs de l'incrédulité que nous affligent pitoyablement en Europe»¹¹. Deux ans plus tard, alors que le future évêque de Québec, Joseph-Octave Plessis (1763-1825), exhortait sa congrégation à prier pour que Dieu épargnasse au Québec les dévastations révolutionnaires¹², les armées françaises envahissaient Rome et Pie VI fut emprisonné.

Qu'est-ce qu'arriva-t-il du sommet de la bureaucratie missionnaire dans ces sombres moments de leur histoire? Privés de leur réseau parisien, de leurs bureaux romains et même de leurs archives, les fonctionnaires de la Propagande se retirèrent à Padoue et à Venise, en territoire autrichien, de 1797 à 1800, avant de retourner à Rome où ils essayèrent quand-même de procéder à la gestion courante du réseau missionnaire. Hors d'Europe, en effet, les missions continuaient leur existence. Il s'agissait surtout de répondre à des

⁸ APF, Lettere, 264 (1793), f. 231rv-232r, [Propagande] à John Carroll, Rome, 22 février 1793 (« a provinciis americanis expectamus solacium »).

⁹ APF, Lettere, 268 (1795), f. 208rv-209rv, [Propagande] à Carroll, [Rome], 25 avril 1795 (« irreligionis impietatisque spiritum »).

¹⁰ APF, Lettere, 266 (1794), f. 536rv-537r, [Propagande] à Jean-François Hubert, [Rome], 27 septembre 1794.

¹¹ APF, Lettere, 270 (1796), f. 131v-133r, [Propagande] à James Louis O'Donel [Rome], 16 janvier 1796 (« Catholicos [...] a nefaria irreligionis atque incredulitatis vertigine, quam in nostra Europa misere vagare deflemus, strenue defendas »).

¹² Sur Joseph-Octave Plessis et la Révolution Française, voir James H. Lambert, *Monseigneur, the Catholic Bishop. Joseph-Octave Plessis, Church, State, and Society in Lower Canada: Historiography and Analysis*, thèse de doctorat, Université Laval, 1981, p. 256-259, 273-278.

lettres, d'envoyer de bulles de désignation, et surtout de se tenir autant que possible au courant des événements et de ne pas perdre la mémoire historique des lieux qu'ils devaient gérer. Entre 1805 et 1808 des fiches furent imprimées pour y mettre à jour la situation des terres de missions. Même si les informations ainsi entrées étaient souvent erronées et jamais à date, ces fiches témoignent d'un effort majeur d'assimiler et arranger les informations contenues dans la correspondance. On notait, par exemple, qu'au Québec il y avait 140 prêtres, que la population était catholique, mais que le gouvernement était anglais et protestant et n'admettait pas des prêtres de provenance européenne; on notait aussi qu'il y avait 10,000 habitants à Terre-Neuve, en majorité irlandais de la région de Waterford, qui étaient esclaves (c'est-à-dire engagés) ou pêcheurs¹³.

Dans ces circonstances, il ne fut que rarement question de prendre des initiatives de restructuration globale. Et pourtant vers 1805 un longue mémoire fut rédigé par un fonctionnaire de la Propagande qui prévoyait l'établissement en Italie de séminaires pour la préparation de missionnaires destinés aux pays non-catholiques et de collèges dans les terres de mission pour le clergé national. Le mémoire mentionnait des pays dans toutes les parties de la terre, du Tibet au Moyen-Orient aux Amériques, et montrait des connaissances spécifiques sur l'ampleur de l'émigration britannique vers l'Amérique du Nord et l'arrivée des prêtres émigrés de provenance française¹⁴. Le projet n'aboutit pas, comme dans le cas de projets similaires entamés pendant les deux siècles précédents. Peu temps après, le 4 mars 1808 une commission spéciale ('congrégation particulière') approuva l'érection de quatre nouveaux diocèses aux États-Unis (New York, Philadelphie, Boston et Bardstown)¹⁵. Ces établissements témoignaient de l'essor de

¹³ APF, C, Missioni, Miscellanea, 6, f. 94rv-101rv (c.1805); 7, f. 98rv-113rv (c.1807-8); 8, f. 252rv (c.1808).

¹⁴ APF, Congregazioni Particolari, 143 (1891-1808), f. 70rv-93rv, [mémoire de la Propagande], [Rome], [1805 ou peu avant].

¹⁵ APF, Decreti, 8 (1800-1819), f. 187rv-188r, [mémoire de la Propagande], [Rome], 4 mars 1808.

la catholicité américaine, mais aussi de la capacité romaine de réagir activement et d'une façon positive aux suggestions qui provenaient d'un pays de mission sur lequel ses fonctionnaires avaient eu, pour une longue période, une connaissance bien imparfaite.

Pendant ces années pénibles la Congrégation fut en effet guidée par un petit nombre de fonctionnaires de haut niveau, comme les secrétaires Felice Antonio Zondadari (1740-1823), évêque de Adana, de 1789 à 1795; Cesare Brancadoro (1755-1837), archevêque de Nisibis et puis évêque d'Orvieto, de 1795 à 1801; Domenico Coppola (1752-1807), archevêque de Myra, de 1801 à 1807; et Giovanni Battista Quarantotti (1733-1820) de 1807 à 1816¹⁶. Une influence et une continuité tout à fait spéciale fut celle qu'exerça Borgia, qui avait déjà été secrétaire de la Propagande de 1770 à 1789, et qui fut préfet et préfet de 1798 à 1804. Borgia mourut à Lyon où il avait accompagné le pape Pie VII (1742-1823, r. depuis 1800) qui avait couronné Napoléon Bonaparte empereur des Français. Sa mort était «une perte irréparable pour les missions et l'Église [dont] il en était une des principales lumières», selon Denis Boiret (1734-1813), qui était alors procureur du Séminaire des Missions-Étrangères et agent de l'évêque de Québec à Rome¹⁷. Pendant les deux premières années de son mandat, Borgia rédigea soigneusement un 'registre des providences' (*Registro delle provvidenze*) pour suivre le fil et garder en mémoire l'activité de la Congrégation. L'Amérique du Nord n'y fut presque pas mentionnée¹⁸.

Son successeur à la préfecture, Michele Di Pietro (1747-1821), qui avait profité du voyage de retour de Pie VII pour mettre fin à quatre ans d'exil en France, vers 1803 amorça un traité sur l'état du monde, sous le titre *Géographie ecclésiastique* (*Geografia ecclesiastica*) qui

¹⁶ Kowalsky et Metzler, *Inventary*, p. 105.

¹⁷ Archives de l'Archevêché de Québec, 92 CM, I, no. 9, Denis Boiret à [Joseph-Octave Plessis], Rome, 13 juin 1805

¹⁸ APF, Lettere, 277 (1799), f. 484rv-489rv, [mémoire de la Propagande], [Padoue], [novembre 1800].

resta inédite. Il s'agit d'une compilation de presque cent pages qui hérite la tradition du rapport (1678) de Urbano Cerri (m. 1679) au XVII^e et de celui (1706-1709, c.1724) de Nicolò Forteguerra (1674-1735) au XVIII^e siècle et qui, comme ses prédécesseurs, utilisa les archives de la Propagande et quelques ouvrages littéraires ou philosophiques bien en retard sur son temps -- la *Géographie historique, ecclésiastique et civile* (1755) de Jean-Joseph Vaissette (fl.1721-1755), l'*Histoire philosophique et politique des établissements des Européens dans les deux Indes* (1770) de Guillaume-Thomas-François Raynal (1713-96), et l'*Abrégé de l'histoire générale des voyages* (1780-1801) de Jean-François de La Harpe (1739-1803)¹⁹. Une compilation similaire, beaucoup plus étendue (plus de 600 pages) mais moins originale, fut rédigé quelques années plus tard (1816) par un simple fonctionnaire de la Propagande, l'érudit Francesco Cancellieri (1751-1826), sous le titre *Mémoires historiques sur l'institution de la Propagande et de son collègue* (*Memorie storiche sopra l'Istituzione della S.C. e del Collegio di Propaganda Fide*)²⁰.

La période difficile de la Propagande termina en 1814 avec la fin de la période napoléonienne. Le 13 juin 1814, à un mois de l'arrivée de Napoléon dans son exil à l'Île d'Elbe (3 mai 1814), le nouveau préfet de la Propagande, Lorenzo Litta (1756-1820), informa tous les patriarches, les nonces, les délégués apostoliques, les vicaires apostoliques, les archevêques, les évêques et les préfets apostoliques du monde de sa nomination à la tête de la Congrégation et les invitait à jouir du retour à la normalité politique²¹. Vingt-cinq ans - une génération entière - étaient passés depuis l'éclat de la Révolution Française. Pour la gestion

¹⁹ APF, C, Missioni, Miscellanea, 10, p. 1-96, [Michele Di Pietro], *Geografia ecclesiastica scritta nella maggior parte dal Card Di Pietro*, [Rome], [c.1803].

²⁰ APF, Miscellanea Varie, XIVa, p. 1-640, [Francesco Cancellieri], *Memorie storiche sopra l'Istituzione della S.C. e del Collegio di Propaganda Fide*, [Rome], [1816].

²¹ APF, Lettere, 295 (1814), f. 36rv-40r, [Lorenzo Litta] aux patriarches, nonces, délégués apostoliques, archevêques, évêques et préfets apostoliques, [Rome], 13 juin 1814.

des missions, qui restait la tâche principale et la responsabilité de la Propagande, il s'agissait d'une normalité qui entraînait la possibilité de récupérer ce réseau missionnaire qui avait si bien fonctionné avant les bouleversements révolutionnaires. Comme les fonctionnaires romains le constatèrent bientôt, ce réseau existait encore et avait continué à être très actif à l'extérieur de l'Europe même dans les années plus sombres des guerres et des révolutions.

Mais il y avait une différence fondamentale. Le rôle de Paris en tant que capitale du réseau missionnaire, si évident pour le nonce Dugnani en 1785, avait disparu. À sa place s'étaient développées plusieurs relations bilatérales entre le Saint-Siège et les communautés catholiques des terres de missions elles-mêmes. Cela était vrai de toutes les missions de l'empire colonial français et anglais, mais était encore plus évident à propos des missions américaines, dont les relations avec l'Europe avaient été coupées pendant de longues années par la guerre. Deux considérations s'imposent, en guise de conclusion, même si elles se réfèrent à la période postérieure à 1815 et n'intéressent pas cet auditoire. La première considération est que, du point de vue du Saint-Siège, l'Amérique du Nord n'était plus divisée entre catholiques francophones et protestants anglophones. Il y avait dès maintenant plusieurs communautés catholiques qui se distinguaient par origine ethnique (par exemple, il y avait des Français, des Anglais, des Écossais, des Irlandais, des Allemands et des Autochtones), parlaient plusieurs langues et étaient souvent en compétition et rivalité réciproque. La deuxième considération est que les relations entre ces communautés locales et le Saint-Siège ne passaient presque plus par l'intermédiaire des églises et des capitales européennes. Cela augmenta le pouvoir politique du Saint-Siège, l'influence des organismes internes s'occupant des missions tel que la Propagande, et le poids des factions ultramontaines dans les pays de mission.

CHAP. 4

LE CANADA ET LE PONTIFICAT DE PIE IX¹

Giovanni Pizzorusso

Matteo Sanfilippo

1. LA DOCUMENTATION DE LA PROPAGANDE
SOUS LE PONTIFICAT DE PIE IX

Le pontificat de Pie IX correspond à un moment-clé dans l'évolution de l'Église catholique romaine, tant à son sommet que dans ses diverses composantes, y compris le Canada. L'autorité spirituelle et politique de Rome est remise en question dans tout l'Occident chrétien. Avec la fin de la Restauration, de nouvelles règles du jeu s'imposent et donc de nouvelles façons d'exercer l'autorité. Pie IX s'y essaie dès son élection en 1846, mais il doit, deux années plus tard, faire face à la révolution dans ses propres États, fuir à Gaète et, pour rentrer à Rome, attendre que les Français se décident à y remettre l'ordre. Il devient par le fait même le jouet du bon vouloir de Napoléon III et des équilibres militaires et diplomatiques européens. En 1859, l'empereur français s'allie aux Piémontais contre les Autrichiens et, en un peu plus d'un an, les premiers s'assurent du contrôle de la plus grande partie de la péninsule italienne. Victor Emmanuel II devient roi d'Italie et Pie IX voit son État réduit au seul Latium. En 1866, grâce à l'alliance avec la Prusse, l'Italie réduit encore un peu plus la puissance autrichienne et menace à nouveau les vestiges du territoire papal. En 1870, les armées italiennes entrent enfin à Rome et Pie IX devient «prisonnier» du Vatican: le Saint-Siège n'est plus une puissance territoriale et doit transformer l'autorité spirituelle (qui lui reste) en force diplomatique. S'ouvre alors l'âge des grandes «pétitions» catholiques et la Secrétaire-

¹ Matteo Sanfilippo a rédigé la première section; Giovanni Pizzorusso les deux autres. Cf. Giovanni Pizzorusso et Matteo Sanfilippo, *Inventaire des documents d'intérêt canadien dans les Archives de la Congrégation 'de Propaganda Fide' sous le pontificat de Pie IX (1846-1878)*, Rome-Ottawa, Centre académique canadien en Italie - Université St-Paul, 2001.

rie d'État du Vatican commence à utiliser les protestations des fidèles pour faire pression sur les puissances aussi bien européennes qu'américaines, ainsi que sur le gouvernement italien².

À la mort de Pie IX, cette évolution est à peine enclenchée, comme permet de le constater la documentation contenue dans les Archives Secrètes du Vatican et les Archives de la Congrégation pour les Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires³. Il reste cependant que Rome connaît maintenant assez bien les forces catholiques sur lesquelles elle peut compter en Occident et elle se préoccupe plus que jamais du poids que représentent ces forces en Europe comme dans les Amériques.

Au Canada, ou mieux dans les colonies britanniques de l'Amérique du Nord, la période du pontificat de Pie IX (1846-1878) correspond à un renforcement considérable de la structure ecclésiastique. Dans la première moitié du XIX^e siècle, on a créé à même l'ancien diocèse de Québec de nouveaux diocèses pour les anglophones: aux Maritimes, le vicariat apostolique de la Nouvelle-Écosse (1817: transformé en diocèse d'Halifax en 1842) et les diocèses de Charlottetown (1829), de St-Jean, Nouveau-Brunswick (1842) et d'Arichat (1844; déplacé à Antigonish en 1886); dans le Haut-Canada, le diocèse de Kingston (1826, mais dans ce territoire un évêque auxiliaire et suffragant de l'archevêque

² Cf. Matteo Sanfilippo, «Le fonti dell'Archivio Segreto Vaticano», dans *L'amministrazione comunale di Roma. Legislazione, fonti archivistiche e documentarie, storiografia*, sous la direction de Marco De Nicolò, Bologna, Il Mulino, 1997, p. 325-341, et «'Masse briache di livore anticlericale': la documentazione vaticana sul 20 settembre (1870-1922)», *Mélanges de l'École Française de Rome. Italie et Méditerranée*, 109, 1 (1997), p. 139-158.

³ Cf. Giovanni Pizzorusso et Matteo Sanfilippo, *Inventaire des documents concernant le Canada dans les Archives Secrètes et la Bibliothèque Apostolique du Vatican, ainsi que dans les Archives de la Congrégation des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires: pontificat de Pie IX (1846-1877). Avec appendices concernant d'autres archives et bibliothèques romaines*, Rome-Ottawa, Centre académique canadien en Italie - Université Saint-Paul, 2000. Pour les caractéristiques de ces archives et une comparaison avec celles de la Propagande, cf. Luca Codignola, Matteo Sanfilippo, Giovanni Pizzorusso, «Description des fonds», dans *L'Amérique du Nord française dans les archives religieuses de Rome 1600-1922. Guide de recherche*, sous la direction de Pierre Hurtubise, Luca Codignola et Fernand Harvey, Québec, Les Éditions de l'IQRC, 1999, p. 53-93 et 101-102.

de Québec était présent depuis 1819), de Toronto (1841) et de Bytown (1847; rebaptisé Ottawa en 1860); dans l'Ouest, le vicariat apostolique du Nord-Ouest (1844, devenu diocèse de St-Boniface en 1847; en 1820, son territoire avait été confié à Joseph-Norbert Provencher, évêque auxiliaire et suffragant de l'archevêque de Québec), et le diocèse de Victoria (1846) dans l'Île de Vancouver. Au Bas-Canada, le diocèse de Montréal est créé en 1836⁴.

Plusieurs nouveaux diocèses vont être établis sous Pie IX. Tout d'abord, l'ancien Bas-Canada voit apparaître Trois-Rivières et Saint-Hyacinthe en 1852, Rimouski en 1867, Sherbrooke en 1874 et Chicoutimi en 1878. Puis c'est le tour de l'ancien Haut-Canada, maintenant Canada-Ouest, où sont érigés en 1856 les diocèses de Hamilton et London (qui s'appellera Sandwich entre 1859 et 1869) et en 1874 le vicariat apostolique du Canada Septentrional (devenu le diocèse de Peterborough en 1882). À l'Est, on crée le diocèse de Chatham en 1860 (connu sous le nom de Bathurst à partir de 1938); à l'Ouest, le vicariat apostolique de la Colombie-Britannique (1863, rebaptisé diocèse de New Westminster en 1890 et archidiocèse de Vancouver en 1910) et le diocèse de St-Albert (1871, devenu archidiocèse d'Edmonton en 1912). À cette multiplication des diocèses correspond aussi la naissance de nouvelles provinces ecclésiastiques: Québec pour le Bas-Canada, Halifax pour les Maritimes (1852)⁵, Toronto pour l'Ontario (1870)⁶. Tou-

4 On peut suivre cette évolution dans les séries Acta et SOGC de APF, à l'année indiquée dans notre texte.

5 Cf. le dossier dans APF, Acta, 214 (1852), 59r-75v, où on découvre qu'on a aussi songé à confier Terre-Neuve à cette province. Bourget essaie au contraire d'obtenir que les catholiques de cette île soient confiés à la province ecclésiastique de Québec (ibidem), ce qu'il avait déjà cherché d'obtenir en 1847-1848: APF, C, AS 5 (1842-1848), f. 1065r-1066r. Toutefois, le clergé terre-neuvien s'était opposé et avait obtenu l'appui de Joseph Signay, archevêque de Québec: ibidem, f. 1068r-1080r. Enfin, les évêques de Terre-Neuve comprennent que le problème est le contrôle du Labrador (en vue d'un futur diocèse à l'embouchure du St-Laurent) et proposent de céder cette région à la province ecclésiastique de Québec: APF, Udienze, 117 (1853), 1302r-1335r.

6 APF, Acta, 236 (1870), f. 196r-213v.

tefois, Ottawa qui chevauche la frontière des anciens deux Canadas continue à dépendre de la province ecclésiastique de Québec. Pareillement l'Ouest, y compris la côte du Pacifique, de la Colombie-Britannique à l'Oregon, reste rattaché à Québec. Dans cet état américain François-Norbert Blanchet, nommé en 1843 vicaire apostolique, obtient trois ans plus tard la transformation de son siège en archidiocèse d'Oregon City (aujourd'hui, Portland, Or.)⁷. Blanchet – comme son frère Augustin-Magloire-Alexandre, évêque de Walla-Walla (1846, rebaptisé Nesqually en 1850, aujourd'hui Seattle) – a été envoyé dans l'Ouest américain par Ignace Bourget, évêque de Montréal, et restera en lien avec ce diocèse jusqu'à sa mort en 1881⁸. En 1846, François-Norbert Blanchet s'est rendu à Rome pour plaider sa cause et a obtenu que le troisième siège de sa province Vancouver, soit confié à Modeste Demers, du Séminaire des Missions-Étrangères de Québec. Les frères Blanchet, chercheront un moment à annexer la Californie à leur province ecclésiastique et plus tard, s'intéresseront aussi à l'Alaska⁹.

Le rêve des frères Blanchet – l'évangélisation de presque toute la côte du Pacifique nord-américain sous l'égide, ou en tout cas avec l'aide des diocèses de Québec et Montréal – souligne à quel point l'Église canadienne était encore une Église missionnaire en 1846, tandis qu'en 1878 elle apparaît comme une Église nationale, enracinée

⁷ Voir le dossier sur l'Oregon dans APF, Acta, 209 (1846), f. 147r-194v. Voir aussi les actes du Concile provincial de 1850: APF, Acta, 212 (1845-1850), f. 243r-284r.

⁸ Dans sa démarche romaine, il souligne toujours «la salutaire influence de l'Évêché de Québec» sur les missions en Oregon: APF, Acta, 209 (1846), f. 147r-194v. Ensuite, il demande continuellement des missionnaires et des sœurs de Montréal, cf. surtout les séries Udienze et C, AS. De plus, dans le dossier sur le premier concile provincial – APF, Acta, 212 (1845-1850), f. 243r-284r – on trouve que les deux Blanchet voulaient ériger un nouveau diocèse pour Charles Larocque, prêtre montréalais, ou pour Armand-François-Marie de Charbonnel, sulpicien dans la même ville. Mais les Oblats de Marie Immaculée s'opposèrent à la stratégie des Blanchet, craignant de perdre le contrôle de l'Ouest et commencèrent à réclamer des évêques appartenant à leur congrégation: APF, SOGC, 971 (1849-1850), f. 461r-507r.

⁹ APF, Acta, 212 (1845-1850), f. 243r-284r.

dans le milieu urbain¹⁰ et désormais dotée d'une Université catholique, l'Université Laval à Québec¹¹. Toutefois, ce développement rapide et tumultueux ne s'est pas fait sans grandes difficultés. En 1846, la plupart des catholiques habitent le Bas-Canada et dans cet espace qu'ils considèrent un peu comme le leur, une Église à majorité canadienne-française cherche à imposer son hégémonie. Ce qui, selon certains prélats, signifie contrôler la pensée et la conduite de tous les fidèles, y compris des hommes politiques. D'autres ne partagent pas cet avis, craignant de se mettre à dos les autorités britanniques ou leurs concitoyens engagés en politique. Pour les premiers, l'Église a une mission universelle et n'a donc pas des comptes à rendre aux administrations «locales» ou aux autorités coloniales. Pour les seconds, l'Église doit rendre à César ce qui est à César et essayer de collaborer avec les autorités de chaque lieu¹².

10 Voir les rapports diocésains dans la série C, AS.

11 Pour les premières requêtes à Pie IX, cf. APF, Udienze, 116 (1852), 2684rv et 2691r-2692v, ainsi qu'APF, Udienze, 117 (1853), 495r-496r et 526r-538r: dans ce dernier dossier, il y a une lettre de Louis-Jacques Casault, supérieur du Séminaire de Québec, en visite à Rome. Casault est reçu par Pie IX et souligne que celui-ci n'est pas du tout pressé de donner sa permission pour la création de l'Université.

12 Pour ce paragraphe et le suivant, cf. *Les ultramontains canadiens-français. Études d'histoire religieuse présentées au Professeur Philippe Sylvain*, sous la direction de Nive Voisine et Jean Hamelin, Montréal, Boréal Express, 1985; *Histoire du catholicisme québécois*, dirigé par Nive Voisine, II, *Les XVIII^e et XIX^e siècles*, t. 2, Philippe Sylvain et Nive Voisine, *Réveil et consolidation (1840-1898)*, Montréal, Boréal, 1991; Roberto Perin, *Rome in Canada*, Toronto, UTP, 1990, et *Ignace de Montréal. Artisan d'une identité nationale*, Montréal, Boréal, 2008. Voir aussi: René Hardy, *Les Zouaves. Une stratégie du clergé québécois au XIX^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 1980, et *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec, 1830-1930*, Montréal, Boréal, 1999; Louis Rousseau, «A propos du 'réveil religieux' dans le Québec au XIX^e siècle: où se loge le vrai débat?», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 49, 2 (1995), p. 223-245; Christine Hudon, «Le renouveau religieux québécois au XIX^e siècle: éléments pour une réinterprétation», *Sciences religieuses*, 24, 4 (1996), p. 467-489, et *Prêtres et fidèles dans le diocèse de Saint-Hyacinthe, 1820-1875*, Sillery, Septentrion, 1996.

Les raisons derrière ces visions contrastantes sont multiples. Le renouveau religieux né de la Restauration entraîne en Europe et dans les Amériques le développement d'un esprit ultramontain qui voit dans la papauté l'unique phare de la civilisation. L'échec des Rébellions dans les deux Canadas a permis à l'Église catholique bas-canadienne d'apparaître comme la seule véritable protectrice des Canadiens français, mais de façon plus ou moins «interventionniste» selon qu'on est ultramontain ou pas. Certains diocèses (Québec en tête) sont près du pouvoir politique, leurs chefs ecclésiastiques étant souvent issus de familles qui détiennent ce pouvoir. Dans d'autres diocèses, les évêques et leurs conseillers viennent de milieux ayant peu à voir avec ces élites politiques. De plus, dans quelques diocèses, c'est le cas surtout à Montréal, le développement de l'économie urbaine a suscité une plus grande volonté d'indépendance vis-à-vis l'Église, d'où le plus grand risque de conflits dans ces mêmes diocèses.

Ces divisions ne sont donc pas réductibles à une simple opposition entre un catholicisme ultramontain et conservateur lié à l'action d'Ignace Bourget, évêque de Montréal, et une réaction gallicane et «libérale» de la part d'un clergé prenant partie pour Québec. D'autant plus que très rapidement la Propagande et le pape se sont rangés du côté de Québec plutôt que de Montréal. Dans ce choix que fait le Saint-Siège, il y a tout d'abord la volonté romaine de défendre l'ordre hiérarchique face à un Bourget osant critiquer son supérieur, l'archevêque de Québec¹³. Mais il y a aussi des facteurs d'ordre géopolitique. Après 1848, Rome considère qu'elle doit trouver ailleurs les appuis qui lui font défaut en Europe et elle commence donc à s'intéresser à l'Amérique du Nord. Le pape apprécie l'aide qu'il reçoit des catholiques nord-améri-

13 Le 14 février 1847, Bourget, qui s'est rendu à Rome, déclare à Pie IX qu'on doit remplacer Signay, l'archevêque de Québec, pour raisons d'âge et de santé. Il souligne que Rome peut se renseigner à ce sujet auprès des évêques de Kingston (Gaulin), Toronto (Power), Carrha (Patrick Phelan, coadjuteur de Kingston) et Martyropolis (Prince, coadjuteur de Bourget), mais qu'elle ne doit pas consulter le clergé de Québec, ni l'évêque de Sidyma (Turgeon, coadjuteur de Québec). ASV, Archivio privato di Pio IX. Oggetti particolari, liasse 400. En avril, Bourget insiste à nouveau: APF, C, AS 5 (1842-1847), f. 1053r-1054r.

cains et commence à envisager la possibilité d'envoyer un représentant aux États-Unis et au Canada. En 1853, il décide que le futur internonce au Brésil, Gaetano Bedini, fera une tournée des principales villes nord-américaines avant d'aller occuper son nouveau poste. La nonciature de Vienne transmet un aide-mémoire relatif à ce voyage¹⁴, lui proposant deux itinéraires possibles, l'un commençant à Baltimore, l'autre à Halifax, mais comprenant dans les deux cas plusieurs villes américaines, ainsi que Montréal et Québec du côté canadien.

L'intérêt romain est donc surtout du côté des États-Unis, mais des événements imprévus vont obliger Bedini à modifier considérablement son itinéraire. Il débarque à New York le 30 juin 1853 et entre immédiatement en conflit tout d'abord avec l'ex-barnabite Alessandro Gavazzi, alors en visite en Amérique du Nord pour une tournée de conférences contre le pape, et puis avec les quarante-huitards italiens exilés dans cette ville. Le nonce décide aussitôt de se réfugier au Canada, qu'il parcourt de Toronto à St-Hyacinthe, avant de se rendre dans les Maritimes. De retour aux États-Unis, il est de nouveau la cible d'attaques, cette fois de la part d'exilés de langue allemande, qui en veulent au Saint-Siège d'avoir soutenu en 1848 les forces de l'oppression à Vienne, mais aussi des Know-Nothings, qui considèrent Bedini comme le premier représentant d'un papisme envahisseur. Le nonce rentre finalement à Rome au début de 1854.

Dans les rapports qu'il remet, il se déclare ravi par l'accueil canadien, mais estime qu'au Canada aussi bien qu'aux États-Unis, les seuls vrais défenseurs des droits de l'Église romaine sont les Irlandais. Eux seuls en effet ont livré la lutte à Gavazzi à Montréal et aux Allemands aux États-Unis. Tout au contraire, les Canadiens français, pourtant très attachés au pape, n'ont pas démontré ce même esprit de combativité¹⁵. À noter que Gavazzi reprend cette même constatation et ce

¹⁴ ASV, Spogli dei cardinali, Bedini, 5, B) Rapporti sulla prima visita apostolica da lui eseguita nella chiesa degli Stati Uniti Nordamericani nel 1854: 3.3.1853, J.G. Schwarz (Vienne): aide-mémoire [en français] sur le voyage de Bedini en Amérique du Nord.

¹⁵ Cf. Matteo Sanfilippo, «'Questa mia missione così piena di rose e di spine': il viag-

même jugement dans son journal¹⁶.

Bedini ayant été le premier prélat romain à venir au Canada, plusieurs évêques dont Bourget chercheront à l'utiliser comme intermédiaire à Rome, tout d'abord à partir du moment où il devient secrétaire de la Propagande (1856) plus tard lorsqu'il est promu cardinal et archevêque de Viterbe (1861). Bourget lui rappelle continuellement les contacts qu'ils ont eus au Canada, sans doute en vue de se gagner ses bonnes grâces, mais les lettres de l'évêque de Montréal ne semblent pas être appréciées de Bedini¹⁷. Peut-être parce que, partageant en cela l'opinion d'autres voyageurs italiens avant et après lui¹⁸, Bedini a une vision de l'Amérique du Nord fort différente de celle de Bourget. Pour lui, en effet, il faut voir ce continent comme un tout homogène anglo-saxon et donc penser l'avenir du catholicisme dans ce même continent en termes de pénétration de ses couches sociales dominantes, bien entendu, elles aussi anglo-saxonnes. Par ailleurs, Bedini croit ce même avenir lié à la capacité de protéger les immigrants catholiques arrivant d'Irlande, d'Allemagne, d'Italie ou du Portugal. Il suffirait que ces immigrants conservent leur foi pour qu'un jour la population nord-américaine devienne majoritairement catholique¹⁹. Dans cette perspective, il n'y a pas de place pour les Canadiens français: leur clergé, trop ignorant et surtout trop attaché à la langue française, est, aux yeux de Bedini, incapable d'influencer les élites anglo-saxonnes; de plus, il ne s'intéresse pas aux immigrants. Bedini signale qu'à Montréal il a dû

gio negli Stati Uniti di Monsignor Gaetano Bedini (1853-1854)», *Miscellanea di storia delle esplorazioni*, XVII (1992), p. 171-188, et le premier chapitre de ce volume.

16 Bibliothèque des Archives d'État de Rome, ms. 504: *Diario Autobiografico di Alessandro Gavazzi*, f. 1777-1893.

17 Cf. APF, Udienze de la seconde moitié des années 1850.

18 Matteo Sanfilippo, «Du pays des Canadiens au pays des immigrants: voyageurs italiens au Canada 1783-1876», dans *La relation de voyage. Actes du séminaire de Bruxelles*, sous la direction de Madeleine Frédéric et Serge Jaumain, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles – Centre d'Études Canadiennes, 1999, p. 81-100.

19 Matteo Sanfilippo, «Monsignor Gaetano Bedini e l'emigrazione verso le Americhe», *Studi Emigrazione*, 106 (1992), p. 277-286.

s'occuper lui-même d'administrer les sacrements à ceux-ci²⁰.

Le jugement de Bedini, si unilatéral puisse-t-il paraître, n'en correspondait pas moins à une vision des choses qui était assez largement partagée à Rome à l'époque. Il fallait, bien entendu, ménager les susceptibilités du Canada francophone, mais donner quand même la priorité à une stratégie globale pensée en termes d'une Amérique du Nord destinée à devenir de plus en plus anglophone. D'où la nécessité 1) de tisser des contacts avec les anglophones de Montréal; 2) de s'intéresser au développement de la ville et du diocèse de Bytown/Ottawa, à la frontière des Canadas anglophone et francophone; 3) de se préoccuper de l'avenir du diocèse de Toronto, cette ville étant sans doute appelée à devenir le centre du Canada anglophone; 4) de porter attention aux diocèses des Maritimes en ayant à l'esprit les particularités de cette région²¹. Dans cette perspective, Rome n'appuie pas Bourget, mais plutôt ses concurrents, en particulier Taschereau, archevêque de Québec, considéré par un collègue de Bedini, Ignazio Persico, lui aussi destiné à devenir cardinal et secrétaire de la Propagande (mais pour les Affaires de Rite oriental), comme le seul prélat vraiment cultivé et diplomate. En même temps, Rome procède à la création de nouvelles provinces ecclésiastiques et suit de près le développement de ces dernières. Dans les Maritimes, Rome autorise les évêques de Terre-Neuve à participer au synode provincial de Halifax²². Dans le Canada Ouest (futur Ontario), le Saint-Siège soutient la prééminence de Toronto sur Kingston de même que l'indépendance d'Ottawa vis-à-vis des autres diocèses de la province ecclésiastique de Québec, contribuant ainsi à faire de ce diocèse un cas à part, en attendant qu'il obtienne plus tard le statut d'archidiocèse.

²⁰ Ibidem.

²¹ À ce propos, il est intéressant de signaler que plusieurs documents de ces diocèses ne sont pas dans la série C, AS, traitant du Canada, mais dans C, AC, portant sur les États-Unis.

²² Pour le premier synode provincial de Halifax en 1857, cf. le dossier dans APF, Acta, 222 (1858), f. 78r-123v, où la Propagande établit la participation des évêques de Terre-Neuve (82r). Déjà en 1848, la Propagande avait décidé que Terre-Neuve ne dépendrait pas de la province ecclésiastique de Québec: APF, Acta, 210 (1848), f. 30r.

Les évêques de langue française sont convaincus que l'Église du Canada est de leur ressort et n'apprécient guère la création de nouvelles provinces ecclésiastiques, ni le choix d'évêques de langue anglaise. Mais ils finissent par se résigner à la perte des Maritimes, au point de donner l'impression d'abandonner à leur sort les catholiques d'origine acadienne, qui à leur tour se méfient de leur confrères du Bas-Canada. Tout au contraire, la lutte pour le contrôle du Canada Ouest est très dure. La désignation de Pierre-Adolphe Pinsonneault, recommandé par Bourget comme évêque de Sandwich (ensuite London) en 1856 entraîne une longue dispute qui se termine par son remplacement par John Walsh²³. La situation est aussi compliquée à Toronto, où l'évêque Michael Power meurt en 1847, victime de l'épidémie de typhus. En janvier 1848, les évêques du Canada proposent une *terna* de candidats composée de John Larkin, du Collège jésuite de New York, Armand-François-Marie de Charbonnel, sulpicien de Montréal issu d'une famille de l'aristocratie française, et Angus McDonnell, vicaire général du diocèse de Kingston. En février, Thadeus T. Kirwan, prêtre torontois, écrit au recteur du Collège Irlandais lui demandant de soutenir Larkin plutôt que McDonnell, afin d'éviter des tensions entre anglophones²⁴. Malgré les objections des Jésuites²⁵, la Propagande choisit Larkin, mais celui-ci refuse²⁶. Rome fait pression sur lui, mais sans succès. Fort de ce double refus, Bourget demande que l'on choisisse au plus tôt entre les deux autres candidats: Charbonnel et McDonnell²⁷. Résignée au refus de Larkin²⁸ et poussée par Joseph Signay, archevêque de Québec²⁹ puis par l'ensemble des évêques du Canada, Rome

²³ APF, Acta, 232 (1867), f. 275r-285r.

²⁴ APF, C, AS 5 (1842-1848), f. 1035r-1036r.

²⁵ APF, SOGC, 970 (1848), f. 206r-223v.

²⁶ APF, Acta, 211 (1848), f. 151r-162v; C, AS, 6 (1849-1857), f. 125r-126r; Udienze, 110 (1849), f. 238-238A et 238HV.

²⁷ APF, C, AS, 6 (1849-1857), f. 236-236A.

²⁸ Voir l'aide-mémoire de Fransoni dans APF, C, AS, 6 (1849-1857), f. 184r-185v.

²⁹ APF, C, AS, 5 (1842-1848), f. 1019r-1020v.

finît par nommer Charbonnel en 1850³⁰.

Convaincu de la nécessité de développer le réseau ecclésiastique ontarien, celui-ci demande en juillet 1852, la création d'une nouvelle province ecclésiastique ontarienne et un coadjuteur pour Toronto. La Propagande refuse la nomination d'un coadjuteur et trouve déplacée la requête que Charbonnel fait de pouvoir se rendre en Europe. On en profite d'ailleurs pour lui signaler que les évêques canadiens voyagent trop³¹. Persistant, Charbonnel revient à la charge le 29 décembre de la même année, auprès de Pie IX cette fois³².

En 1855, l'évêque de Toronto reprend son offensive en faveur de la division de son diocèse et sollicite la création des sièges de Hamilton et de London. Dans ce dernier cas, il a l'appui des autres évêques canadiens³³. Découragé, Charbonnel finit par obtenir la permission de rentrer en Europe où il se fait capucin.

En 1860, Rome choisit John Lynch pour lui succéder et celui-ci engage aussitôt un processus d'irlandisation³⁴ et de romanisation de son diocèse. Lynch maintient d'étroits rapports avec Pie IX: il lui écrit en 1862 et en 1870, l'assurant de sa solidarité face aux attaques des anticléricaux italiens³⁵. De plus, il prône un ultramontanisme irlandais, évidem-

³⁰ Ibidem, f. 1021r-1028v.

³¹ APF, Udienze, 115 (1852), f. 1546r-1548v, 1564r, 2508r-2509v.

³² APF, Udienze, 115 (1852), f. 2508r-2509v.

³³ APF, Udienze, 122 (1855), f. 2124rv et 2126r.

³⁴ Mark MacGowan, *The Waning of the Green*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999.

³⁵ À Rome en 1862, à l'occasion de la canonisation des Martyrs Japonais, sont présents les évêques Baillargeon (Québec), Bourget (Montréal), Connolly (Halifax), Dalton (Harbour Grace TN), Farrell (Hamilton), Horan (Kingston), Larocque (St-Hyacinthe), Lynch (Toronto), McIntyre (Charlottetown) et Mullock (St-Jean TN), et ils demandent avec leurs collègues européens que les États Pontificaux soient défendus contre les Piémontais: ASV, Segr. Stato, 1862, rubr. 1, liasse 2, 165r. Mais en 1870, Lynch est le seul évêque canadien de langue anglaise à transmettre une protestation officielle: ASV, Segr. Stato, 1871, rubr. 165, liasse 7, f. 37r-39v: [27.10.1870], Protestation de l'Archevêque, du Clergé et des Fidèles de Toronto en Canada, faite dans la Cathédrale. Cf. Matteo Sanfilippo,

ment bien accepté à Rome, où Lynch comme presque tous les évêques irlandais du monde est représenté par le recteur du Collège Irlandais, Tobias Kirby, émissaire du cardinal Paul Cullen, archevêque de Dublin.

Toutefois, Lynch n'a pas la vie facile à Toronto. Irlandais, il doit se faire accepter de l'élite protestante et aussi-anglophile, sinon 'anglaise' de la ville. De plus, il est à couteaux tirés avec l'évêque de Kingston, Edward John Horan (1858-1874) qui aspire à la prééminence, étant donné que son diocèse est le plus ancien de la province. Puis, Lynch entre en conflit avec son suffragant, John Walsh, évêque de London (1867-1889), et en octobre 1877 se plaint à Rome du délégué apostolique au Canada, George Conroy, et de Walsh qui, tous deux, essaient d'obtenir sa démission³⁶. À la même époque, Joseph-Thomas Duhamel, nouvel évêque d'Ottawa, dénonce à la Propagande le fait que Lynch veuille annexer son diocèse à la province ecclésiastique de Toronto³⁷.

Le Saint-Siège se voit donc obligé de se mêler de plus en plus des affaires canadiennes. À partir de la fin des années 1840, les évêques bas-canadiens multiplient les liens avec Rome où pendant un certain nombre d'années, Baillargeon, le futur coadjuteur et puis archevêque de Québec, leur sert d'agent. Pour leur part, les évêques des Maritimes, ainsi que les évêques irlandais de l'Ontario font appel au Collège Irlandais, surtout son directeur, Tobias Kirby, et son vice-directeur, le dominicain Bernard Smith, plus tard abbé de la basilique de St-Paul-hors-les-Murs³⁸. Progressivement, Québec et Montréal finissent par développer leurs propres réseaux romains d'ailleurs souvent en concurrence entre eux. Ces réseaux assurent le maintien d'alliances sur place, soit avec la bureaucratie romaine (ensuite vaticane), soit avec les évêques italiens. À

L'affermazione del cattolicesimo nel Nord America, Viterbo, Sette Città, 2003, cinquième chapitre.

³⁶ ASV, Segr. Stato, 1877, rubr. 283, liasse 7, f. 264r-265v et 266r: Lynch au cardinal Simeoni (ancien secrétaire de la Propagande, promu secrétaire d'État) et celui-ci à Lynch.

³⁷ APF, Udienze, 180 (1875), f. 255r.

³⁸ Pour Smith au Collège, cf. APF, Udienze, 115 (1852), f. 419, ainsi que la série APF, C, AC.

ce propos, il y aurait à étudier le rôle de Luigi Filippi, évêque de l'Aquila, très lié au futur cardinal Bégin et dont on retrouve plusieurs lettres soit dans les Archives de la Propagande, soit dans les archives du diocèse et du séminaire de Québec. En plus, chaque voyage d'un prélat romain au Canada fournit l'occasion de nouer de nouveaux liens. Comme Bedini et Persico, avant lui, Cesare Roncetti en voyage aux États-Unis et au Canada en 1875, fait l'objet d'attentions nombreuses et intéressées. Roncetti devait se rendre aux États-Unis, mais la Propagande lui demande de faire un détour par le Canada pour évaluer la question de la succursale de l'Université Laval à Montréal. Entre le 3 et le 20 juillet 1875, il en profite donc pour visiter Toronto, Kingston, Montréal, Québec, Gaspé et Halifax. Il est fasciné par Montréal, ville complexe et très «américanisée» selon lui, donc peut-être exposée à perdre son caractère catholique³⁹. En rentrant à Rome, Roncetti demande des décorations pour René-Édouard Caron, lieutenant-gouverneur du Québec, William H. Hingston, maire de Montréal, Joseph-Aimable Berthelot, juge de la Cour Supérieure de Montréal, ainsi que pour les vicaires généraux de Montréal et de Québec, Joseph Desautels et Charles F. Cazeau⁴⁰. Bourget dans une lettre datée du 22 juillet 1875 le remercie de sa visite à Montréal et surtout lui demande de lui servir d'appui à Rome⁴¹. Le 14 janvier 1876, l'évêque remercie directement le cardinal secrétaire d'État, Giacomo Antonelli, qui lui a fait parvenir les décorations destinées à Berthelot et Hingston⁴².

Les relations qu'entretiennent avec Rome des évêques des diverses parties du Canada ne constituent pas les seuls liens entre le Canada et le Saint-Siège. Toutefois, c'est surtout à travers eux que passent les informations et que se règlent les affaires. Les archives romaines en fournissent amplement la preuve. Mais on ne peut négliger le fait que

³⁹ Sur le voyage de Roncetti: ASV, Segr. Stato, 1875, rubr. 251, liasse 13, 102r-109v; APF, C, AS, 13 (1875), 619-620, et C, AC, 26 (1875), 208-257.

⁴⁰ ASV, Segr. Stato, 1875, rubr. 200, liasse 3, 26r et 28r-29r, 33rv, 35r-36r.

⁴¹ *Ibidem*, 30r-32r.

⁴² ASV, Segr. Stato, 1876, rubr. 220, liasse 1, 81rv.

des évêques (tel Enrico Carfagnini, évêque italien d'Harbour Grace, Terre-Neuve) ou des membres du clergé venus d'Europe ont leurs propres contacts à Rome, ce qui peut parfois compliquer les rapports entre l'Église canadienne et Rome. En outre chaque évêque tient à avoir un lien direct avec le Saint-Siège, surtout pour tout ce qui a trait au fonctionnement quotidien de son diocèse. Des séries des Archives de la Propagande telles les Udienze ou Lettere sont pleines de renseignements de ce type et montrent l'importance que certains problèmes pouvaient revêtir à l'époque, problèmes entre autres de dispenses matrimoniales, de reliques, de jubilés, d'indulgences, de confréries et de fêtes.

Documentation riche et variée donc, à l'image des mille et un liens tissés à l'époque entre le Saint-Siège et le Canada. Mais avant de la scruter plus en détail, il importe de décrire l'organisation des archives où cette documentation est aujourd'hui conservée, archives traditionnellement connues sous le nom d'Archives de la Propagande.

2. LES ARCHIVES ET LE FONCTIONNEMENT DE LA PROPAGANDE À L'ÉPOQUE DE PIE IX

La Congrégation de la Propagande a son siège institutionnel à la Piazza di Spagna depuis 1633 et c'est là que se trouvent aussi ses archives. Même si elle est un dicastère de la Curie romaine, cette congrégation n'est pas tenue d'entreposer ses documents anciens au dépôt central des Archives Secrètes du Vatican⁴³. Cette autonomie, accordée aussi à la Congrégation du Saint-Office, s'explique du fait que tous les documents, même les plus anciens, pouvaient et, en principe, peuvent encore servir à étayer les décisions de la Propagande. Il n'est pas rare en effet de rencontrer dans les dossiers du XIX^e siècle des références à des délibérations des XVII^e et XVIII^e siècles. Le manque d'uniformisation de la législation canonique et de l'activité évangélicatrice obligeait les fonctionnaires romains à se reporter constamment aux

⁴³ Au tout début de la Propagande, faute de locaux appropriés, les documents étaient abrités dans des armoires près des Archives Secrètes, APF, Misc. Varie, XIVA, f. 133r-140v (f. 133r). Ce document anonyme constitue un abrégé de l'histoire des archives et du personnel jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

expériences antérieures consignées dans les dossiers anciens et dans les récits historiques des établissements missionnaires. Par exemple, l'application non homogène en Amérique du Nord du décret tridentin sur le mariage, obligeait souvent à faire des recherches pour découvrir quelles paroisses et diocèses l'appliquaient.

Ce va et vient continu entre les activités courantes de la Propagande et celles du passé se manifeste clairement dans ses archives où, «tanto le cose antiche che le correnti si possono osservare a colpo d'occhio»⁴⁴. La continuité depuis les débuts de la Congrégation, évidente dans le classement des documents, a été rendue possible grâce au premier secrétaire Francesco Ingoli (1622-1649) à qui l'on doit l'organisation des fonds. Resté grosso modo le même depuis la fondation jusqu'en 1893, le classement reflète, dans les séries les plus importantes, le partage du travail administratif de la Propagande⁴⁵. L'histoire des Archives de la Propagande n'est pas aussi dramatique que celle d'autres dépôts romains, tels ceux de la Congrégation du Saint-Office ou de la Compagnie de Jésus. Mais, comme les fonds des Archives Secrètes, ceux de la Propagande ont souffert de leur transport à Paris sous ~~sur~~ les ordres de Napoléon. Après l'arrestation de l'archiviste Gaspare Gualtieri les documents, empilés dans 116 caisses, avaient pris la route de Paris et les locaux de la Propagande avaient été transformés en bureaux.

44 Ibidem, f. 133r («d'un coup d'œil on peut voir aussi bien les choses anciennes que les modernes»)

45 Ingoli fut le premier organisateur des archives; la charge d'archiviste créée en 1660 fut d'abord confiée à l'Écossais William Lesley; cf. Josef Metzler, «Francesco Ingoli, der erste Sekretär der Kongregation», *Sacrae Congregationis de Propaganda Fide Memoria Rerum*, sous la direction de Id., I/1, Freiburg, Herder, 1971, p. 197-214; Nicola Kowalsky, «L'Archivio della Sacra Congregazione 'de Propaganda Fide' e i suoi Archivisti», *Annales. Pontificia Università Urbaniana*, 1964, p. 38-53. Pour les changements dans le classement des archives cf. *infra* et Josef Metzler et Nicola Kowalsky, *Inventory of the Historical Archives of the Sacred Congregation for the Evangelization of People or 'de Propaganda Fide'*, Roma, Pontificia Universitas Urbaniana, 1988 (troisième édition). Cf. aussi *Vatican Archives. An Inventory and Guide to Historical Documents of the Holy See*, sous la direction de Francis X. Blouin, New York-Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 38-62.

Lorsque la Propagande reprit à fonctionner à la fin du règne napoléonien, l'absence de sa documentation compliqua son travail. Mais heureusement les séries complètes reprirent bientôt le chemin de Rome, sauf un certain nombre de volumes envoyés à Vienne et qui ne furent récupérés qu'au XX^e siècle, grâce à l'intervention du Baron Ludwig von Pastor, historien des Papes et ambassadeur d'Autriche auprès du Saint-Siège. Ces volumes ne furent pas par la suite réinsérés dans leurs séries respectives; on créa plutôt à leur intention le Fondo di Vienna.

La documentation accumulée depuis ses débuts nous montrent une Propagande⁴⁶ œuvrant en des lieux géographiques fort divers. Cette caractéristique s'accroît au cours des siècles et notamment au XIX^e siècle, lorsque l'effort missionnaire s'étend aux continents d'Afrique et d'Océanie et achève son expansion en Amérique du Nord. À cette époque les fonds s'accroissent de façon remarquable, si bien que les Archives de la Propagande sont perçues, à juste titre, comme les 'archives du catholicisme'⁴⁷. À partir des pontificats de l'époque de la Restauration et, en particulier, de celui de Grégoire XVI (Mauro Cappellari, 1831-1846) qui fut cardinal préfet de la Propagande (1826-1831), celle-ci multiplie les évêchés, vicariats apostoliques, préfectures apostoliques et missions sur tous les continents. Pour mener à bien ces entreprises elle peut compter sur les ressources humaines des ordres et des congrégations missionnaires, ainsi que sur l'aide financière qu'apporte surtout l'Œuvre de la Propagation de la Foi de Lyon. La France est de toute évidence le foyer principal d'où rayonnent sur le monde ces nouvelles énergies apostoliques. L'Amérique du Nord est l'un des champs d'expansion de prédilection de cette poussée d'origine française (oblats, jésuites...) qui s'étend du Nord-Ouest canadien à la Californie et au Nouveau-Mexique. Le catholicisme québécois contribuera aussi à cet effort (voir *supra*).

⁴⁶ Cf. Luca Codignola, *Guide des documents relatifs à l'Amérique du Nord française et anglaise dans les archives de la Sacrée Congrégation de la Propagande à Rome, 1622-1799*, Ottawa, Archives nationales du Canada, 1991.

⁴⁷ APF, Misc. Varie, XIVA, f. 133r-140v.

La création de ces nouvelles juridictions ecclésiastiques en Amérique du Nord ajoute au travail administratif de la Propagande déjà surchargée. L'amélioration des communications facilite certes l'évangélisation des territoires nouvellement colonisés, mais il faut faire vite pour devancer le zèle des missionnaires protestants. De plus, au début du pontificat de Pie IX, la Propagande maintient sa juridiction sur l'Europe du Nord (îles britanniques, Allemagne, Scandinavie) et sur les Églises orientales, fidèle en ceci aux objectifs fondateurs de la Congrégation: 'reconquérir' l'Europe du Nord, lutter contre les 'hérétiques' protestants et ramener dans le giron de l'Église romaine les 'schismatiques' orientaux. La Propagande doit donc se dépenser sur plusieurs fronts. La tâche est énorme même en soustrayant la responsabilité pour les Églises orientales pour lesquelles Pie IX crée, en 1862, la section des Affaires de Rite Oriental dotée de son propre secrétaire et d'archives séparées⁴⁸. Les églises orientales n'en demeurent pas moins des 'terres de mission' selon la conception que se fait de la Propagande qui différencie entre deux courants, soit la chrétienté européenne implantée dans les colonies et les missions auprès des peuples qui ne sont pas encore 'occidentalisés'. Les fonctionnaires de la Congrégation sont donc confrontés à des problèmes aussi divers que l'adaptation de la religion catholique aux réalités africaines, le catholicisme en Angleterre et le *padroado* portugais en Asie⁴⁹. Ces

48 C. Capros, «Pio IX e la istituzione ed organizzazione della 'Sezione orientale' (1861-1862)», dans *La Sacra Congregazione per le Chiese Orientali nel cinquantesimo della fondazione (1917-1967)*, Città del Vaticano, Libreria Editrice Vaticana, 1969, p. 32-64; Benoit XV érigea le 1 mai 1917 (motu proprio *Dei Providentis*) la Sacrée Congrégation Orientale (depuis le 1 janvier 1968, Sacrée Congrégation pour les Églises orientales)

49 Pour un cadre d'ensemble, se référer à *Sacrae Congregationis de Propagande Fide Memoria Rerum*, sous la direction de Josef Metzler, Freiburg, Herder, 1971-1976; cf. aussi Jean Beckmann, «La Congrégation de la Propagation de la Foi face à la politique internationale», *Neue Zeitschrift für Missionswissenschaft/Nouvelle Revue de science missionnaire*, XIX, 4 (1963), p. 241-271; Giovanni Pizzorusso, «Agli antipodi di Babele: Propaganda Fide tra immagine cosmopolita e orizzonti romani (XVII-XIX secolo)», dans *Storia d'Italia Annali 16. Roma, la città del papa. Vita civile e religiosa dal giubileo di Bonifacio VIII al giubileo di papa Wojtyla*, sous la direction de Luigi Fiorani et Adriano Prosperi, Turin, Einaudi, 2000, p. 479-518.

deux courants se retrouvent aussi bien en Amérique du Nord qu'en Asie. D'une part la Propagande entretient des rapports avec des entités de culture euro-américaine, qu'il s'agisse de villes multi-ethniques et multi-religieuses telles New York, Philadelphia, Chicago, Montréal, Toronto, ou des campagnes du Québec catholiques et francophones; d'autre part elle a affaire à ceux qu'il faut gagner à la pensée occidentale dans les missions indiennes de l'Ouest dominées par les entrepôts de trappeurs et les ports du Pacifique.

Ce vaste champ d'action de la Propagande se maintient tout au long du XIX^e siècle: ce ne sera qu'en 1908 que Pie X détachera les régions européennes et nord-américaines de l'autorité de la Propagande, réaffirmant ainsi le caractère foncièrement missionnaire de cette congrégation. Entre-temps, et particulièrement durant le règne de Pie IX, il devient évident que la Propagande ne peut plus assumer seule la charge croissante des activités délibératives. D'autres congrégations de la Curie romaine seront peu à peu appelées à partager les responsabilités décisionnelles. Ainsi, outre la section de rite oriental mentionnée plus haut, l'organisation du travail de la Propagande sera modifiée en profondeur. Les questions d'orthodoxie seront confiées au Saint-Office. Les doutes sur la liturgie seront acheminés à la Congrégation des Rites tandis que les questions politico-diplomatiques ressortiront de plus en plus de la Congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires ainsi que de la Secrétairerie d'État. On pourra vérifier l'importance de ces changements en examinant dans le présent inventaire, la correspondance interne entre la Propagande et ces congrégations portant sur les questions des évêques et des prêtres canadiens. Comme le dit si bien Claude Prudhomme, la Propagande «se trouve placée au carrefour de toutes les Congrégations», ce qui l'oblige à cumuler les tâches dont celle d'agent de transmission aux dicastères des requêtes en provenance des missions⁵⁰.

Pendant le long pontificat de Pie IX, et surtout au tournant des an-

50 Claude Prudhomme, *Stratégie missionnaire du Saint-Siège sous Léon XIII (1878-1903)*, Rome, École Française de Rome, 1994, p. 51. Ce constat nous a amené à projeter des enquêtes dans les archives des autres congrégations.

nées 1860⁵¹, l'on observe une augmentation significative de la correspondance entre la Propagande et les missions. C'est le cas notamment des échanges avec l'Amérique du Nord, qui est une des destinations privilégiées de l'activité épistolaire du dicastère. Ce foisonnement épistolaire s'explique en partie par l'intensification des contacts de la Curie avec l'extérieur à la suite de la perte progressive du pouvoir temporel de Rome (cf. *supra*). Par ailleurs, l'accroissement du nombre de diocèses en Amérique du Nord multiplie d'autant les rapports avec les évêques, en particulier avec ceux des États-Unis. Les évêques quant à eux, se rendent plus fréquemment à Rome, aidés en cela par les progrès de la navigation à vapeur⁵². S'ils ne peuvent s'y rendre, ils se font représenter auprès de la Curie par un agent qui traite pour eux des questions bureaucratiques. Cette tâche de représentation est souvent confiée aux recteurs des Collèges pour le clergé étranger. C'est le cas par exemple de Tobias Kirby, recteur du Collège Irlandais, à qui les évêques irlandais du Canada transmettent leurs pétitions, ne serait-ce que pour les faire traduire en italien.

Cette évolution des activités de la Propagande n'est pas sans affecter le nombre et la qualité du personnel (les *ministri*) qui œuvre dans les bureaux de la Piazza di Spagna, ainsi que son organisation. La période du pontificat Pie IX est significativement marquée par l'action d'Alessandro Barnabò, qui fut secrétaire de 1848 à 1856 (sous la préfecture du cardinal Giacomo Filippo Fransoni) puis préfet lui-même de 1856 à 1874. Très proche du pape, Barnabò était devenu le point de repère romain des évêques et des missionnaires éparpillés aux quatre coins du monde et qui identifiaient sa personne avec l'institution qu'il présidait. Trois secrétaires se succédèrent au cours de sa longue préfecture: Gaetano Bedini (au retour de son voyage en Amérique du Nord, cf. *supra*), Annibale Capalti e Giovanni Simeoni. Ce dernier allait devenir préfet

51 Pour la période finale du pontificat de Pie IX voir Prudhomme, *Stratégie*, p. 59.

52 Un tableau vif de ces visites des prélats canadiens à Rome dans Monique Benoit, «Tribulations des évêques canadiens à la fin du XIX^e siècle à travers les Archives de la Propagande», *Annali Accademici Canadesi*, 3-4 (1987-1988), p. 81-86.

de la Propagande en 1878 sous Léon XIII. Pendant la dernière partie du pontificat de Pie IX (1874-1878) la préfecture revint au cardinal Alessandro Franchi, mort en poste en 1878, tandis que Giovanni Battista Agnozzi assumait le secrétariat. Aux côtés du préfet et du secrétaire les indispensables *minutanti* préparaient les rapports et les documents, et intervenaient lors des réunions. Comme la plupart d'entre eux parlaient aussi les langues moins connues à la Propagande, dont l'anglais, ils recevaient les évêques venus à Rome. La quantité de questions à traiter et la masse de documents à examiner nécessitaient l'intervention de personnes hautement spécialisées. C'est pourquoi l'on confiait souvent à un seul *minutante* tout ce qui concernait un même territoire. Par exemple, pour les années 1860-1870, le *minutante* le plus au fait des questions américaines et canadiennes était Giovanni Pierantozzi⁵³.

Les connaissances et la formation de ces bureaucrates du Saint-Siège les destinaient tout naturellement à combler les postes dans les Nonciatures, les Congrégations et à la Secrétairerie d'État. Pour un jeune ecclésiastique issu d'une famille de la bourgeoisie catholique, un poste de *minutante* à la Propagande pouvait fort bien constituer la première étape d'une carrière diplomatique ou curiale⁵⁴. Plus bas dans la hiérarchie l'on trouve les *scriptores* ou copistes et les commis de bureau. Pour assister le secrétaire et les *minutanti*, il y a l'archiviste, sur qui l'on peut compter pour récupérer le document voulu au moment opportun⁵⁵.

La Propagande employait aussi bon nombre de consultants, souvent des religieux, mais aussi des avocats, que l'on appelait lorsqu'on

⁵³ Pour la liste des préfets et secrétaires cf. Kowalsky-Metzler, *Inventory*, p.102-106; pour le restant du personnel l'*Annuario pontificio*, publication annuelle.

⁵⁴ Prudhomme, *Stratégie*, p. 157-177. Deux *minutanti* de la Propagande, Donato Sbarretti e Pietro Di Maria, seront délégué apostolique au Canada au début du XX^e siècle.

⁵⁵ Voir la liste et les remarques biographiques dans Kowalsky, «Gli archivisti»; il y eut trois archivistes durant les trente-deux ans du pontificat de Pie IX: Olimpiade Corsi (1846-1857), Francesco Rosi (1857-1868), Serafino Cretoni (1868-1878). Ce dernier fit une carrière remarquable dans la bureaucratie romaine et à la Nonciature de Madrid, accédant au cardinalat en 1896.

avait besoin d'un avis sur les règles des ordres et des congrégations religieuses, les questions de droit canonique et les matières théologiques. Par ailleurs, on sollicitait parfois l'opinion d'ecclésiastiques haut placés et bien au fait de la situation traitée. Ceux-ci avaient pour la plupart étudié à Rome ou occupé une place de responsabilité dans la Ville Éternelle et ils étaient bien connus au Palais de la Piazza di Spagna. C'est le cas, exemplaire, de l'archevêque de Dublin, puis cardinal, Paul Cullen (mort - comme Pie IX - en 1878). Très écouté sur les affaires de Terre-Neuve, Cullen était non seulement en contact étroit avec le clergé irlandais qui traversait souvent l'Atlantique, mais, en tant qu'ancien élève puis recteur du Collège Urbain, il avait toute la confiance des responsables de la Propagande. Plusieurs lettres de Cullen, écrites en parfait italien et conservées dans les séries archivistiques concernant l'Irlande, commentent des questions relatives à Terre-Neuve, surtout lors des litiges opposant des Irlandais à l'évêque de Harbour Grace, Carfagnini⁵⁶. La connaissance approfondie qu'avait Cullen de la situation des catholiques dans l'Empire britannique, faisait de lui l'un des informateurs les plus précieux de la Propagande. Élevé au cardinalat, il fut invité à se joindre aux cardinaux membres de la Propagande, alors même que son activité épiscopale le retenait à Dublin.

Les Archives de la Propagande permettent de retracer les activités de nombreux personnages, tout en donnant un aperçu de l'organisation et de la gestion des missions dont cette congrégation était chargée. Déjà à l'époque de Pie IX ces archives suscitaient l'intérêt des savants. Elles n'étaient pas ouvertes aux chercheurs, pas plus d'ailleurs que les Archives Secrètes du Vatican, mais quelques ecclésiastiques commençaient à demander une permission spéciale pour consulter des documents. Citons entre autres le cas du sulpicien canadien Étienne-Michel Faillon, qui entendait bien accéder à la documentation sur la Nouvelle France⁵⁷.

56 Cf. Hans Rollmann et Matteo Sanfilippo, «Carfagnini, Enrico», dans *Dictionary of Canadian Biography*, XIII, 1901 to 1910, Toronto, UTP, 1994, p. 166-168.

57 Cf. l'inventaire et Conrad Morin, «Éclaircissements inédits de Faillon sur son

3. ORGANISATION DU TRAVAIL DÉCISIONNEL ET DES SÉRIES ARCHIVISTIQUES.

Tel que mentionné plus haut, c'est à l'initiative du premier secrétaire de la Propagande, Francesco Ingoli, que nous devons le classement en volumes reliés de la correspondance provenant des Nonciatures, des curies généralices des ordres religieux et des missions. Il veilla aussi à ce que les procès-verbaux des réunions des cardinaux et les réponses aux lettres soient consignés dans des registres et classés selon une référence géographique. Les décisions prises dans les Congrégations générales des cardinaux, tenues ordinairement deux fois par mois et souvent en présence du pape: *coram Sanctissimo*, étaient regroupées dans des registres annuels formant la série Acta, rédigés en latin puis en italien et imprimés depuis 1817.

Les documents reçus à la Propagande étaient placés dans la série Scrittura Originali riferite nelle Congregazioni Generali (SOCG), divisée par région de provenance, d'après une subdivision géographique détaillée⁵⁸. Font exception à ce classement, le nombre considérable de volumes relatifs aux Collèges relevant de la Propagande en Italie et en Europe, et les volumes de Memoriali (suppliques) adressées à la Propagande, surtout par des ecclésiastiques mais aussi par des particuliers. Les premiers 417 volumes réunissent en fait toute la documentation accumulée par la Propagande de 1622 à 1668, qu'elle ait ou non fait l'objet de discussion dans les réunions plénières, ce qui explique leur nombre élevé.

En 1669, à partir du volume 418, le système change, puis continue sans modification jusqu'à 1892 (vol. 1044). Donc à compter de 1669 seuls les documents relatifs aux questions discutées dans les réunions générales sont placés dans la série des SOCG. Ils sont organisés en ordre chronologique selon la date et l'ordre de leur discussion. Par conséquent, cette série correspond directement, volume pour volume,

'Histoire de la colonie française», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 5, 4 (1952), p. 585-588.

⁵⁸ Cf. Kowalsky et Metzler, *Inventory*, p. 29-39.

à celle des Acta qui renferme les actes imprimés résultant des discussions⁵⁹. Dans SOCG les documents originaux portant sur une même affaire sont alors regroupés en dossiers à l'intérieur des volumes, qui continuent cependant à correspondre à ceux des Acta. Les deux séries examinées ensemble dressent un portrait presque complet des questions discutées lors des réunions générales.

Les autres documents sont classés dans d'autres séries dont les deux principales sont les suivantes:

- Les Scrittura riferite nei Congressi (brièvement Congressi) renferment la documentation analysée dans les réunions restreintes qui se tenaient environ une fois par la semaine. Y participaient le cardinal préfet, le secrétaire, certains fonctionnaires de la Propagande et parfois des invités spéciaux. On trouve aussi dans cette série des documents divers qui semblent avoir peu intéressé la bureaucratie de la Propagande. Cette série, la plus imposante des archives avec ses 1451 volumes, fut créée au XVIII^e siècle. Elle est divisée en deux parties dont la plus importante est organisée géographiquement, l'autre selon diverses rubriques. Les volumes de chaque sous-série et les documents qu'ils contiennent suivent l'ordre chronologique. Dans la première partie les documents sont classés par région de provenance, selon des critères de l'époque qui se sont maintenus avec quelques modifications jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Dans la seconde partie, les rubriques ont surtout à faire avec l'organisation interne de la Propagande (personnel ou *ministri*, finances, propriétés) et des institutions relevant de celle-ci (la Typographie polyglotte, le Collège Urbain et autres Collèges en Italie et en Europe sous la juridiction de la Propagande). Il n'y a pas d'index pour cette grande série. Par conséquent, il faut s'y orienter à l'aide du titre des sous-séries et feuilleter des volumes entiers. Pour le XIX^e siècle, l'énorme quantité de matériel impose une sélection préalable. Par exemple, pour ce qui concerne le Canada, présentent un intérêt majeur les sous-séries America Settentrionale, correspondant grosso modo au territoire du Canada, et America Centrale à celui des

⁵⁹ Codignola, *Guide*, p. 31-42.

États-Unis⁶⁰, mais aussi Irlande et Francia, où l'on peut repérer des documents au sujet de personnes en contact avec le Canada ou de passage. Il en va de même pour les séries thématiques, parmi lesquelles nous avons choisi d'examiner pour le Canada la sous-série du Collegio Urbano, qu'un grand nombre de Canadiens a fréquenté au XIX^e siècle⁶¹, et, pour la même raison, la sous-série Collegi Vari. Dans ces volumes il se trouve parfois des aide-mémoires qui signalent le déplacement d'un document dans une autre sous-série, une piste que nous avons suivie avec un certain succès. A propos de la sous-série America Settentrionale, dont nous avons examiné les volumes 5 à 19, il est à préciser que les volumes 5 à 15 contiennent des documents jusqu'à 1877 alors que les volumes 16 à 19 renferment les papiers de la délégation apostolique de George Conroy, mort en fonction à Terre-Neuve. Ce sont là les archives de cette délégation que le Canada a remis à la Propagande. Même s'ils sont classés dans la série Congressi, America Settentrionale, ils portent sur la côte le titre *Delegazione Mgr. Conroy* et les lettres A, B, C, D. On y trouve aussi des documents sur les États-Unis, surtout des lettres adressées à Conroy. Ces documents, datés de 1877 et 1878, chevauchent la fin du pontificat de Pie IX et le début de celui de Léon XIII. Ce matériel n'est que rarement organisé par matière ou par ordre chronologique. De plus, les documents sont parfois incomplets et quelques pages manquent. Ils semblent avoir été reliés tels que trouvés, sans classement préalable.

⁶⁰ Cf. l'inventaire *United States Documents in the Propaganda Fide Archives. A Calendar. First Series, I-VII* et Index, sous la direction de Finbar Kenneally, Washington D.C., Academy of American Franciscan History, 1966-1981 et *Second Series, VIII-XI*, sous la direction de Anton Debevec, Washington, D.C., Academy of American Franciscan History, 1980-1987.

⁶¹ Des documents très importants sur le Collège Urbain sont conservés encore au collège. Pour ce qui concerne le Canada on les a présentés dans Giovanni Pizzorusso, *Documents d'intérêt canadien dans les Archives du Collège Urbain de Propaganda Fide à Rome (1829-1922)*, Ottawa-Rome, Archives nationales du Canada – Centre académique canadien en Italie, 1992 (microfiches); cf. aussi Id., «Romani d'intelletto e di cuore: seminaristi canadesi del Collegio Urbano di Propaganda Fide», *Il Veltro*, XXXVIII, 3-4 (1994), p. 151-162.

- Les Udienze constituent une série d'une grande importance, en particulier pour le XIX^e siècle dont la documentation remplit 214 des 252 volumes composant le fonds depuis 1666. Il s'agit des questions que le secrétaire de la Propagande soumettait périodiquement à l'attention du Pape. Cette façon de procéder a été instituée au XVII^e siècle, quelques décennies après la fondation de la Propagande, quand le pape a cessé d'assister aux réunions. Mais il fallait tout de même obtenir son approbation avant de ratifier les décisions prises lors des réunions plénières. Dans certains cas, par exemple la création d'un nouveau diocèse ou vicariat, la nomination d'un évêque, les documents originaux restaient dans la série SOCG où l'on notait la date de l'audience avec le pape et sa recommandation, généralement favorable. Il s'agit surtout de questions personnelles, suppliques, requêtes ayant trait à des questions strictement ecclésiastiques: privilèges de toutes sortes, dispenses d'âge pour les ordinations, facultés particulières nécessitant le placet pontifical, questions de liturgie, indulgences, bénédictions apostoliques, recommandations particulières. Mais cette documentation concerne aussi les laïcs dans une large proportion, comme l'indique le très grand nombre de demandes de dispenses de mariage que soumièrent les évêques du Québec, et notamment ceux de Montréal, durant le pontificat de Pie IX. Un autre exemple est celui de sociétés catholiques s'adressant à Rome pour se faire reconnaître et recommander auprès du Saint-Siège. Heureusement, des index facilitent la recherche dans cette série. Un index général en 28 volumes, 1666 à 1897, couvre entièrement la période qui nous intéresse (vol. 10 [1846-1852, première partie] - vol. 31 [1875-1876]). Fort utile aussi est le *foglio d'udienza*, sorte de registre annuel ayant servi d'aide-mémoire au secrétaire et dans lequel sont notées les audiences, numérotées progressivement, ainsi que les diverses questions traitées lors de chaque rencontre. Ces instruments sont précieux pour s'orienter dans un fonds où les dossiers sont fort détaillés et remarquablement variés.

Jusqu'ici nous avons examiné, outre la série des registres de procès-verbaux et de délibérations des réunions générales (Acta), les trois séries où sont consignés les documents reçus, soit les documents à

discuter dans les réunions générales (SOCG), dans les réunions restreintes (Congressi), ou présentés au pape après discussion à la Propagande (Udienze). À ces trois séries correspond un seul fonds reliant les réponses de la Propagande à ses interlocuteurs, essentiel pour comprendre les décisions prises. Il s'agit de la série *Lettere* comprenant, en 388 volumes de 1622 à 1892, les registres de transcription des lettres expédiées par la Propagande. À partir de 1820, on ajouta la copie des décrets émanés par la Propagande et qui faisaient auparavant l'objet d'un fonds particulier. La série devint alors *Lettere e Decreti della sacra Congregazione e Biglietti di Monsignor Segretario*. Pour le XIX^e siècle il peut y avoir un ou deux volume par année. Dans chaque volume les lettres sont regroupées par mois. À l'intérieur de chaque mois on trouve trois rubriques: d'abord les lettres signées par le préfet, ensuite les décrets et enfin les lettres (*Biglietti*) signées par le secrétaire et adressées souvent à d'autres fonctionnaires de la Curie romaine, mais aussi à des missionnaires et à des évêques sur des affaires de moindre portée. Pour cette série on dispose d'un index de 40 volumes; pour le pontificat de Pie IX on retiendra les volumes 8 (1845-1847, première partie) à 31 (1875-76)⁶².

Les séries qui nous venons de décrire sont les plus importantes et les plus riches des Archives de la Propagande et, par conséquent, du présent inventaire. Il existe aussi un bon nombre de séries mineures, mais nous ne traiterons ici que de celles qui intéressent le XIX^e siècle⁶³.

La série *Brevi e Bolle* est constituée de registres de copies de brevets et de bulles émanés par le pape et s'appliquant aux territoires soumis à la juridiction de la Propagande. On peut y trouver les textes des documents solennels établissant les diocèses, désignant les évêques

⁶² Sur les index à la disposition des chercheurs dans la salle de consultation, cf. Josef Metzler, «Indici dell'Archivio Storico della S.C. de Propaganda Fide», *Euntes Docete*, XXI (1968), p.109-130 avec remarques sur l'histoire de ces instruments de recherche.

⁶³ Nous ne traiterons pas des *Decreti*, inclus dans la série *Lettere* en 1819, de la série *Istruzioni*, fermée en 1808, de la série *Informazioni*, fermée en 1730, ni du *Fondo di Vienna*, dont nous avons parlé plus haut.

et conférant des décorations importantes. La Secrétairerie des Brefs, chargée de la rédaction des bulles et des brefs, les transmettait ensuite à la Propagande pour l'expédition. Celle-ci en retenait une copie dans ses registres. Sauf exception, on peut repérer une copie de ces documents dans le fonds de la Secrétairerie des Brefs aux Archives Secrètes du Vatican. La série *Collezione d'istruzioni, Circolari e Decreti a stampa*, constituée de 3 volumes seulement, contient des documents imprimés d'intérêt général (instructions, circulaires, décrets). La série *Congregazioni Particolari*, où sont conservés les documents relatifs aux affaires que la Propagande déléguait à des commissions cardinales particulières, très importante pour les XVII^e et XVIII^e siècles, renferme aussi des documents sur le XIX^e, mais ils ne concernent pas le Canada. La série *Sinodi diocesani* comprend les actes des conciles diocésains, qu'on trouve aussi dans les autres séries. La série *Atti della Commissione per la revisione delle regole* concerne les ordres réguliers et les congrégations religieuses; une commission de la Propagande était chargée de la révision des règles des instituts œuvrant dans les territoires de mission. Les volumes portent sur les années 1887-1908. La série *Regestum facultatum* est un index des facultés, c'est-à-dire les pouvoirs spirituels accordés aux missionnaires, qui se trouvent aussi dans les autres séries. Pour terminer ce survol des Archives, citons enfin les trois séries *Miscellanea Varie*, *Miscellanea Diverse* et *Miscellanea Generali*, mélange de documents divers, portant surtout sur les XVII^e et XVIII^e siècles.

CHAP. 5

DIOMEDE FALCONIO, LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS¹

Matteo Sanfilippo

L'expérience nord-américaine de Diomede Falconio (1842-1917) suggère des considérations fort intéressantes sur le rôle des délégués apostoliques au Canada et aux États-Unis et sur l'importance de leur personnalité et de leur formation culturelle².

Pour ce qui nous concerne ici, sans entreprendre une discussion juridique fort compliquée, les délégués étaient les représentants de Rome auprès des Églises du Canada et des États-Unis. Ces délégations ont été accréditées en 1893 à Washington et en 1899 à Ottawa, mais elles n'avaient pas de rôle diplomatique explicite. Chaque délégué recevait par écrit ses instructions avant de partir pour l'Amérique et ces instructions, émises par la Secrétairerie d'État et par la Congrégation 'de Propaganda Fide', établissaient aussi ses facultés.

En principe, chaque délégué devait transmettre à la hiérarchie et au clergé catholiques locaux les ordres et les instructions de Rome, mais il devait aussi renseigner le Saint-Siège sur la situation et les problèmes des Églises nord-américaines. Dans l'historiographie, d'ailleurs très mince, des premiers délégués apostoliques au Canada (Rafael Merry del Val, Diomede Falconio, Donato Sbarretti, Francesco Pellegrino Stagni), on a tendance à sous-estimer le rôle de ces agents pontificaux³.

1 Une première version de cet essai est parue dans la *Rivista di Studi Canadesi*: Matteo Sanfilippo, «Diomede Falconio et l'Église catholique en Amérique du Nord», *Rivista di Studi Canadesi*, 5 (1992), p. 43-47.

2 Pour la biographie de Falconio, voir Matteo Sanfilippo, «Falconio, Diomede», dans *Dizionario Biografico degli Italiani*, XLIV, Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 1994, p. 393-396.

3 Monique Benoit et Matteo Sanfilippo, «Sources romaines pour l'histoire de l'Église catholique du Canada: le pontificat de Léon XIII (1878-1903)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44 (1990), p. 85-96; Roberto Perin, *Rome in Canada. The Vatican and the Canadian Affairs in the Late Victorian Age*, Toronto, UTP, 1990.

On considère qu'ils exprimaient l'opinion de Rome, ou mieux, et il s'agit ici d'une vieille accusation, qu'ils exprimaient l'opinion d'un cercle restreint de la bureaucratie romaine.

Cette méthode donne de bons résultats, lorsqu'on analyse l'action d'un délégué qui arrive pour la première fois en Amérique du Nord. Il n'est pas surprenant que ce délégué fasse seulement confiance aux protégés de ses supérieurs et qu'il ait des difficultés à comprendre une situation bien différente de celle qu'il a déjà connue en Italie. En effet, Merry del Val, qui n'avait pas d'expérience nord-américaine préalable, a suivi les instructions romaines, sans trop s'écarter des décisions de ses supérieurs, dont l'expérience se limitait aux différends entre catholiques wallons et flamands, catholiques castillans et catalans. Ceci fut le cas, par exemple, de Mariano Rampolla del Tindaro, secrétaire d'État de Léon XIII, qui avait été nonce en Espagne.

Toutefois, l'inexpérience n'était pas la norme. Falconio avait déjà vécu en Amérique du Nord, avant de devenir délégué apostolique au Canada en 1899 et il demeura en Amérique du Nord jusqu'en 1911, puisqu'il fut muté à la délégation de Washington, où il put continuer à s'intéresser aux Canadiens. Mais résumons rapidement la biographie nord-américaine de ce délégué avant de revenir à des considérations plus générales.

En 1865, Falconio, qui sortait du noviciat franciscain, fut envoyé aux États-Unis. Là, il enseigna au Collège St-Bonaventure d'Alleghany, NY, de 1866 à 1871. En novembre 1871, Enrico Carfagnini, évêque d'Harbour Grace, Terre-Neuve, obtint de la Propagande que le jeune professeur de théologie fût désigné recteur de la cathédrale de son diocèse. Falconio fut ainsi le secrétaire et chancelier diocésain de Carfagnini jusqu'en 1882⁴.

Il alla alors aux États-Unis et l'année suivante il rentra en Italie, où il entreprit une brillante carrière ecclésiastique, d'abord dans son

⁴ Pour Carfagnini et Falconio voir Hans Rollmann et Matteo Sanfilippo, «Carfagnini, Enrico», dans *Dictionary of Canadian Biography*, XIII, 1901 to 1910, Toronto, UTP, 1994, p. 166-168.

ordre, dont il devint procureur général en 1889, et plus tard comme évêque de Lacedonia (1892) et archevêque d'Acerenza et Matera (1895). En Italie Falconio ne s'intéressa plus aux affaires américaines, mais continua à être en contact avec les cardinaux de la Propagande. En 1899, un bref apostolique le désigna premier délégué au Canada⁵, où il arriva en octobre et il y resta jusqu'en 1902, quand il fut muté à la délégation des États-Unis⁶. Enfin en 1911, il fut élevé à la dignité cardinalice et rentra à Rome.

Falconio vécut en Amérique du Nord de 1865 à 1883 et de 1899 à 1911. Pendant la première période de son séjour nord-américain, il enseigna d'abord dans un collège. Ensuite, il participa à une confrontation ethnique très violente à Terre-Neuve. En 1881, Carfagnini dût démissionner, ayant été attaqué par l'Irish Benevolent Society qui ne voulait pas un évêque italien dans le diocèse d'Harbour Grace. Ce conflit impliqua aussi les catholiques d'origine écossaise qui, à leur tour, ne voulaient pas d'évêques irlandais et qui cherchèrent à obtenir du St-Siège la désignation de Falconio comme successeur de Carfagnini. L'Irish Benevolent Society concentra alors ses attaques sur Falconio, auquel la Propagande ordonna de retourner aux États-Unis pour couper court aux chicanes⁷.

Grâce à cette expérience à Terre-Neuve, Falconio apprit à se méfier des violents conflits ethniques dans le milieu catholique nord-américain. Il comprit, d'ailleurs, qu'un esprit d'indépendance était en train de se développer dans ce milieu vis-à-vis de Rome. Aux États-Unis, il put aussi se rendre compte des difficultés que l'Église catholique, qui représentait des groupes ethniques encore minoritaires, rencontrait dans un pays où les gouvernants étaient d'origine anglo-celtique et la majorité de la population n'était pas seulement protestante, mais aussi bien anticatholique.

⁵ *Leonis XIII Pontificis Maximi Acta*, XIX, 1899, Romae, Ex Typographia Vaticana, 1900, p. 128-130.

⁶ ASV, DASU I, 25a.

⁷ APF, Lettere, 378 (1882), f. 280rv et 295v-296r.

En acceptant la délégation à Ottawa, Falconio savait, ou pensait savoir, ce qui l'attendait au Canada. Il se mit d'accord avec ses supérieurs, les cardinaux Ledochowski, préfet de la Propagande, et Rampolla del Tindaro, pour essayer d'abord d'améliorer les rapports entre Rome et l'Église canadienne, tout en cherchant d'effectuer une réconciliation entre cette Église et le gouvernement fédéral au sujet de la question des écoles du Manitoba et entre les évêques de langue anglaise et ceux de langue française. Ce à quoi Falconio ne s'attendait pas, c'était que la question ethnique au Canada était bien plus compliquée qu'aux États-Unis.

Au Canada, il y avait une division linguistique tout à fait inconnue aux États-Unis, où la langue officielle de l'Église était l'anglais, même si les groupes ethniques se battaient pour la sauvegarde de leur langue au niveau des écoles paroissiales et des paroisses «nationales». Cette division constituait une barrière insurmontable entre les deux composants de l'Église canadienne, mais, en même temps, ne prévenait pas les effets d'autres facteurs de division: l'opposition politique entre conservateurs et libéraux et les frontières ethniques proprement dites⁸.

La francophonie et l'anglophonie formaient deux grands blocs, qui se composaient d'éléments hétérogènes. Il y avait les groupes fondateurs - Québécois et Acadiens d'un côté, Anglais et Écossais de l'autre -, les groupes d'immigration ancienne, tels que les Irlandais, et les groupes d'immigration récente: Allemands, Polonais, Hongrois, Ukrainiens, Ruthènes, Syriens, Italiens, pour ne nommer que ceux qui paraissent plusieurs fois dans les papiers de la délégation.

Les groupes d'immigration récente tendaient à s'intégrer aux strates inférieures du bloc anglophone, mais le bloc francophone avait aussi ses immigrés. Le Québec et le Manitoba ont connu pendant le XIX^e siècle une immigration française et wallonne. En Ontario et dans les provinces de l'Ouest, il y avait aussi des immigrés d'origine québécoise et acadienne, qui s'étaient formés en communautés distinctes. Tous ces groupes, de langue française comme de langue anglaise,

⁸ Perin, *Rome in Canada*, p. 95-186.

étaient conscients d'avoir des droits et des exigences propres.

L'appartenance à un groupe ethnique comportait des choix religieux et politiques qui étaient à peu près prévisibles au niveau provincial, mais qui souvent risquaient de briser l'unité du bloc linguistique. D'un côté, le monde anglophone connaissait une division entre le groupe fondateur anglo-saxon de religion protestante et politiquement conservateur et le groupe irlandais catholique et libéral. De l'autre, les francophones étaient presque tous catholiques, mais la majorité des Québécois et des Français était libéraux, pendant que les Acadiens et les Belges votaient pour le parti conservateur.

Falconio était fasciné par ce monde si complexe: il rendit hommage plusieurs fois aux luttes des groupes ethniques. Toutefois, il ne pouvait prendre position que pour l'unité de l'Église. Par conséquent, il dut inviter les Acadiens et aussi les Écossais à ne pas s'opposer aux évêques irlandais des Provinces atlantiques. Il résista également aux prétentions des catholiques irlandais sur l'université d'Ottawa. En Colombie Britannique, Falconio protégea les missionnaires et les évêques d'origine belge ou française contre la population d'origine anglaise ou américaine⁹. Dans les diocèses des Prairies, il ne put s'empêcher de tomber dans le piège de la question scolaire. Ainsi il chercha de soutenir en même temps le gouvernement libéral de sir Wilfrid Laurier, qui avait recommandé à Rome de créer la délégation apostolique, et les droits scolaires des catholiques manitobains de langue anglaise et française. Il n'obtint aucun résultat et réussit seulement à se brouiller avec Adélarde Langevin, archevêque de St-Boniface¹⁰.

En conclusion, le délégué ne put que défendre le statu quo et, par conséquent, il fut critiqué par quelques évêques, ainsi que par les historiens d'aujourd'hui. Toutefois, il a été louangé par plusieurs membres du clergé canadien, qui l'ont reconnu comme ayant été le seul, avec Francesco Pellegrino Stagni, délégué apostolique de 1911 à 1917, à

⁹ Matteo Sanfilippo, «Fonti vaticane per la storia canadese: la delegazione apostolica in Canada, 1899-1910», *Annali Accademici Canadesi*, 3-4 (1988), p. 73-74.

¹⁰ Perin, *Rome in Canada*, p. 127-157.

avoir quand même essayé de comprendre la complexité de la situation canadienne¹¹. On pourrait en effet considérer les trois ans du séjour canadien de Falconio comme une espèce de stage pour l'intelligence du catholicisme nord-américain. Si l'on compare sa délégation à Ottawa à celle aux États-Unis de 1902 à 1911, l'on s'aperçoit que Falconio a su exploiter son expérience canadienne.

A Washington, Falconio imposa son expérience à ses supérieurs romains, refusant tout d'abord d'avoir un secrétaire italien et obtenant, après plusieurs mois de combat, un secrétaire du pays¹². La question est marginale, mais l'argumentation de Falconio est très intéressante, allant dans le sens de la nécessité d'une connaissance active des problèmes locaux.

Cette connaissance n'admettait pas que l'on pût continuer à ignorer les plaintes des minorités ethniques. Falconio réussit à convaincre Rome que, dans le choix des nouveaux évêques, il était nécessaire de prendre en considération les connaissances linguistiques des candidats. Ceux-ci devaient au moins comprendre la langue des groupes ethniques plus importants du diocèse en question. Falconio obtint aussi la désignation d'un auxiliaire polonais, d'un évêque pour les Ruthènes et d'un évêque franco-américain¹³.

Ses rapports à Girolamo Maria Gotti, préfet de la Propagande, et à Merry del Val, secrétaire d'État de Pie X, mettent en évidence à quel

¹¹ ASV, ANC 142, dossier 3.

¹² APF, NS, 459 (1908), ff. 615-683; ASV, DASU I, 36.

¹³ Auxiliaire polonais: ASV, DASU IV, 82a. Évêque pour les Ruthènes: ASV, Segr. Stato, 1906, rubr. 251, liasse 3, f. 162-170; ASV, DASU XVIII, 1b. Évêque franco-canadien: ASV, DASU IV, 79; APF, NS, 362 (1906), f. 567-639. Voir aussi Matteo Sanfilippo, «La question canadienne-française dans les diocèses de la Nouvelle-Angleterre, 1892-1922», dans *Canada ieri e oggi* 2, II, *Sezione storica e geografica*, sous la direction de Massimo Rubboli et Franca Farnocchia Petri, Fasano, Schena, 1990, p. 67, et *La Santa Sede e l'emigrazione dall'Europa centro-orientale negli Stati Uniti tra Ottocento e Novecento*, Viterbo, Sette Città, 2010; Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre 1776-1930*, Sillery, Septentrion, 1990, et *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. Rêves et réalités*, Sillery, Septentrion, 2000.

point son attention aux Franco-Canadiens était centrale à sa réflexion sur les droits des minorités ethniques. Cette attention était le fruit le plus immédiat de son stage canadien, mais les souvenirs canadiens étaient d'ailleurs mis à jour par les échanges épistolaires avec des évêques et des fidèles canadiens, et aussi avec Laurier et le nouveau délégué à Ottawa. Dès 1899, Falconio n'interrompt jamais ses liens avec le Canada¹⁴. Après son retour à Rome, le cardinal Falconio était encore consulté par ses correspondants canadiens. Chose assez surprenante, l'on retrouve entre ceux-ci Adélard Langevin, qui l'avait accusé de trahir les droits des catholiques manitobains, 15 ans auparavant¹⁵.

En conclusion, un délégué apostolique qui connaissait l'Amérique du Nord pouvait jouer un grand rôle, même en étant tout simplement un intermédiaire entre Rome et les Églises du Canada et des États-Unis. Les délégués devaient renseigner Rome sur la situation locale et c'était à partir de ces renseignements que Rome prenait ses décisions. La compréhension et l'explication détaillée de la réalité et des nuances du catholicisme nord-américain pouvaient parfois influencer les décisions romaines.

¹⁴ ASV, DASU V, 27-29, e II, 79b; ASV, ANC 141, 1.

¹⁵ ASV, ANC 49, 2.

CHAP. 6

LA QUESTION DES NOUVEAUX DIOCÈSES
DANS L'OUEST, 1902-1918¹

Matteo Sanfilippo

Le 19 mai 1913 Francesco Pellegrino Stagni, troisième délégué apostolique au Canada, écrivit au cardinal Gaetano De Lai, secrétaire de la Congrégation Consistoriale². Dans ce rapport, il expliqua que la province ecclésiastique de St-Boniface était trop grande pour remplir sa tâche avec efficacité. Cette province, qui correspondait pour deux tiers au diocèse du même nom, comprenait le Manitoba, la Saskatchewan, une partie de l'Ontario, et la plupart des Territoires du Nord-Ouest. Selon Stagni, la seule solution était de la diviser, créant une deuxième province ecclésiastique et érigeant d'autres diocèses.

A Rome, venait à peine de se décider l'érection de la province ecclésiastique d'Edmonton en Alberta, mais le délégué insista pour créer aussi la province ecclésiastique de la Saskatchewan, en élevant au rang de siège métropolitain le diocèse de Prince Albert ou celui de Régina. Selon Stagni, on pouvait aussi créer le nouvel archidiocèse à Saskatoon, où se trouvait la nouvelle université de la Saskatchewan. En tout cas, le délégué conseilla de réduire le territoire de la province ecclésiastique de St-Boniface au seul Manitoba et de diviser le diocèse de St-Boniface en érigeant celui de Winnipeg.

Stagni motiva ses suggestions par la nécessité de faire coïncider les frontières des provinces ecclésiastiques avec celles des provinces civiles. Au sujet de la création du diocèse de Winnipeg, il ajouta que l'exten-

¹ Une première version de cet essai est parue dans *Canada e Italia verso il Duemila: Matteo Sanfilippo*, «Essor urbain et création de nouveaux diocèses dans l'Ouest: la correspondance des délégués apostoliques 1902-1918», dans *Canada e Italia verso il Duemila: metropoli a confronto*, I, Sezione storico-geografica-sociologica, sous la direction de Luigi Bruti Liberati e Massimo Rubboli, Selva di Fasano, Schena, 1994, p. 259-279.

² ASV, ANC 78, 13, Stagni à De Lai, le 19 mai 1913.

sion excessive de celui de St-Boniface empêchait Adélarde Langevin, son ordinaire, de desservir les immigrants qui arrivaient d'Europe et des États-Unis. L'érection du diocèse de Winnipeg aurait donc diminué la charge de l'archevêque de St-Boniface et favorisé le ministère parmi les immigrants. Néanmoins le nombre d'immigrants n'était pas la seule cause qui pût expliquer cette décision. Stagni souligna que Winnipeg avait désormais 175,000 habitants et qu'elle était la troisième ville du Canada. On ne pouvait pas lui refuser le rang de siège épiscopal, même si les catholiques de cette ville n'étaient pas de l'avis de Langevin, à qui ils reprochaient de leur refuser de prêtres de langue anglaise.

Le délégué était conscient que son rapport scandaliserait le clergé canadien-français, mais il jugeait que l'Église devait aider tous les catholiques. Selon lui, l'absence de clergé anglophone dans l'Ouest pouvait entraîner la perte de la foi de la part des catholiques canadiens-anglais, ainsi que de celle des immigrants qui choisissaient l'anglais comme langue de travail.

En annexe, le délégué transmet à Rome la copie d'une lettre que Donato Sbarretti, son prédécesseur, avait envoyé en 1905 au cardinal Girolamo Maria Gotti, préfet de la Propagande³. Dans ce texte, Sbarretti relatait que Winnipeg avait connu une croissance rapide et qu'elle devait devenir siège épiscopal. Sbarretti affirmait qu'on ne pouvait pas lui refuser ce rang, compte-tenu de ses 80,000 habitants, quand St-Boniface en avait 3,000 seulement.

Le rapport de Stagni ainsi que la lettre de Sbarretti sont riches d'informations et on pourrait les utiliser comme point de départ pour nombre de recherches. Par exemple, on pourrait suivre la piste de la question linguistique et de la lutte entre catholiques canadiens-français et canadiens-anglais pour le contrôle de l'Église dans l'Ouest, ou encore celle du contraste entre la délégation apostolique et l'archevêque de St-Boniface: une querelle politico-religieuse qui était étroitement liée à la question linguistique et qui nous ramène à la question des

³ ASV, ANC 78, Sbarretti à Gotti, le 25 juillet 1905.

écoles du Manitoba⁴. On pourrait étudier aussi l'attitude de l'Église vis-à-vis du développement de l'immigration dans l'Ouest. Ce thème touche d'ailleurs à la question scolaire, à la question linguistique et au contraste entre les délégués et Langevin⁵. Mentionnons enfin l'attitude du Saint-Siège et de la hiérarchie épiscopale canadienne au sujet de l'érection de nouveaux diocèses. Cette piste nous renvoie encore une fois au problème de l'assistance aux immigrants et à la question linguistique, puisque ces nouveaux diocèses brisèrent le monopole canadien-français sur le clergé de l'Ouest⁶.

De fait, tous ces pistes de recherche s'entrecroisent, surtout si

4 ASV, ANC 74.

5 Cf. Matteo Sanfilippo, «Roman Archives as Source for the History of Canadian Ethnic Groups», CCHA, *Historical Studies*, 60 (1993-1994), p.83-101, et Roberto Perin, *L'Église des immigrants. Les allophones au sein du catholicisme canadien, 1880-1920*, Ottawa, Société Historique du Canada, 1998. Voir aussi Gilbert-Louis Comeault, «Les rapports de Mgr L.-P.-A. Langevin avec les groupes ethniques minoritaires et leurs répercussions sur le statut de la langue française au Manitoba», SCHEC, *Sessions d'étude*, 42 (1975), p. 65-85; Roberto Perin, «Langevin, Adélard», in *Dictionary of Canadian Biography*, XIV, Toronto, UTP, 1998, p. 597-601; Athanasius McVay, «Adélard Langevin, the Basilian Fathers and the Ukrainian Church in Canada» (2002), http://www.stnicholaschurch.ca/content_pages/history/art_hist_001.htm.

6 Raymond J.A. Huel, «The Irish French Conflict in Catholic Episcopal Nominations: The Western Sees and the Struggle for Domination Within the Church», CCHA, *Study Session*, 42 (1975), p. 51-70; Robert Painchaud, «Les exigences linguistiques dans le recrutement d'un clergé pour l'Ouest canadien, 1818-1920», SCHEC, *Sessions d'étude*, 42 (1975), p. 43-64; Marcel Martel, «Conflicting Visions of Society: The case of Francophone communities in the Prairies (1860-1920)», <http://www.glendon.yorku.ca/english/faculty/researchcentres/api/pdf/conflicting.pdf>. Pour l'église canadienne-française dans l'Ouest: Raymond J.A. Huel, *Proclaiming the Gospel to the Indians and the Métis*, Edmonton, University of Alberta Press, 1996, et Archbishop A.-A. Taché of St. Boniface. *The 'Good Fight' and the Illusive Vision*, Edmonton, University of Alberta Press, 2003; Robert Choquette, *The Oblate Assault on Canada's Northwest*, Ottawa, University of Ottawa Press, 1995. Pour la francophonie de l'Ouest et ses rapports avec l'Église, voir aussi Robert Painchaud, *Un rêve français dans le peuplement de la Prairie*, Saint-Boniface, Manitoba, Éditions des Plaines, 1986.

nous cherchons à suivre l'histoire des diocèses de l'Ouest canadien en partant de Rome. N'ayant pas la possibilité de reconstituer ici le tableau complet de la création de ces diocèses dans les années 1900-1920, nous nous bornerons à l'analyse de quelques lettres de Sbarretti et de Stagni, ainsi que de Langevin, d'Émile-Joseph Légal (évêque de St-Albert, 1902-1912; archevêque d'Edmonton, 1912-1920) et d'Albert Pascal (évêque de Prince-Albert), concernant l'érection des nouveaux diocèses. Dans ce contexte, nous essaierons de voir s'il est possible de dégager de cette correspondance la perception que les délégués apostoliques et le Saint-Siège avaient du développement urbain de l'Ouest. Nous chercherons surtout à comprendre à partir de quelles données les délégués prônaient l'érection de nouveaux diocèses et comment ils établissaient quel devait être le siège de ces diocèses.

Nous limiterons notre recherche aux documents du Vatican relatifs aux provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. L'Église catholique de ces provinces était très unie, relevant au début de la même province ecclésiastique, tandis que l'Église de la Colombie Britannique a connu un développement fort différent. En 1873, les évêques du Québec avaient demandé l'annexion du diocèse de Vancouver à la province de St-Boniface, mais la Propagande décida de confier ce diocèse à la province américaine de l'Oregon et justifia sa décision par le fait que les catholiques de la Colombie Britannique étaient de langue anglaise⁷. En 1903, Rome jugea opportun de rattacher l'Église de la Colombie Britannique au Canada, mais l'ériga en province ecclésiastique autonome, de façon à éviter des conflits avec le clergé francophone de St-Boniface⁸. Cinq ans plus tard, le Saint-Siège éleva Vancouver au rang de siège métropolitain et Victoria devint son évêché suffragant⁹. Par la suite, on désigna comme évêques de la Colombie Britannique des prélats provenant des Maritimes: Alexander MacDonald, Neil McNeil et Timothy Casey. Ceux-ci évitèrent à leurs

⁷ APF, Acta, vol. 239 (1875), f. 98-111.

⁸ APF, Acta, vol. 274 (1903), f. 311-325; ASV, ANC 95.

⁹ APF, Acta, vol. 281 (1908), f. 755-766.

diocèses d'être pris dans le piège de la question linguistique, coupant tout rapport avec leurs confrères de l'autre côté des Rocheuses¹⁰.

En revenant à la province ecclésiastique de St-Boniface, on doit avoir à l'esprit qu'elle avait été suivie avec attention par Rome depuis 1894¹¹. Cependant, durant une dizaine d'année, le Saint-Siège s'occupa surtout de la question scolaire¹². Dans les documents de cette période nous trouvons, par conséquent, peu de commentaires sur les villes de l'Ouest du Canada. Toutefois, après 1903, Winnipeg réussit à retenir l'attention des délégués apostoliques. A partir de cette date, les catholiques anglophones de Winnipeg commencèrent à se plaindre de l'archevêque de St-Boniface. En janvier et février 1905, John K. Barrett, leur porte-parole, écrivit à Diomede Falconio, ancien délégué au Canada (1899-1902) et à ce moment-là délégué à Washington. Dans ses lettres, Barrett affirma que Langevin avait confié au clergé canadien-français des paroisses bâties avec l'argent des Canadiens-anglais¹³. Barrett souligna aussi que la ville de Winnipeg était en train de se développer, qu'elle avait besoin de nouvelles paroisses et qu'elle devait devenir le siège d'un évêque anglophone, parce que la majorité des habitants était de langue anglaise¹⁴. De juin 1905 à février 1906, Barrett rappela plusieurs fois cette opinion dans ses lettres à Sbarretti, le nouveau délégué au Canada¹⁵.

En 1905 Lewis Drummond, s.j., du Collège St-Boniface, envoya à ce dernier un long rapport¹⁶. Drummond avait déjà écrit en 1903, de-

¹⁰ ASV, ANC 96, 1.

¹¹ APF, NS, vols. 240-242 (1902); ASV, ANC 76; ASV, AES, Inghilterra, II Periodo, posizione 142, liasse 64.

¹² Roberto Perin, *Rome in Canada. The Vatican and Canadian Affairs in the Late Victorian Age*, Toronto, UTP, 1990.

¹³ ASV, DASU V, 27, f. 3-5.

¹⁴ ASV, DASU V, 27, f. 15-20.

¹⁵ ANC 112, 1/2.

¹⁶ ASV, ANC 75, 10/2, Drummond à Sbarretti, le 10 février 1905.

mandant un évêque de langue anglaise pour Winnipeg¹⁷. Cette fois-ci, le jésuite souligna les problèmes des Polonais et des Canadiens-anglais de la ville et conclut que les évêques canadiens-français n'étaient pas intéressés par les catholiques anglophones. Quelques mois plus tard, Drummond envoya un troisième rapport¹⁸, où il suggéra que Winnipeg devait avoir un évêque d'origine allemande ou polonaise.

Entretemps, Gotti, le préfet de la Propagande, avait demandé à Sbarretti de laisser tomber le projet du diocèse de Winnipeg¹⁹. Rome ne voulait pas gâcher ses relations avec Langevin, déjà tendues à cause de la question scolaire. Toutefois les protestations des catholiques anglophones de Winnipeg ne cessèrent pas et obligèrent le délégué à prendre position²⁰. Entre 1906 et 1910, Sbarretti essaya plusieurs fois d'intervenir, mais Langevin l'invita à ne pas se mêler au gouvernement de son diocèse et écrivit à Rafael Merry del Val, cardinal secrétaire d'État, pour blâmer l'attitude du délégué²¹.

Après l'arrivée de Stagni au Canada en 1911, la question du diocèse de Winnipeg fut discutée plusieurs fois: encore au début de l'année 1915, Stagni proposa l'érection de l'archidiocèse de Winnipeg, la promotion d'O.E. Mathieu comme premier archevêque de Régina et la désignation d'A. Béliveau comme futur successeur de Langevin²². Toutefois le délégué dut attendre la mort de celui-ci en juin 1915 pour régler la question²³. Le 19 juin 1915, Stagni écrivit à De Lai au sujet de la succession de feu l'archevêque de St-Boniface. Le clergé de St-

¹⁷ ASV, ANC 75, 2.

¹⁸ ASV, ANC 112, 1/2, Drummond à Sbarretti, le 4 mars 1906.

¹⁹ ASV, ANC 112, 1/2, Gotti à Sbarretti, le 16 septembre 1905.

²⁰ ASV, ANC 81, 5/1-3. Robert Choquette, «Adélarde Langevin et l'érection de l'archidiocèse de Winnipeg», *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, 28, 2 (1974), p. 187-196, analyse les documents à ce sujet, qui sont dans les archives du diocèse de St-Boniface.

²¹ ASV, Segr. Stato, 1907, rubr. 282, 6, f. 79-84.

²² ASV, ANC 78, 2, Stagni à De Lai, le 30 janvier 1915.

²³ Toutes les citations qui suivent se réfèrent aux documents issus d'ASV, ANC 67, 2/1-4, sauf si autrement indiqué.

Boniface voulait Béliveau comme successeur de Langevin, mais était prêt à accepter Mathieu, qui était soutenu par Bégin²⁴, si Béliveau était désigné comme évêque de Régina. Le délégué rappela à De Lai ses propres idées au sujet de Winnipeg et proposa de créer trois archidiocèses: Régina, St-Boniface et Winnipeg.

Le 15 juillet, le cardinal Gasparri télégraphia à Stagni de ne pas ouvrir la succession de Langevin. Ce télégramme fut suivi d'une lettre du cardinal De Lai, qui expliqua que la congrégation voulait réorganiser les provinces ecclésiastiques de l'Ouest, avant de désigner le nouvel archevêque de St-Boniface. Dans sa lettre, De Lai exposa trois options: soit élever Winnipeg au rang d'archidiocèse et lui donner Régina et St-Boniface comme suffragants; soit avoir Winnipeg et St-Boniface comme archidiocèses; soit enfin maintenir dans son rang St-Boniface et élever au même rang Winnipeg et Régina. Dans ce dernier cas, on aurait eu trois archevêchés (Edmonton, Régina et Winnipeg) qui auraient correspondu aux provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba.

Le 29 juillet 1915 F.A. Dugas envoya à Stagni un rapport statistique sur le diocèse de St-Boniface. La population catholique y apparaissait composée de 29,595 Canadiens-français, 9,485 Canadiens-anglais, 9,369 Polonais, 2,063 Allemands et 2,530 d'autres nationalités, alors que les protestants se montaient à 350,000. Stagni fut effrayé par ces chiffres et écrivit à De Lai que l'on devait résoudre la succession de St-Boniface, parce que l'Église était en train de perdre l'Ouest. Le délégué proposa de désigner tout de suite le nouvel archevêque de St-Boniface, ainsi qu'un archevêque de Winnipeg, qui devait relever de Rome.

En même temps, Stagni interrogea les archevêques du Canada au sujet du choix du nouvel archevêque de St-Boniface. Les archevêques Louis-Nazaire Bégin (Québec), Paul Bruchési (Montréal) et Edward Joseph McCarthy (Halifax) se déclarèrent en faveur de Mathieu, mais

²⁴ Le 18 décembre 1914, De Lai avait remis à Stagni une pétition de Bégin qui demandait la désignation de Mathieu comme coadjuteur, avec droit de succession, de Langevin. ASV, ANC 78, 3.

le délégué écrivit à Rome, le 27 septembre 1915, qu'il était de l'opinion de désigner Béliveau, puisque celui-ci connaissait bien le diocèse de St-Boniface. Le même jour, il envoya une autre lettre pour relater que Bruchési s'était rendu à Ottawa et que les évêques du Québec étaient préoccupés par la rumeur d'une proche création du diocèse de Winnipeg. Stagni répondit à Bruchési que Rome avait laissé tomber cette possibilité. De fait, De Lai avait écrit à Stagni pour lui proposer d'entourer l'archevêque de St-Boniface de deux vicaires généraux ou de deux évêques auxiliaires, l'un francophone et l'autre anglophone.

Après de Bruchési, Stagni ne s'était pas plaint des décisions de Rome. Mais il répondit à De Lai avec véhémence que le problème réel n'avait rien à que voir avec St-Boniface et concernait surtout Winnipeg. Cette ville était en effet destinée à devenir le centre et la porte du Nord-Ouest et Rome ne pouvait pas refuser de répondre aux requêtes de ses habitants. En outre, le Nord-Ouest était désormais une mosaïque de races d'Europe et d'Orient et ressemblait de plus en plus au Minnesota et au Dakota: l'Église ne pouvait plus s'y identifier aux seuls Canadiens-français. Élever Winnipeg au rang d'archidiocèse était la seule façon de maintenir le contrôle sur une des villes les plus importantes du Canada et sur une des régions en train de se développer aussi rapidement. Stagni ajouta que, s'il n'y avait pas eu la «question nationale», on aurait dû transporter le siège de St-Boniface à Winnipeg.

Le 4 décembre Gasparri télégraphia à Stagni pour lui dire qu'il avait remporté l'épreuve: Rome avait décidé d'ériger en archidiocèse Winnipeg et d'élever au rang de siège métropolitain le diocèse de Régina. La Consistoriale avait aussi décidé de désigner Sinnott, le secrétaire de la délégation apostolique, comme archevêque de Winnipeg²⁵, tandis que Mathieu devait être promu archevêque de Régina et Béliveau archevêque de St-Boniface.

²⁵ Stagni ne proposa pas son secrétaire comme archevêque de Winnipeg. Il est possible que Sinnott se fasse promouvoir à Winnipeg par l'entremise du gouverneur général du Canada, le duc de Connaught. Voir Choquette, «Adélard Langevin et l'érection de l'archidiocèse de Winnipeg», p. 205.

L'érection du diocèse de Winnipeg fut au centre des plans des délégués et de leur vision de l'Ouest, mais ils n'oublièrent pas les autres villes des Prairies. Nous avons déjà mentionné les visites dans l'Ouest de Sbarretti (septembre-octobre 1903) et de Stagni (juin-juillet 1913)²⁶. Sbarretti se rendit à Victoria pour rentrer ensuite à Ottawa, s'arrêtant en cours de route à Vancouver, Kamloops, Saint-Albert, Régina, Calgary, Saint-Boniface, Winnipeg. Dans ses rapports, il souligna la nécessité de nouveaux diocèses régis par des évêques de langue anglaise²⁷. D'ailleurs, il avait rencontré à Winnipeg les anglophones qui protestaient contre Langevin²⁸.

Le voyage de Stagni fut causé par le regain de la question scolaire au Manitoba. Il se rendit donc à St-Boniface et Winnipeg, mais il visita aussi Saint-Albert et Edmonton²⁹. A St-Boniface il rencontra Langevin et à Winnipeg Nykyta Budka, l'évêque des Ruthènes³⁰. Au-delà du geste de politesse envers un évêque, Stagni fit montre avec cette rencontre de son intérêt pour les immigrants à Winnipeg. Il s'empessa aussi de faire comprendre qu'il n'approuvait pas la politique de Langevin envers les nouveaux arrivés. En effet, pendant les années précédentes, celui-ci avait eu beaucoup de difficultés vis-à-vis des Ruthènes³¹, pour ne pas parler de celles vis-à-vis des Polonais de Winnipeg, contre lesquels il avait même fait intervenir la police³². Le délégué, au contraire, était convaincu que l'immigration de catholiques pouvait équilibrer

²⁶ Sbarretti: ASV, ANC 112, 1/1. Stagni: ASV, ANC 77, 14, et 129, 10.

²⁷ ASV, ANC 112, 1/2.

²⁸ Choquette, «Adéland Langevin et l'érection de l'archidiocèse de Winnipeg», p. 187.

²⁹ ASV, ANC 11, 1.

³⁰ Stella Hryniuk, «Pioneer Bishop, Pioneer Times: Nykyta Budka in Canada», CCHA, *Historical Studies*, 55 (1988), p. 21-41; Matteo Sanfilippo, «I ruteni nelle Americhe: emigrazione e viaggio», dans *Da est ad ovest, da ovest ad est. Viaggiatori per le strade del mondo*, sous la direction de Gaetano Platania, Viterbo, Sette Città, 2006, p. 397-429.

³¹ ASV, ANC 184.

³² ASV, ANC 75, 12.

une situation jusqu'alors fort avantageuse pour les protestants³³.

Pendant leurs voyages, les délégués étudièrent les villes de l'Ouest, où ils désiraient voir de nouveaux diocèses. Leur choix de ces villes ne provenait pas d'une stratégie préconçue, mais répondait aux demandes du clergé et des fidèles. On ne doit pas oublier que Langevin et son entourage étaient les seuls à vouloir maintenir le statu quo dans la province ecclésiastique de St-Boniface. En 1907, par exemple, Albert Pascal, vicaire apostolique de la Saskatchewan, proposa d'ériger le diocèse de Régina et le vicariat apostolique du Keewatin³⁴. Il avait écrit à l'insu de Langevin, de sorte que Sbarretti craignit l'opposition de celui-ci³⁵. Langevin ne protesta pas avec violence, mais fit comprendre que seule l'intéressait la possibilité du nouveau vicariat. Pour Régina, il déclara qu'on s'en occuperait par la suite³⁶. Pascal, dont le vicariat avait été transformé en évêché de Prince-Albert, ne pouvait pas accepter ce délai, parce qu'il aurait dû céder le territoire pour le vicariat du Keewatin, sans obtenir la création du diocèse de Régina³⁷. Sans celui-ci, l'évêque de Prince-Albert ne pouvait plus prôner la création d'une province ecclésiastique de la Saskatchewan et obtenir l'indépendance de St-Boniface, ce qui était son véritable but.

Le délégué ne savait pas ce qu'il aurait dû faire, mais Légal, évêque de St-Albert, courut à son aide. Il se dit prêt à céder une partie de son diocèse à Pascal, pour le dédommager de la perte des missions qui allaient former le vicariat apostolique du Keewatin. Légal affirma qu'avec cette donation la frontière entre St-Albert et Prince-Albert aurait finalement correspondu à celle entre la Saskatchewan et l'Alberta. Toutefois, il demanda au délégué une récompense: l'érection du diocèse de Calgary, la création de la province ecclésiastique de l'Alberta et la

³³ Sanfilippo, «Roman Archives as Source for the History of Canadian Ethnic Groups».

³⁴ ASV, ANC 81, 6/1, Pascal à Sbarretti, le 25.10.1907.

³⁵ ASV, ANC 81, 6/1, Sbarretti à Gotti, le 12.12.1907.

³⁶ ASV, ANC 81, 6/1, Langevin à Sbarretti, le 14 avril 1908.

³⁷ ASV, ANC 81, 6/1, Henri Lacoste, omi, à Sbarretti, le 26 mars 1908.

séparation de l'ancien diocèse de St-Boniface³⁸. Dans cette démarche, Légal bénéficia de l'appui de Pascal, qui fit savoir au délégué qu'il était favorable à l'érection des diocèses de Régina et de Calgary³⁹. Coincé par Légal et Pascal, Langevin accepta l'érection du diocèse de Régina, mais réussit à faire remettre à plus tard celle du diocèse de Calgary⁴⁰.

Le 8 avril 1909, Merry del Val écrivit à Sbarretti que Rome avait décidé l'érection du diocèse de Régina et du vicariat apostolique de Keewatin⁴¹. Toutefois Pie X ratifia cette décision seulement le 4 mars 1910⁴². Dans l'intervalle, Rome évalua les candidats pour le nouveau diocèse. Langevin tenta de faire désigner quelqu'un de son entourage, l'abbé Cherrier ou Béliveau⁴³, tandis que les anglophones de l'Alberta déclarèrent qu'ils auraient aimé un évêque de langue anglaise et que, en tout cas, ils voulaient des candidats issus du clergé séculier⁴⁴.

Entre-temps, les catholiques d'origine allemande firent savoir qu'ils ne voulaient pas entendre parler de Béliveau, parce que celui-ci ne savait pas un mot de leur langue⁴⁵. Cette intervention fit réagir les journaux canadiens-français qui blâmèrent les «envahisseurs allemands»: il s'agissait de l'amorce d'une polémique qui était destinée à continuer pendant des années, aussi bien à Régina que dans le diocèse de Prince-Albert⁴⁶. Il est intéressant de noter en passant que les Canadiens-français de Régina accusèrent les Allemands d'être les alliés des

³⁸ ASV, ANC 81, 6/1, Légal à Sbarretti, le 10 avril 1908.

³⁹ Ibidem.

⁴⁰ ASV, ANC 81, 6/1, Légal à Sbarretti, le 20 mai 1908.

⁴¹ ASV, ANC 86, 6/2.

⁴² ASV, ANC 86, 6/3; ASV, SS, 1910, rubr. 251, f. 89.

⁴³ Robert Choquette, «Olivier-Elzéar Mathieu et l'érection du diocèse de Régina, Saskatchewan», *Revue de l'Université d'Ottawa*, 45 (1975), p. 106-109.

⁴⁴ ASV, ANC 81, 6, Barrett à Sbarretti, le 26 juin 1909; ASV, ANC 81, 10, Smith à Sbarretti, le 16 février 1910.

⁴⁵ ASV, ANC 59.

⁴⁶ ASV, ANC 59, et aussi 49, 2 et 5.

Canadiens-anglais⁴⁷. Ceux-ci à leur tour n'aimaient pas les Allemands de Régina⁴⁸ et bientôt les accusèrent de nuire aux intérêts des anglophones: naturellement, ces attaques redoublèrent pendant la première guerre mondiale⁴⁹.

Sbarretti essaya en 1909 de profiter des différends entre les Allemands, les Canadiens-anglais et les Canadiens-français pour faire désigner comme évêque de Régina Michael F. Fallon, le futur évêque de London. Le délégué considérait que Fallon était le seul capable de s'atteler à la conversion des protestants, mission, à son avis, primordiale pour une région dans laquelle les catholiques étaient une minorité. Langevin contra cette manœuvre en écrivant à Pie X, le 1^{er} octobre 1910, que les contacts avec les protestants pouvaient être dangereux pour les catholiques⁵⁰. En juin 1911, Rome choisit enfin Olivier-Elzéar Mathieu, ancien recteur de l'Université Laval, qui était soutenu par Bégin et Bruchési⁵¹. Cette désignation remplit de joie Langevin, mais pas le clergé de la Saskatchewan. Celui-ci avait demandé la création de la nouvelle province ecclésiastique pour échapper à Langevin⁵². Maintenant, il se trouva assujéti à Mathieu et son entourage. Dans les années qui suivirent, plusieurs querelles éclatèrent entre les prêtres de la Saskatchewan et ceux qui étaient venus de Québec avec le nouvel évêque⁵³, ainsi qu'entre le clergé canadien-français et les missionnaires français⁵⁴.

Comme nous avons déjà remarqué, les pourparlers au sujet de Régina poussèrent Légal à demander la division de son diocèse et

47 ASV, Segr. Stato, 1912, rubr. 283, 7, f. 77-78v.

48 ASV, ANC 81, 10, Smith à Sbarretti, le 16 février 1910.

49 ASV, ANC 59, 14.

50 ASV, Segr. Stato, 1912, rubr. 283, liasse 7, f. 80-83.

51 ASV, Segr. Stato, 1912, rubr. 283, liasse 7, f. 76-140.

52 ASV, ANC 81, 10, Bérubé à Sbarretti, le 25 avril 1909.

53 ASV, Segr. Stato, 1910, rubr. 283, liasse 1, f. 144-145 et 146-147; ASV, ANC 10, 1.

54 Bernard Wilhelm, «Le pot de terre contre le pot de fer: la lutte entre Notre-Dame d'Auvergne et Gravelbourg», dans *A la mesure du pays ...*, sous la direction de Jean-Guy Quenneville, St-Boniface, CEFICO, 1991, p. 121-131.

l'érection de celui de Calgary, ainsi que la création de la province ecclésiastique de l'Alberta. Il motiva son projet par le fait que St-Boniface était loin de l'Alberta, tandis que le chemin de fer reliait St-Albert, Calgary et l'Athabaska. De plus, le même chemin de fer permettait de pénétrer dans la région de la Rivière de la Paix et du Mackenzie en partant de St-Albert⁵⁵. Les délais dans l'érection du diocèse de Régina empêchèrent la création de celui de Calgary. Toutefois le 7 mars 1911, De Lai écrivit à Stagni que l'ancien diocèse de St-Albert devait se transformer en diocèse d'Edmonton, parce que cette ville était en train d'englober le village de St-Albert. En étudiant cette question, Stagni trouva la requête de Légal au sujet de Calgary. Par conséquent, il lui soumit par écrit la possibilité d'une province ecclésiastique d'Edmonton, comprenant Edmonton, dont Légal aurait été l'archevêque, Calgary et les vicariats apostoliques du Mackenzie et d'Athabaska. Légal approuva, mais les autres évêques de l'Ouest, c'est-à-dire Langevin et Pascal, ne furent pas du même avis. L'opposition de Langevin était prévisible, tandis que celle de Pascal avait l'air d'une vengeance. Pascal reprochait à Légal d'avoir soutenu Langevin, quand celui-ci avait décidé que le diocèse de Régina devait être plus vaste et plus important que celui de Prince-Albert⁵⁶. Quoi qu'il en soit, le 6 novembre 1911, Mathieu écrivit à Stagni que ses collègues voulaient le nouveau diocèse de Calgary, mais s'opposaient à la province ecclésiastique de l'Alberta.

Un échange de lettres entre Stagni et Légal s'ensuivit. Celui-ci déclara le 4 décembre 1911 qu'il n'insisterait plus sur la nécessité d'ériger la province ecclésiastique de l'Alberta, mais, en même temps, expliqua pendant 12 pages pourquoi on devait la créer. Le 11 janvier 1912, Stagni fit part des idées de Légal à De Lai et le convainquit. Le Saint-Siège et l'évêque de St-Albert se penchèrent sur la création de la nouvelle province sans en parler aux autres évêques. Le seul obstacle dans leur entente fut le choix du titulaire du diocèse de Calgary. Légal voulait

⁵⁵ ASV, ANC 11, 1.

⁵⁶ ASV, ANC 81, 6, Pascal à Sbarretti, le 17 avril 1909.

un prélat de langue français, mais Stagni lui imposa John Thomas McNally. Ce dernier avait étudié à Rome et avait déjà travaillé aux États-Unis et à Ottawa: par conséquent, il était considéré comme un expert des problèmes de l'immigration et de la politique fédérale. De plus, il connaissait l'italien, le français et l'allemand.

Le fait d'avoir étudié à Rome était très important: le Saint-Siège était en train de favoriser, aux États-Unis comme au Canada, ceux qu'on appelait les 'Romains'⁵⁷. Cette stratégie était inspirée par le désir de maintenir le contrôle des nouvelles Églises nationales, en barrant la voie aux modernistes, aux américanistes et aux tendances centrifuges du catholicisme nord-américain. En outre, le Saint-Siège avait commencé à prendre en considération l'immigration italienne à Winnipeg et à Calgary⁵⁸: il ne pouvait donc qu'apprécier le fait que l'évêque d'une de ces villes connaissait bien l'Italie. Toutefois, McNally fut aussi avantagé par sa connaissance de l'allemand et du français. Après les querelles entre Canadiens-anglais, Canadiens-français et Allemands dans les diocèses de la Saskatchewan, le délégué voulait des évêques capables de desservir les trois groupes ethniques majoritaires.

Légal n'approuva pas la désignation de McNally, mais Stagni n'avait pas d'autre choix. Il ne pouvait pas avouer à Légal, que son collègue Bégin essayait de convaincre le cardinal secrétaire d'État, Merry del Val, que Rome aurait dû envoyer Fallon à Calgary⁵⁹. Le 4 janvier 1913, le cardinal De Lai envoya à Stagni les bulles d'érection de la province d'Edmonton et du diocèse de Calgary et, le 3 avril de la même année, câbla la désignation de McNally. Le monopole canadien-français sur les diocèses de l'Ouest, ainsi que celui de la province ecclésiastique de St-Boniface, étaient brisés. La situation était mûre pour la dernière offensive, celle qui devait porter à l'érection de la province de la Sas-

⁵⁷ Robert Choquette, «John Thomas McNally et l'érection du diocèse de Calgary», *Revue de l'Université d'Ottawa*, 45 (1975), p. 407-409.

⁵⁸ Matteo Sanfilippo, «Monsignor Pisani e il Canada», *Annali Accademici Canadesi*, 6 (1990), p. 70-71.

⁵⁹ ASV, ANC 20, 20, Stagni à Merry del Val, 21 février 1913.

katchewan et à la création de l'archidiocèse de Winnipeg, dont nous avons déjà parlé.

La division de la province ecclésiastique de St-Boniface et la création des provinces de Régina et d'Edmonton ainsi que de l'archevêché de Winnipeg changèrent le visage de l'Église dans l'Ouest. D'un côté, elles ouvrirent la porte au clergé de langue anglaise et facilitèrent l'assistance aux immigrants; de l'autre, elles ancrèrent dans les villes le centre de gravité des diocèses. L'Église de l'Ouest avait été une église missionnaire et ses évêques résidaient dans des villages (St-Boniface, St-Albert, Prince-Albert). Les nouveaux diocèses au contraire correspondaient à des villes en plein développement, telles que Calgary, Edmonton, Régina et Winnipeg. Derrière le choix des délégués, il y avait donc la volonté de ne pas se faire distancer par l'essor de l'Ouest: les provinces ecclésiastiques devaient donc coïncider avec les provinces du Canada, tandis que les diocèses et surtout les archidiocèses devaient coïncider avec les villes principales des provinces civiles.

D'ailleurs, les délégués pensaient que la nouvelle immigration avait modifié ou était en train de modifier les traits socioreligieux de la population de l'Ouest. Les anciennes missions avaient visé les immigrés de langue française et les autochtones dispersés dans la campagne. Les nouveaux diocèses devaient desservir l'immigration urbaine. Les anciens évêques voulaient maintenir la séparation entre leurs ouailles et les protestants. Les nouveaux immigrés, surtout ceux de langue anglaise, ne craignaient pas la confrontation directe avec les protestants. Cette diversité de position fut très évidente quand les Canadiens-anglais de Winnipeg protestèrent contre la décision du Collège de Saint-Boniface de ne pas participer à la création de l'Université du Manitoba⁶⁰.

L'entourage de Langevin, issu de l'ancien clergé missionnaire, craignit que les évêques anglophones non seulement piétinent les droits des francophones, mais encore entraînent l'Église dans une confron-

⁶⁰ ASV, ANC 73, 1/6; 75, 26; 77, 4. Voir aussi Gérard Jolicoeur, *Les Jésuites dans la vie manitobaine 1885-1922*, St-Boniface, CEFCO, 1985, p. 165-169.

tation directe avec la société urbaine et anglophone qui provoquerait la perte de la foi. A ce sujet, Langevin et les siens étaient adamantins: l'usage de l'anglais comme langue de l'Église avait causé la perte de centaines de milliers de catholiques aux États-Unis ainsi qu'en Ontario⁶¹. Selon Stagni, au contraire, des évêques anglophones auraient aidé l'Église de l'Ouest à sortir de son impasse, même si dans certaines questions, telles que l'affaire de l'Université du Manitoba, le délégué était plus proche de Langevin que des Canadiens-anglais de Winnipeg⁶².

La confrontation entre Langevin et les délégués se fondait sur le fait que pour l'un le catholicisme de l'Ouest était de langue française⁶³, tandis que pour les autres l'Ouest était anglophone⁶⁴. Il s'agissait de deux perspectives irréconciliables. D'ailleurs, les hommes de Langevin ne comprenaient pas du tout la perspective de Stagni et son évaluation de l'importance des villes et de l'immigration pour le développement du catholicisme dans l'Ouest. Ovide Charlebois, le vicaire du Keewatin, avoua qu'il avait imaginé que Sinnott aurait pu devenir l'évêque des Irlandais à la même façon que Budka l'était de Ruthènes⁶⁵, c'est-à-dire un évêque sans compétence territoriale. Le même Béliveau avait pensé que Winnipeg pouvait devenir un archidiocèse de ce genre et avait proposé au délégué d'y rattacher deux nouveaux évêques, l'un pour les Polonais et l'autre pour les Flamands⁶⁶.

Quand Béliveau et Charlebois comprirent que Winnipeg était un véritable archidiocèse, ils exprimèrent leur chagrin ouvertement.

⁶¹ ASV, Segr. Stato, 1912, rubr. 283, 7, f. 80-83.

⁶² ASV, ANC 77, 4, Stagni à Langevin, le 26 janvier 1912. Au sujet de l'Université du Manitoba et des préoccupations de Langevin et de Stagni, voir aussi ASV, ANC 74, 1/2.

⁶³ R. Painchaud, *Un rêve français*, passim.

⁶⁴ APF, NS, 215 (1901), f. 619-642; ASV, ANC 80, liasse, 5, Stagni à De Lai, le 19 avril 1913; ASV, ANC 81, 6/1, Sbarretti à Merry del Val, le 5 juillet 1909.

⁶⁵ ASV, ANC 74, 1/8, Charlebois à Stagni, le 12 janvier 1916.

⁶⁶ ASV, ANC 67, 2, f. 227-228.

Charlebois écrivit au délégué qu'en parlant de l'érection de Winnipeg: «Le mot Persécution n'est pas trop fort. Il exprime une réalité, car l'élément français en Canada devient l'objet d'une vraie persécution, non seulement de la part des gouvernements fanatiques, mais aussi de la part de Rome»⁶⁷. Et quand Stagni, rendu furieux par l'accusation qu'il avait été influencé par les Irlandais, écrivit à Béliveau déclarant avoir pris sa décision en pleine autonomie⁶⁸, celui-ci lui répondit qu'on ne pouvait pas croire que Rome avait pris une décision semblable sans subir les pressions des Irlandais. Selon le nouvel archevêque de St-Boniface, il était évident que le «St-Mary's Bunch» (les amis de Barrett) avait attendu la mort de Langevin et puis avait obtenu la création du diocèse de Winnipeg. A la limite, Béliveau pouvait seulement admettre que Stagni n'avait pas été au courant des manœuvres des Irlandais et qu'il ne pouvait désormais désavouer Rome⁶⁹.

Le 29 mars 1916, De Lai déclara que le nationalisme empêchait les Canadiens-français de comprendre que ce qui était arrivé à St-Boniface correspondait à la stratégie générale de l'Église pour les Amériques⁷⁰. Mais le groupe de Langevin ne pouvait pas accepter l'existence d'une logique dans l'évolution de la géographie ecclésiastique des Amériques qui prévoyait la disparition, ou au moins la réduction, des pouvoirs exercés par les évêques de langue française de l'Ouest. D'ailleurs, Langevin, Béliveau et Charlebois ne voulurent même pas prendre en considération le fait que leurs collègues de langue française, dans l'Ouest comme dans le Québec, n'étaient pas disposés à combattre à leurs côtés.

Langevin se plaignit de Bruchési et Légal au sujet des écoles du Manitoba⁷¹. Mais il ne comprit pas que Bruchési, ainsi que Bégin, avaient

⁶⁷ ASV, ANC 67, 2, f. 227-228.

⁶⁸ ASV, ANC 67, 2, f. 308-310.

⁶⁹ ASV, ANC 67, 2, f. 327-335.

⁷⁰ ASV, ANC 67, 2, f. 265-267.

⁷¹ Robert Choquette, «Adélarde Langevin et les questions scolaires du Manitoba et du Nord-Ouest 1895-1915», *Revue de l'Université d'Ottawa*, 46 (1976), p. 337-338.

intérêt à faire désigner des évêques québécois, tels que Mathieu, dans l'Ouest, même si cela pouvait affaiblir la position de l'archidiocèse de St-Boniface. Il ne put même soupçonner par ailleurs que Bégin avait demandé de nommer Fallon à Calgary. D'autre part, Langevin ne comprenait pas pourquoi Légal ne partageait pas son aversion pour les libéraux, mais surtout ne comprenait pas l'intérêt de Légal pour l'essor urbain de l'Alberta. Or Légal était tellement intéressé par cet essor, que son successeur, Henry J. O'Leary, put écrire à Pietro Di Maria, successeur de Stagni: «[Légal] out of the seal for the material advancement of the church here speculated very considerably in real estates. In extenuation, I may say that in the days of the 'boom' here, this was not an unusual practice among the clergy and religious of these parts» .

En conclusion, les documents des archives du Vatican nous permettent d'envisager un panorama des querelles au sujet de l'érection des nouvelles provinces ecclésiastiques et des nouveaux diocèses de l'Ouest beaucoup plus complexe de celui auquel on pouvait s'attendre. Si d'un côté, les délégués apostoliques avaient une stratégie consolidée au niveau du continent américain, c'est-à-dire l'érection de diocèses dans tous les villes en train de se développer; de l'autre l'Église de l'Ouest était beaucoup plus divisée que l'on aurait pu le penser. Au contraire du groupe issu du clergé missionnaire qui avait contribué au premier essor du diocèse de St-Boniface, le clergé et les laïcs de langue anglaise et de langue française des principales villes du Manitoba, de l'Alberta et de la Saskatchewan s'intéressaient au développement de leurs villes et voulaient en faire les centres des structures de l'Église catholique. Cette décision contribua à modifier le visage de l'Église de l'Ouest et doit être considérée comme ayant eu autant d'importance que la question des écoles du Manitoba.

CHAP. 7
 DONATO SBARRETTI, DEUXIÈME DÉLÉGUÉ
 APOSTOLIQUE À OTTAWA¹

Giovanni Pizzorusso

Les études sur les représentants pontificaux au Canada à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle montrent que bien comprendre leur rôle et leur activité c'est d'abord examiner leur formation culturelle, leurs liens personnels, leur attitude face aux diverses composantes de la société et de l'Église canadiennes. Dans un article paru en 1983, Roberto Perin a jeté les bases de son livre *Rome in Canada*². Malgré le peu de sources documentaires à sa disposition à l'époque, l'auteur y esquisse le rôle de chaque délégué. Cette approche biographique a sa raison d'être pour certains traits inhérents à la Délégation apostolique comme institution. Ces traits, qui se manifestent déjà pendant les délégations temporaires du XIX^e siècle, créent des conflits très aigus après l'établissement de la Délégation permanente en 1899 surtout sous les mandats de Diomede Falconio et Donato Sbarretti. D'abord, le délégué se voit inséré au milieu de l'Église canadienne sans que sa position soit bien définie. En effet, le rôle particulier du délégué, d'après le droit canon, est celui d'intermédiaire entre l'épiscopat local et le Saint-Siège. Au point de vue juridique, il n'a donc pas la charge de représentant diplomatique auprès de l'État³.

Les origines de la délégation canadienne permanente, créée en 1899, reposent précisément sur la volonté romaine d'établir un trait

-
- 1 Giovanni Pizzorusso, «Un diplomate du Vatican en Amérique. Donato Sbarretti à Washington, La Havane et Ottawa (1893-1910)», *Annali Accademici Canadesi*, 9 (1993), p. 5-33.
 - 2 Roberto Perin, «La raison du plus fort est toujours la meilleure: la représentation du Saint-Siège au Canada: 1877-1917», SCHEC, *Sessions d'étude*, 50 (1983), p. 99-117; Id., *Rome in Canada. The Vatican and Canadian Affairs in the late Victorian Age*, Toronto, UTP, 1990.
 - 3 Voir Dino Staffa, *Le Delegazioni Apostoliche*, Roma, Desclée, 1958.

d'union entre les diverses composantes de l'épiscopat canadien. C'est surtout la Secrétairerie d'État qui poursuit cet objectif. Elle porte ainsi un grand intérêt aux pays d'Amérique du Nord, qui relèvent pourtant encore de la Congrégation 'de Propaganda Fide'. Au Canada, le gouvernement libéral de Wilfrid Laurier, favorable à une institution qui n'est pas directement reliée à l'État mais qui est à même d'influencer les évêques dont les initiatives avaient souvent des effets politiques incontrôlables, appuie cette démarche. Ce n'est pas un hasard si ce sont justement les évêques qui ont des doutes au sujet de l'arrivée d'un délégué permanent. La Propagande se montre très prudente concernant l'autorité des évêques et ses instructions à cet égard à Falconio et Sbarretti précisent qu'elle ne doit pas être réduite.

Toutefois, les fonctions des délégués et les rapports de ceux-ci avec les congrégations romaines ne sont pas très clairs. Le délégué est désigné par la Secrétairerie d'État mais reçoit ses instructions de la Congrégation de la Propagande. Il envoie ses rapports à cette dernière mais renseigne aussi la Secrétairerie d'État. L'instance ultime de laquelle dépend la Délégation n'étant pas établie, le délégué jouit d'une marge de manœuvre assez large et peut faire valoir son initiative personnelle. Il peut ainsi exploiter les liens qu'il a établis avec les prélats de la curie romaine avant sa désignation. De ces liens découlent des effets importants. A cet égard, cependant, il y a de notables différences entre les délégués. Si l'on se borne à la période qui va de la fin du siècle à la Première Guerre mondiale, on constate que Rafael Merry del Val (1897) et Donato Sbarretti (1903-1910) sont des représentants typiques de la curie romaine, alors que Diomede Falconio (1899-1902) et Francesco Pellegrino Stagni (1910-1917) appartiennent à des ordres réguliers et mettent en évidence l'expérience pastorale qu'ils ont acquise comme curés et évêques, respectivement de Acerenza-Matera et de L'Aquila⁴. Le délégué

⁴ Voir Luigi D'Apollonia, s.j., «Cinquante ans à la Délégation apostolique», *Relations*, mars 1949, p. 79-81, et avril 1949, p. 106-8, et Matteo Sanfilippo, «Fonti vaticane per la storia canadese: la Delegazione Apostolica in Canada: 1899-1910», *Annali Accademici Canadesi*, 3-4 (1987-1988), p. 63-79. Pour les délégations temporaires précédentes voir Nive Voisine, «Rome et le Canada: la

apostolique n'est donc jamais le responsable d'une institution neutre qui se borne à transmettre les directions romaines. Au contraire, il joue un rôle politique très important. A cause de la pluralité de ses rapports avec Rome et avec les évêques canadiens, le délégué apostolique donne souvent un caractère très personnel à son action. Voilà pourquoi il importe d'examiner la biographie complète de ces prélats: leur carrière, les motifs qui les poussent à Ottawa, le milieu et les réseaux d'amitiés qu'ils établissent en Amérique et qu'ils maintiennent en Europe, leur accord avec le climat politique qui prévaut au Vatican. Les biographies des représentants pontificaux - rédigées sur la base de l'analyse des éléments indiqués ci-dessus - permettront aux historiens de comparer les diverses expériences de ces délégués dans le but d'esquisser un cadre d'ensemble de l'action politique du Vatican vers le Canada⁵. Dans cette perspective méthodologique, Matteo Sanfilippo a entrepris une étude biographique du premier délégué permanent, Falconio⁶. Dans cet article j'examinerai quelques moments de la vie du successeur de Falconio, Donato Sbarretti, délégué pendant les années 1903-1910⁷.

mission de Mgr Conroy», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33, 4 (1980), p. 499-519, et Roberto Perin, «Troppo Ardenti Sacerdoti: the Conroy Mission Revisited», *Canadian Historical Review*, 61, 3 (1980), p. 283-304.

⁵ Cf. le premier chapitre de ce volume.

⁶ Cf. le sixième chapitre de ce volume, ainsi que Matteo Sanfilippo, «Falconio, Diomedea», dans *Dizionario Biografico degli Italiani*, XLIV, Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 1994, p. 393-396. Un autre exemple de cette approche biographique à l'étude des prélats italiens qui ont visité le Canada est représenté par Matteo Sanfilippo, «Monsignor Pisani e il Canada (1908-1913)», *Annali Accademici Canadesi*, 6 (1990), p. 61-75, qui contient aussi des références à Sbarretti.

⁷ Les recherches sont fondées sur la documentation conservée aux ASV (Segr. Stato et ANC) et aux APF; pour une introduction à ces fonds voir Monique Benoit et Matteo Sanfilippo, «Sources romaines pour l'histoire de l'église catholique du Canada: le pontificat de Léon XIII (1878-1903)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 1 (1990), p. 85-96, et *L'Amérique du Nord française dans les archives religieuses de Rome 1600-1922. Guide de recherche*, sous la direction de Pierre Hurtubise, Luca Codignola et Fernand Harvey, Québec, PUL, 1999.

1. MINUTANTE À LA PROPAGANDE

Donato Sbarretti naît le 12 novembre 1856 à Montefranco, petit village de l'Ombrie dans la Val Nerina près de Terni où la famille possède quelques terres. Il fait ses études au séminaire de son diocèse, Spoleto, et au Séminaire Romain et prononce ses vœux à 23 ans. Après l'ordination il décroche une licence de Docteur en théologie et *utroque iure*. A Rome, il s'introduit dans le milieu ecclésiastique sans doute avec l'aide de son oncle, le cardinal Enea Sbarretti⁸. Son premier poste, relevé par l'*Annuario Pontificio* de 1885 est celui de *minutante* à la Congrégation de la Propagande: c'est à dire officier chargé de préparer les dossiers pour les décisions des cardinaux et du secrétaire dans les *Congregazioni Generali* et de participer aux débats sur les matières de moindre importance dans les *Congressi*. La même année 1885, le Collège Urbain (le prestigieux séminaire de la Propagande pour l'éducation du clergé missionnaire) accepte sa candidature au poste de professeur de Philosophie Morale. Il a alors 29 ans. Entre-temps, il devient chanoine de Sainte-Marie ad Martyres, l'église du Panthéon⁹.

Son travail à la Propagande se poursuit pendant huit ans jusqu'en 1893. Selon le partage des compétences dans la Congrégation, il était chargé de traiter surtout les affaires américaines et orientales. Il est presque impossible d'identifier, même avec la recherche la plus minutieuse, les documents élaborés par Sbarretti. Rarement, l'obscur travail du *minutante* laisse des traces dans les minutes des lettres et des

⁸ Pendant le pontificat de Léon XIII, qui était originaire de Pérouse, on assiste à l'infiltration massive de prélats de l'Ombrie dans les hautes sphères du Vatican, cf. Claude Prudhomme, «Léon XIII et la curie romaine à l'époque de Rerum Novarum», dans *Rerum Novarum. Ecriture, contenu et réception d'une encyclique*, Actes du colloque international, Rome, École Française de Rome, 1997, p. 29-48.

⁹ Notices «S. Cristóbal de Havana» et «Ephesus», dans Remigius Ritzler et Primum Sefrin, *Hierarchia Catholica*, VIII, 1846-1903, Patavii, Il Messaggero di S. Antonio, 1979; ASV, DASU IV, 32a; APF, Acta, 254 (1885), f.79a; d'après les Registres du Collège Urbain, Sbarretti aurait commencé à enseigner au début des années 1880.

rapports du secrétaire de la Congrégation¹⁰. On trouve néanmoins quelques références directes sur Sbarretti. En 1888 il s'engage activement dans la rédaction du dossier sur l'érection de la province ecclésiastique de St. Paul, Minnesota, proposée par l'évêque John Ireland (un prélat appuyé par les évêques 'libéraux' américains que nous retrouverons plus loin)¹¹. En 1890 Michael Francis Howley, préfet apostolique de St-Georges, Terre-Neuve, présente une requête adressée à «Monsignor Sbarretti. Bureau des Affaires du Canada», ce qui montre bien le partage du travail entre les officiers de la Propagande¹².

2. AUX ÉTATS-UNIS

En 1893, la Secrétairerie d'État décide de rendre permanente la délégation apostolique de Washington, tenue depuis six mois par Francesco Satolli. Deux membres du personnel de la Propagande partent alors pour la capitale fédérale: l'ex-*minutante* Sbarretti, désigné le 8 février 1893 en tant qu'auditeur de la délégation, et Ettore Papi secrétaire. Sbarretti rédige alors une liste des livres, surtout de théologie et de droit, que la Propagande emprunte à la délégation et que le nouvel auditeur amène avec lui aux États-Unis¹³. A cette occasion, on trouve une preuve indirecte de la participation active de Sbarretti aux affaires américaines dans les remerciements que Satolli adresse au préfet de la Congrégation, Ledochowski: «Je suis particulièrement heureux pour Mgr Sbarretti; mais je dois avertir que sa renommée ne l'a pas favorablement précédé; encore moins donc a plu sa désigna-

¹⁰ Le fonctionnement de la bureaucratie de la Propagande à l'époque de Léon XIII a été analysé à fond par Claude Prudhomme, *Stratégie missionnaire du Saint-Siège sous le pontificat de Léon XIII. Centralisation romaine et défis culturels*, Rome, École Française de Rome, 1994; voir surtout la première partie *La Propagande: Radiographie d'une machine administrative*.

¹¹ Gerald P. Fogarty, s.j., *The Vatican and the American Hierarchy from 1870 to 1975*, Stuttgart, Anton Hiersemann, 1982, p. 44.

¹² APF, C, AS, 31 (1889-1890), f. 922-923.

¹³ APF, NS, 459 (1908), f. 510-511.

tion». Satolli espère toutefois que Sbarretti pourra par ses qualités dissiper les doutes, gagner le respect et la confiance de tous¹⁴. On peut en déduire que l'activité de Sbarretti à la Propagande, qui jusqu'à présent nous échappe, était considérable et qu'il y avait de lourdes responsabilités. Il faut remarquer au passage l'importance pour l'établissement de liens personnels, des entrevues directes entre les évêques - qui se rendaient périodiquement à Rome - et les officiers de la Propagande¹⁵. Il est probable que la connaissance de l'anglais ait favorisé la participation de Sbarretti à ces rendez-vous et l'ait mis directement en contact avec la hiérarchie américaine.

Sbarretti arrive aux États-Unis à la fin du mois de mars 1893. Une lettre à Ledochowski datée du 30 juin nous révèle la vision que l'auditeur de la délégation s'est faite de l'Amérique: il observe que «le sentiment religieux est très vif, les catholiques sont pleins de foi et très dévots au Saint-Siège». Selon Sbarretti, les protestants n'ont pas de préjugés contre l'Église; en revanche, ils admettent que l'Église catholique est beaucoup mieux organisée que leurs sectes fragmentées. De plus, «Sa Sainteté jouit auprès d'eux [les protestants] d'un grand prestige». A l'appui de ces affirmations, il raconte sa première visite à un diocèse américain: à Trenton, New Jersey, Sbarretti participe avec Satolli à l'inauguration d'une statue et s'étonne beaucoup du bain de foule réservé aux autorités ecclésiastiques. Deux éléments le frappent surtout: les catholiques avec les enseignes de leurs sociétés nationales et la participation à la fête de la majorité de la population de la ville, protestants compris. Le club catholique organise une soirée en l'honneur du délégué et toutes les personnalités éminentes de la ville sont invitées: plusieurs protestants y sont présents, «de même qu'un Juif» ajoute-t-il. Sbarretti remarque donc une grande différence d'atmosphère par rapport au climat anticlérical italien et entrevoit d'heureu-

¹⁴ Ibidem, f. 519-520.

¹⁵ Monique Benoit a fourni un tableau très vivant de ce type de contacts: «Tribulations des évêques canadiens à la fin du XIX^e siècle à travers les Archives de la Propagande», *Annali Accademici Canadesi*, 3-4 (1987-1988), p. 81-86.

ses perspectives d'expansion pour l'Église catholique¹⁶.

On possède peu de documents sur les premières années de travail de Sbarretti à la Délégation aux États-Unis. Elles sont ainsi très difficiles à étudier. Comme pour celle de *minutante* à la Propagande, son activité d'auditeur à la délégation reste cachée derrière les démarches officielles du délégué et il faudrait dépouiller minutieusement les archives de la délégation qui sont encore en cours de classement aux Archives du Vatican. On sait qu'il ne quitte pas les États-Unis avant le mois de juin de 1898, pour se rendre en Italie dans sa famille¹⁷. Entre-temps, en 1895 il reçoit le titre de camérier secret de Sa Sainteté¹⁸. Les délégués Satolli puis Martinelli, lui confient des tâches délicates comme celle qui consiste à réconcilier la communauté catholique polonaise de Detroit en 1894¹⁹. Certes, Sbarretti est mêlé aux grandes questions qui troublent le catholicisme américain. Il est bien connu qu'à la fin du XIX^e siècle l'épiscopat des États-Unis est divisé sur la manière de conjuguer les principes de l'Église avec les caractères particuliers de la société américaine, c'est la fameuse 'crise américaniste'. Deux camps se forment: d'une part les 'libéraux' de John Ireland, évêque de St. Paul de Minnesota, et de Denis O'Connell, recteur du Collège Nord-Américain de Rome, avec l'appui du cardinal Gibbons; de l'autre, les 'conservateurs' dont les leaders sont les archevêques Michael Augustine Corrigan (New York) et Bernard McQuaid (Rochester).

Au début des années 1890, Léon XIII et son secrétaire d'État Mariano Rampolla del Tindaro entreprennent une politique d'ouverture à l'égard des républiques laïques telles que la France et les États-Unis. Les 'libéraux' américains, qui ont déjà établi de bons rapports avec l'envoyé temporaire Satolli, encouragent cette attitude afin d'obtenir l'établissement de la Délégation permanente, qui, dans leur esprit, devait les soutenir. De l'autre côté, Mieczyslaw

¹⁶ APF, NS, 27 (1893), f. 459-460.

¹⁷ APF, NS, 145 (1898), f. 499-502.

¹⁸ Notice «St. Cristóbal de Havana» et ASV, DASU IV, 32a.

¹⁹ APF, NS, 31 (1894), f. 251-253.

Ledochowski, préfet de la Propagande et favorable à une politique conservatrice, s'oppose à la démarche et appuie les évêques hostiles à la Délégation. Cette friction entre Secrétairerie d'État et la Propagande n'est pas sans conséquences: au début de janvier 1893, Rampolla établit la délégation mais Ledochowski peut imposer deux hommes de la Propagande, Sbarretti et Papi. Le candidat de Satolli et des libéraux pour le poste de secrétaire, Frederick Z. Rooker, vice-recteur du Collège Nord-Américain, est écarté, ce qui explique les appréciations peu enthousiastes de Satolli sur Sbarretti, citées plus haut. L'établissement de la délégation permanente est donc une tentative pour Rome d'intervenir directement dans le débat à l'intérieur du catholicisme américain et surtout de prévenir tout risque de poussées centrifuges. L'action de Ledochowski constitue un avertissement pour les libéraux: ils ne peuvent disposer de la délégation selon leur bon plaisir²⁰. Sbarretti est-il donc l'agent de Ledochowski à Washington? Ce n'est pas tout à fait vrai, même s'il est difficile de dégager sa position particulière. Dans la seule lettre que nous avons trouvée, adressée en octobre 1893 à un cardinal non identifié, Sbarretti exprime sa satisfaction pour le ralliement, en cours, de l'épiscopat américain après le récent congrès catholique de Chicago. Tous les évêques acceptent désormais la présence du délégué dont Sbarretti suggère de renforcer l'action en lui donnant des facultés – les pouvoirs spirituels – plus amples que celles des évêques²¹. Il s'agit donc d'une position prudente, mais pas hésitante, et significative sur l'importance du rôle de la délégation qui doit s'imposer au-dessus des querelles.

Au cours des années suivantes, la politique du Vatican s'oriente de plus en plus contre les américanistes. Satolli, qui avait modifié sa po-

²⁰ Pour l'établissement de la Délégation aux États-Unis et les divisions de l'épiscopat américain, cf. Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 115-142; Matteo Sanfilippo, *L'affermazione del cattolicesimo nel Nord America. Elite, emigranti e chiesa cattolica negli Stati Uniti e in Canada, 1750-1920*, Viterbo, Sette Città, 2003.

²¹ APF, NS, 459 (1908), f. 556-558.

sition, est nommé cardinal et rappelé à Rome. Sbarretti reste à son poste sous le successeur, Sebastiano Martinelli. Malheureusement, on en connaît que très peu sur notre auditeur durant le mandat du deuxième délégué. Certes, il suit les changements de la politique du Vatican et, par conséquent, se trouve dans le milieu ecclésiastique fortement opposé aux 'libéraux' comme Ireland, dont l'appui à la politique des républicains est désormais presque total. Sbarretti ne reste pas hors de la mêlée et cherche lui-même des contacts politiques qui lui seront utiles dans le futur.

3. CUBA

Une phase décisive de sa carrière se déroule à l'occasion de la guerre hispano-américaine. Cuba, Porto Rico et les Philippines tombent sous la juridiction des États-Unis. On soulève alors le problème général de la condition de l'Église et des questions particulières sur les propriétés ecclésiastiques, sur les mariages civils et sur le système scolaire²². Sbarretti, qui avait suivi l'affaire de Washington, comme auditeur²³, est désigné évêque de San Cristóbal de La Havane. La désignation ne va pas sans difficulté et les procédures se déroulent de novembre 1899 à février 1900. Les Cubains ne veulent pas un évêque étranger craignant des manœuvres politiques de la part de particuliers américains. L'appui décisif semble venir du Général Wood, ex-gouverneur de Cuba, et de Roosevelt, alors gouverneur de New York. Le procès canonique a lieu à Washington sous la direction de Martinelli: des remarques biographiques, d'ailleurs excellentes, on apprend que Sbarretti ne connaît pas trop l'espagnol et qu'il n'a jamais exercé la cure

²² John Hennessy, *American Catholics*, New York, Oxford University Press, 1981, p. 217-219.

²³ Citons un épisode significatif: en décembre 1898, Ireland prononça un discours, cohérent avec sa politique favorable aux républicains, dans lequel il affirme que la condition de la religion à Cuba se serait beaucoup améliorée sous les États-Unis. Les journaux publièrent la nouvelle que deux membres de la Délégation étaient présents à l'occasion, ce qui aurait signifié l'approbation du Vatican. Sbarretti s'empressa d'écrire directement à Rampolla afin de démentir les journaux; ASV, Segr. Stato, 1899, rubr. 280, liasse 3, f. 101 et 107.

d'âmes²⁴. Le 27 novembre 1899, dans sa lettre de congé à Ledochowski – Cuba ne relève pas de la Propagande – il se montre quelque peu gêné de sa nouvelle charge et souligne que «la mission que le St. Père [*sic*] lui a soudainement confiée est des plus difficiles dans les circonstances actuelles. Les affaires de l'île ne sont pas réglées. On traverse une période de transition. Des éléments hétérogènes se combattent: aspirations politiques opposées, préjugés de nationalité et de race. Même les conditions religieuses n'y sont pas meilleures. Il faut de la fermeté et du tact extrêmes, et de la prudence aussi pour ne pas heurter les susceptibilités»²⁵. Il ne semble pas avoir suivi ses propres conseils: en mars 1900, Martinelli doit rassurer les catholiques cubains en leur affirmant que Sbarretti est un bon évêque qui s'est rendu auprès d'eux pour la cure des âmes et non pas, comme il l'a déclaré à son arrivée, pour s'occuper des affaires politiques²⁶.

Cette gaffe de Sbarretti montre bien son attitude un peu superficielle. Il entrevoit son action comme entièrement liée aux manœuvres de la grande diplomatie et manque d'attention pour les situations réelles dans lesquelles il doit opérer.

L'activité de Sbarretti à Cuba se poursuit en 1900 et 1901. Il serait trop long de décrire ici toutes les phases révélées dans les dossiers des archives de la Délégation Apostolique aux États-Unis. Deux lettres adressées à un ami anonyme de Washington au printemps 1900 montrent cependant la satisfaction de Sbarretti quant au déroulement de sa mission et sa résistance à l'opposition des Cubains, car les querelles ne manquent pas²⁷. Dans une lettre du 16 avril 1902 à Rampolla, Ireland rapporte les critiques répandues aux États-Unis au sujet de l'action de Sbarretti à Cuba. Plusieurs irrégularités auraient eu lieu à l'abri des contrats signés entre les représentants des États-Unis et Sbarretti sur les biens ecclésiastiques. De tout cela, le secrétaire de Sbarretti, Bo-

²⁴ ASV, DASU IV, 32a.

²⁵ APE, NS, 459 (1908), f. 597-598.

²⁶ ASV, DASU IV, 32a.

²⁷ ASV, DASU II, 25.

naventure Broderick aurait tiré un gain personnel de 2500 dollars en procurant à un homme d'affaires américain un contrat signé par son évêque²⁸. Dans un télégramme du 1^{er} novembre 1901 Ireland avançait déjà le soupçon d'une probable ingérence de Sbarretti dans cet imbroglio²⁹. C'est en particulier chez Elihu Root, secrétaire de la défense des États-Unis, que Sbarretti suscite une véritable aversion. Root prie Ireland de communiquer sa mauvaise opinion à Rampolla³⁰. Bref, dès ses débuts à un poste de responsabilité, que lui-même considérait comme un passage, Sbarretti a obtenu des résultats - qui laissent toutefois encore incertain l'avenir de l'Église cubaine, comme le souligne Ireland³¹ - au prix d'un conflit avec l'*establishment* politique américain. Au début de novembre 1901, Sbarretti quitte la Havane pour se rendre à Rome via Washington.

4. PHILIPPINES

En 1901, de grands événements transforment le panorama américain. L'assassinat du président McKinley porte à la Maison Blanche Theodore Roosevelt. Peu de jours après, Sbarretti écrit de la Havane à Rampolla qu'il a de bons rapports avec le nouveau président qui l'a soutenu pour l'évêché de Cuba et a appuyé ses propositions au sujet des propriétés ecclésiastiques et du mariage civil³². Deuxième événement important, on pose les bases de l'envoi d'une mission diplomatique américaine, sous la direction du gouverneur des Philippines, William Howard Taft, afin de régler le différend sur les propriétés des ordres religieux dans l'Archipel³³. Le grand promoteur de cette mission est

²⁸ ASV, Segr. Stato, 1903, rubr. 280, liasse 2, f. 33-36.

²⁹ Ibidem, liasse 3, f. 165.

³⁰ Ibidem, liasse 2, f. 33-36.

³¹ Ibidem, liasse 3, f. 183-187.

³² ASV, Segr. Stato, 1902, rubr. 280, liasse 3, f. 23-25.

³³ Sur la mission Taft cf. Edward F. Goss, s.j., «The Taft Commission to the Vatican, 1902», *Records of the American Catholic Historical Society of Philadelphia*, 46 (1935), p. 183-201; John T. Farrell, «Background of the 1902 Taft Mission to

John Ireland qui est en contact direct avec Rampolla. Le retour de Sbarretti à Washington coïncide avec la phase critique de l'organisation de la mission. Ireland est très gêné par l'opposition à ce projet de la part des milieux conservateurs, ralliés autour de Corrigan, avec lesquels Broderick, le secrétaire de Sbarretti sympathise. Une telle mission a une valeur qui dépasse le problème spécifique des Philippines en vue d'un lien stable et solide entre Washington et le Saint-Siège³⁴. Les adversaires d'Ireland voient dans cette démarche une implication excessive du Vatican avec la classe politique américaine au pouvoir. Au cours des tractations, Rampolla soutient pleinement l'action préparatoire d'Ireland. Un échange frénétique de télégrammes a lieu les 1 et 2 novembre. Averti par l'évêque de St-Paul que Sbarretti va arriver à Washington pour s'occuper de l'affaire des Philippines, Rampolla envoie un télégramme au délégué Martinelli lui ordonnant d'empêcher à Sbarretti de s'ingérer dans une question à laquelle il n'a aucune autorité³⁵. Le 3 novembre Ireland écrit une lettre à Rampolla l'informant que tout se passe bien et le remerciant pour son intervention contre Sbarretti. «Le secrétaire de celui-ci [Broderick] arriva subitement à Washington, déterminé à entrer tout de suite en négociations avec le gouvernement pour les affaires des Philippines, et annonçant que dans quelques jours Mgr. Sbarretti serait ici lui-même dans le même but». Sous un prétexte quelconque Ireland réussit à détourner Broderick d'une rencontre avec les hommes politiques: «Ce qui rendait la chose plus ennuyeuse c'est que le secrétaire ne se cachait pas d'être anxieux de mettre de côté toute entremise de ma part, afin, disait-il à des amis, de réserver toute la gloire à Mgr Sbarretti. Mgr. Sbarretti est habile, mais trop hâtif, quelquefois hâtif jusqu'à l'imprudence. S'il s'était confié d'avantage [sic] au gouvernement américain et moins aux alliés

Rome», *Catholic Historical Review*, 36 (1950), p. 1-22, et Frank T. Reuter, *Catholic Influence on American Colonial Policies: 1898-1904*, Austin, University of Texas Press, 1967.

³⁴ ASV, Segr. Stato, 1903, rubr. 280, liasse 2, f. 2-98.

³⁵ *Ibidem*, f. 166-167.

politiques, il aurait pu gagner son cas avec beaucoup moins de dépens. Son secrétaire avait de temps en temps la folie de dire que Mgr Ireland ne devait avoir aucune part dans les négociations». Ireland ne laisse pas échapper l'occasion de suggérer aux gouvernants américains de régler les affaires cubaines avant de se retirer de ce pays, faisant ainsi allusion aux dégâts provoqués par Sbarretti. Le souci principal d'Ireland est que les interventions à la légère de Broderick ne compromettent pas l'attitude amicale de plusieurs personnages influents. «Jusqu'à quel point Mgr Sbarretti lui-même était responsable du langage de son secrétaire, je ne suis pas à même de dire»³⁶.

Entre-temps, la nouvelle que Sbarretti serait le délégué aux Philippines s'est répandue. Ireland espère, rapportant à Rampolla les auspices de Root³⁷, que Sbarretti ne se rendra pas à Manille avant l'accomplissement de la mission Taft à Rome. Rampolla est d'accord et attend Sbarretti au Vatican avec l'intention de le retenir jusqu'à la fin de la négociation. En effet, Roosevelt voulait que l'épiscopat et le délégué pontifical fussent américains aux Philippines et il avait déjà fait des démarches en ce sens³⁸. Cette ingérence de l'administration américaine dans les désignations épiscopales, favorisée par le rapport préférentiel avec Ireland, gênait quelque peu la hiérarchie et une partie du milieu catholique. Même au Vatican on tenait compte de ce point de vue bien que le rendez-vous avec Taft fût désormais approuvé. Probablement le plan de Rampolla était d'envoyer un délégué italien, Sbarretti, aux Philippines, mais d'empêcher que l'ambition de celui-ci fût échouer la mission diplomatique américaine à Rome.

Sbarretti revient donc à Rome où il reçoit le 16 décembre 1901 le titre d'archevêque titulaire d'Éphèse³⁹. Sa désignation à la délégation

³⁶ ASV, Segr. Stato, 1903, rubr. 280, liasse 3, f. 183-187.

³⁷ Thomas O'Gorman, l'évêque de Sioux Falls qui accompagnera Taft au Vatican, informe Ireland que Roosevelt, Taft e Root étaient d'accord pour repousser toute entremise de Sbarretti; ASV, Segr. Stato, 1903, rubr. 280, liasse 2, f. 33-36.

³⁸ ASV, Segr. Stato, 1903, rubr. 280, liasse 2, f. 2-98.

³⁹ Notice «Ephesus», dans *Hierarchia Catholica*, VIII.

aux Philippines reste en sursis jusqu'au 15 février 1902. Le 17 mars Rampolla informe Ireland qu'il ne peut plus retenir Sbarretti puisque l'administrateur du diocèse de Manille en demande la présence. Sbarretti, écrit Rampolla, passera à Washington et rendra visite à Roosevelt mais sans aucune autorité pour traiter des affaires de la mission Taft⁴⁰. Toutefois, à maintes reprises, Ireland demande à Rampolla de ne pas faire partir Sbarretti⁴¹. Il est désormais évident que l'administration américaine est absolument hostile à Sbarretti. La nouvelle d'un présent de Léon XIII à Mme Roosevelt, remis par Sbarretti à la Maison Blanche le 7 avril, est cachée à l'opinion publique soit parce que les négociations sont en cours soit parce que Sbarretti est considéré *persona non grata* par le Président⁴². Le 16 avril Ireland écrit encore à Rampolla. Il affirme n'avoir rien de personnel contre Sbarretti mais ajoute que la présence de celui-ci à Washington est une source d'inquiétude. Plusieurs catholiques, excités par Broderick, affirment qu'il est inutile d'envoyer une mission à Rome et que Sbarretti peut régler tout à Manille. Selon Ireland, il s'agit d'une manœuvre de ceux qui s'opposent en principe au succès diplomatique de Roosevelt avec le Vatican. A propos de Broderick – «ce secrétaire a en plus d'une occasion fait le malheur de Mgr Sbarretti» – Ireland relate les critiques sur les irrégularités commises à Cuba dont nous avons parlé ci-dessus⁴³. Le même 16 avril Sbarretti envoie un télégramme à Rampolla se plaignant de l'opposition de Ireland, mais la réponse du secrétaire d'État ne laisse aucun espoir: le 19 avril Rampolla somme Sbarretti et son secrétaire de se retirer dans une maison religieuse⁴⁴. Il semble donc qu'il n'ait jamais mis les pieds à Manille, bien qu'on eût déjà expédié là-bas plusieurs caisses de livres⁴⁵. A sa place, on désignera un autre

⁴⁰ ASV, Segr. Stato, 1903, rubr. 280, liasse 3, f. 195-196.

⁴¹ ASV, Segr. Stato, 1902, rubr. 283.

⁴² ASV, Segr. Stato, 1902, rubr. 283, liasse 5, f. 12-13.

⁴³ ASV, Segr. Stato, 1903, rubr. 280, liasse 2, f. 33-36.

⁴⁴ ASV, Segr. Stato, 1902, rubr. 283.

⁴⁵ ASV ANC 138, 2.

Italien et la hiérarchie épiscopale sera, comme prévu par le compromis avec Taft, entièrement américaine. En août, tandis que la mission Taft est à Rome, Sbarretti est en attente d'un poste et se déclare prêt à accepter avec soumission n'importe quelle destination proposée par ses supérieurs. Rampolla lui répond un mois après, le 18 septembre, en lui annonçant la désignation à la délégation au Canada⁴⁶.

5. LE CANADA

Sbarretti arrive à Ottawa après des années bien difficiles. Il ne peut pas rester aux États-Unis. Malgré le manque de documents sur ce point, on ne peut s'empêcher de supposer que le Vatican pensait à Sbarretti pour le siège de Washington, si celui-ci avait gardé de bons rapports avec la hiérarchie catholique et l'administration américaines. Quinze ans passés aux affaires des États-Unis, à la Propagande et à la Délégation, ont été un entraînement remarquable mais qui ne sera pas exploité. Le siège de Washington, resté vacant après l'élévation de Martinelli au cardinalat⁴⁷, aurait été plus prestigieux que celui d'Ottawa. En effet, même dans la correspondance officielle, on parle de promotion à propos du transfert de Diomedeo Falconio d'Ottawa à la capitale des États-Unis. Ireland lui-même s'étonne de l'arrivée du franciscain Falconio. A ses yeux, un membre d'un ordre mendiant n'a pas l'éducation et les capacités pour remplir la fonction de représentant du Pape dans un siège tel que Washington. Évidemment, on pensait qu'une telle place était réservée à un brillant diplomate de la meilleure tradition du Vatican. Celui-ci aurait-il dû être Sbarretti? C'est probable mais nous sommes incapables de l'affirmer avec certitude.

La désignation de Sbarretti à Ottawa fut compliquée par un événement inexpliqué. Il semble que l'entrevue au Vatican entre Laurier et Léon XIII du 19 septembre 1902 ait retardé de deux mois sa prise de fonction. Le jour suivant, la Secrétairerie d'État infor-

⁴⁶ ASV, Segr. Stato, 1902, rubr. 283.

⁴⁷ Signalons au passage le fait que le titre d'archevêque titulaire d'Éphèse est passé directement de Martinelli à Sbarretti: notice «Ephesus».

me en effet la Propagande que le Pape veut suspendre l'envoi de la dépêche à Sbarretti qui se trouve à Washington. Seulement le 16 décembre Girolamo Gotti, nouveau préfet de la Propagande, lui transmet la nouvelle de sa désignation: Sbarretti part pour Ottawa le 2 janvier 1903⁴⁸.

L'accueil qu'il reçoit lui laisse une très bonne impression. L'archevêque de la capitale, Thomas Duhamel, et le ministre de l'Intérieur, Clifford Sifton, l'attendent à la gare⁴⁹. Les jours suivants arrivent à la Délégation d'Ottawa les lettres de bienvenue de l'épiscopat. Paul Bruchési de Montréal rappelle l'existence d'amis en commun à Rome et Sbarretti lui répond: «Il me tarde de vous rencontrer et de causer de nos amis d'outre-mer». Hermann Bruneault de Nicolet est heureux que le délégué soit un Italien pour la deuxième fois. Quelques évêques exaltent l'action de Sbarretti aux États-Unis et surtout le règlement des affaires cubaines⁵⁰. Les journaux catholiques publient une biographie où l'on insiste sur cet aspect. Même le secrétaire de la Délégation, Alfred A. Sinnott, rédige un abrégé dans lequel Sbarretti est présenté comme celui qui a sauvé à Cuba le droit matrimonial tridentin, les propriétés de l'Église, les hôpitaux et les couvents de religieux. D'après Sinnott, Sbarretti aurait quitté Cuba en héros tout en restant en très bons termes avec le général Wood et Roosevelt⁵¹. Dans ces biographies on ne parle jamais de sa désignation à la délégation des Philippines. Il est à remarquer que la situation cubaine – telle que décrite dans la lettre de Sbarretti à Ledochowski du 1899 citée plus haut – peut offrir des éléments de comparaison avec celle du Canada. Nous ne faisons allusion qu'à la présence à Cuba et au Canada de diversités nationales, ethniques et politiques et surtout à la nécessité, ici et là, de traiter des questions avec le gouvernement et d'avoir gain de cau-

⁴⁸ APF, NS, vol. 265, 1903, rubr. 265, f. 16-26.

⁴⁹ Ibidem, f. 27-30.

⁵⁰ ASV, ANC 138, 1.

⁵¹ ASV, ANC, Protocollo 2.

se. Trois évêques (Langevin, Bégin et Larocque) soulignent dans leur lettre de bienvenue que la principale raison d'être de la Délégation au Canada est la question scolaire au Manitoba. Il est donc évident qu'on veut donner aux catholiques canadiens l'image d'un Sbarretti, négociateur habile et efficace.

Peu après son arrivée, Sbarretti reçoit les instructions de la Propagande. Elles constituent une simple mise à jour de celles autrefois données à son prédécesseur Falconio. Le souci principal de la Congrégation est de ne pas heurter les évêques et de chercher «à établir une collaboration intime et confiante» dissipant toute ombre de dissension surtout au début du mandat. Le délégué doit être pour les évêques «un appui, un soutien et un anneau de jonction avec le Saint-Siège»; la Propagande recommande donc un usage assez discret des pouvoirs afin que les évêques ne voient ni ne soupçonnent dans l'action du délégué la moindre limitation à leur souveraineté, surtout dans les affaires mineures. Dans les questions importantes le délégué est tenu de s'adresser à la Propagande pour prendre des instructions. Enfin, il faut chercher à ne jamais s'élever contre les autorités laïques sans toutefois compromettre les droits de l'Église. Des questions particulières sont aussi traitées: la législation scolaire au Manitoba et dans les nouvelles provinces à former; l'accord entre les catholiques français et anglais; l'organisation du Concile plénier canadien et l'amélioration des séminaires⁵².

On peut dégager un bilan de l'action de Sbarretti au Canada et de sa conduite de deux de ces affaires, la question manitobaine et le Concile plénier, qui traversent toute la période de son mandat. La question scolaire au Manitoba est une lourde hérédité sur les épaules du délégué. Ses prédécesseurs Merry del Val et Falconio n'avaient pas réussi à régler la question et à Rome comme au Québec on attendait encore un règlement définitif du problème. La question est très compliquée et les archives conservent beaucoup de documents à ce sujet. Cette documentation supplémentaire semble confirmer les lignes interprétatives

⁵² APF, NS, 265 (1903), f. 31-37.

indiquées jusqu'à présent par l'historiographie. Nous nous bornerons à suivre l'attitude de Sbarretti vis-à-vis de Wilfrid Laurier à travers quelques documents⁵³. Au début de son mandat, Sbarretti cherche à faire pression sur Laurier qui toutefois ne veut pas se mêler d'un problème à caractère provincial. Entre-temps, Sbarretti doit faire face aux initiatives de l'archevêque de Saint-Boniface, Adélarde Langevin comme, par exemple, à l'occasion de la proposition de celui-ci d'envoyer un message à Édouard VII pour lui demander un appui. Il s'ensuit un débat entre les archevêques dans lequel Sbarretti embrasse la position prudente des prélats ontariens⁵⁴. En octobre 1903 le délégué fait le voyage de l'Ouest et a un rendez-vous avec le premier ministre manitobain, le conservateur Roblin, qui l'invite à tenir la question hors des controverses politiques et à chercher une entente avec Laurier⁵⁵. Mais au cours de l'hiver toute démarche est inutile: Sbarretti s'aperçoit que Laurier a donné une fausse interprétation à ses propositions d'amendement à la loi. Dans la lettre à Gotti du 8 février 1904, le délégué se montre déçu⁵⁶. L'affaire est ajournée à l'année suivante lors de la formation projetée de deux nouvelles provinces dans l'Ouest⁵⁷.

En 1905, quand il s'agit de rédiger les articles sur les écoles dans les constitutions de l'Alberta et de la Saskatchewan, Laurier est en difficulté au Parlement. Richard William Scott, secrétaire d'État, écrit à Merry del Val⁵⁸ et Sbarretti en informe Gotti⁵⁹. Dans la même lettre

⁵³ Ramsay Cook a analysé la correspondance entre Sbarretti et Laurier en utilisant les *Laurier Papers* pour son article «Church, Schools and Politics in Manitoba, 1903-1912», *Canadian Historical Review*, 39, 1 (1958), réimprimé dans Craig Brown, *Minorities, Schools and Politics*, Toronto, UTP, 1969, p. 19-41.

⁵⁴ APF, NS, 333 (1905), f. 293-441.

⁵⁵ Ibidem, f. 451-453.

⁵⁶ Ibidem, f. 471-473.

⁵⁷ Voir la correspondance entre le délégué et le premier ministre (mars-mai 1904), ASV, Spogli dei Cardinali, Merry del Val, liasse G.

⁵⁸ APF, NS, 333 (1905), f. 504-505.

⁵⁹ Ibidem, f. 522-533.

le délégué se plaint d'être attaqué à la fois par les Orangistes et les Catholiques. A l'occasion du sacre de Zotique Racicot, évêque auxiliaire de Montréal, qui réunit dix-huit évêques, il obtient toutefois un ralliement de l'épiscopat, avec une déclaration explicite de soutien à son égard par Bruchési. A la suite de cela, le délégué écrit à Laurier une lettre de condamnation du projet de loi⁶⁰. En juillet, Sbarretti peut communiquer à Rome que Laurier a changé l'article de la loi dans un sens plus favorable à l'Église⁶¹. Gotti se félicite à l'égard du délégué⁶². Pour l'épiscopat francophone ce n'est pas une victoire, même si les évêques, Langevin excepté, gardent le silence à cette occasion. En effet, il s'agit d'un tournant de l'activité de Sbarretti sur cette question. Langevin le rappellera dans une discussion épistolaire en 1912 avec le nouveau délégué Francesco Pellegrino Stagni. L'archevêque de Saint-Boniface critiquera durement Sbarretti dénonçant le fait que celui-ci a accepté une clause fatale, à savoir celle qui consacrait le principe des écoles séparées non confessionnelles, en engageant l'épiscopat à sauver le gouvernement Laurier d'une crise inévitable. Cette démarche était considérée comme nécessaire par Sbarretti qui l'imposa à la réunion des archevêques en mai 1905⁶³. Il appert donc que Sbarretti, comme ses prédécesseurs, s'appuyant sur Laurier accepte enfin un compromis⁶⁴. En effet, le 11 janvier 1906 dans sa lettre à Merry del

⁶⁰ Ibidem, f. 541-542 et 546-549.

⁶¹ Ibidem, f. 594-549.

⁶² Ibidem, f. 600.

⁶³ ASV ANC 71, 1/2; voir aussi Robert Choquette, «Adélarde Langevin et les questions scolaires du Manitoba et du Nord-Ouest 1895-1915», *Revue de l'Université d'Ottawa*, 46 (1976), p. 324-344.

⁶⁴ Dans le *Devoir* du 19 mai 1913, Henri Bourassa évoquera les circonstances de ces tractations dont il avait été un témoin direct grâce à ses rendez-vous avec Sbarretti. Dans l'article «Le Nationalisme et les Partis. III: Le conflit de 1905. M. Laurier, Mgr Sbarretti et les Nationalistes», le directeur du *Devoir* dénonce l'attitude acquiescent du délégué à l'égard de Laurier et les oscillations de celui-ci à cause des troubles de la politique canadienne. D'après Bourassa, Sbarretti était prêt à accepter un projet de loi moins favorable à l'enseignement religieux si cela

Val il souligne la difficulté de sa situation: même le peu de résultats atteints a provoqué le ressentiment des protestants contre une prétendue immixtion des catholiques en politique⁶⁵.

En 1906 on commence à évoquer la question de l'annexion au Manitoba d'une partie du district du Keewatin, qui jouit de la loi de 1875 pour les Territoires du Nord-Ouest, plus favorable aux écoles catholiques. A cette occasion, Sbarretti cherche à obtenir quelques modifications de la législation manitobaine à l'avantage de l'Église. Le 11 décembre 1906 Laurier exclut la possibilité de lien entre la question scolaire et le changement de frontières⁶⁶. Sbarretti, qui passe l'hiver en Italie, n'est toutefois pas de cet avis et renouvelle périodiquement sa requête. Dans sa correspondance avec son secrétaire Sinnott, resté à Ottawa, il pousse celui-ci à faire pression pour la modification des lois scolaires. Il se dit disposé à partir immédiatement si la situation le requiert⁶⁷. Entre-temps, le 29 décembre, Langevin accuse Sbarretti de timidité à l'égard de Laurier et les évêques Bruchési et Légal d'avoir soutenu le délégué⁶⁸. En février 1907 Laurier demande à Sbarretti d'appuyer son projet de loi; celui-ci refuse⁶⁹. Le délégué a déjà commencé une manœuvre pour se dégager de toute coresponsabilité

aurait sauvé le gouvernement libéral. Ce qui dérange le directeur du *Devoir* est que Sbarretti, en présentant sa «grande victoire» au Vatican, aurait affirmé que «M. Laurier aurait beaucoup mérité de l'Église et que les Nationalistes étaient des intransigeants dangereux», alors que, selon Bourassa, ces derniers ont été les seuls à lutter efficacement pour la défense des droits de l'Église. «Cette aventure m'a rendu circonspect dans mes relations avec les diplomates, clercs ou laïques»: ASV, Segr. Stato, 1913, rubr. 251, liasse 4, f. 130.

⁶⁵ ASV, Segr. Stato, 1906, rubr. 251, liasse 1.

⁶⁶ Laurier soutient que les désavantages pour l'Église dans la partie du Keewatin destiné au Manitoba sont compensés par les avantages dans celle à annexer à l'Ontario; APF, NS, 462 (1908), f. 306-307.

⁶⁷ Le séjour de Sbarretti en Italie se prolongea de mois en mois. Plusieurs voix parlaient de son rappel définitif à Rome; ASV, ANC, 138.16/1 et 16/2.

⁶⁸ APF, NS, 462 (1908), f. 319-325.

⁶⁹ Ibidem, f. 336-341.

dans l'affaire. Il prévient Merry del Val et Gotti, ainsi que Sinnott au Canada, qu'il ne reviendra pas à Ottawa avant la proposition au Parlement du projet de loi par Laurier. Les catholiques ne doivent pas penser que le délégué appuie le premier ministre⁷⁰. Laurier arrive à Rome au début de juin lorsque Sbarretti est sur le point de revenir au Canada. La rencontre officielle entre le Premier ministre et Merry del Val a lieu après le départ du délégué qui, à peine arrivé à Ottawa, se renseigne à Rome. Le secrétaire d'État lui répond que Laurier n'a nullement changé d'avis⁷¹.

Même si l'attitude du délégué envers Laurier peut sembler plus sévère, au fond rien ne change. Cela ne veut pas dire que Sbarretti ne suive pas les débats au Parlement et ne soulève pas constamment la question auprès du premier ministre pendant les deux dernières années de son mandat⁷². Dans cette phase, on assiste à la montée de l'opposition des évêques francophones au sein de laquelle Langevin est particulièrement actif. Le 15 février 1908 Gotti rassure Sbarretti en précisant qu'il a fait tout son possible pour le Keewatin⁷³. En 1909 Merry del Val soumet à Sbarretti un mémoire anonyme contre lui. On reproche au délégué le manque de collaboration avec les évêques à l'époque des négociations sur l'Alberta et la Saskatchewan en 1905. Maintenant, à l'occasion du débat sur le Keewatin, Sbarretti est accusé d'avoir favorisé Laurier en demandant à la presse de ne pas traiter l'affaire pendant quinze jours. Tout cela montre que la division entre le délégué et les évêques est en train de s'élargir. La réaction de Sbarretti le confirme: il ne croit pas que l'intervention de l'épiscopat soit utile. Conscient de ne pas représenter les idées des évêques francophones, il est toutefois sûr qu'adhérer à leurs prétentions entraînerait un grand

⁷⁰ Ibidem, f. 326-327 et 336-341.

⁷¹ ASV, ANC 73.1/2; ASV, Segr. Stato, 1907, rubr. 151, liasse 5, f. 154-156. L'interlocuteur officiel de Laurier, au niveau diplomatique, est le secrétaire d'État et non pas le délégué.

⁷² On peut en suivre le déroulement dans ASV, ANC 73.

⁷³ ASV, ANC 73, 1/4.

danger pour l'Église. Il souligne que depuis sept ans il ne fait que subir des attaques. Désormais, en 1909, il veut que le Vatican l'informe de la ligne de conduite à suivre pour ne pas être désarmé face aux critiques. Langevin, d'après Sbarretti, est dupé par les conservateurs du Manitoba, ce qui excite le ressentiment de Laurier et même des conservateurs d'Ottawa. Merry del Val répète son soutien au délégué: sa conduite au sujet des questions scolaires «a satisfait entièrement le Saint-Siège»⁷⁴.

L'appui de l'ancien délégué, maintenant secrétaire d'État, au délégué actuel est le signe d'une continuité de la politique du Vatican en cette matière. Il y a des lignes générales de conduite⁷⁵. En tout cas, la question scolaire était très probablement perdue pour des raisons politiques objectives telles que l'existence d'une majorité protestante et la suprématie des conservateurs solidement établis au Parlement manitobain. En ce qui nous concerne, c'est-à-dire l'examen des fondements de l'attitude de Sbarretti, il faut rappeler deux éléments.

En premier lieu, la tendance au compromis peut s'expliquer par la volonté générale de la diplomatie du Vatican de ne pas heurter les gouvernements des républiques nord-américaines. Cette attitude a été constante même lors du grand changement qui a marqué le passage du pontificat de Léon XIII à celui de Pie X. Sans doute, Sbarretti n'avait-il pas les moyens d'influencer l'action de Laurier. Sa position n'étant pas celle d'un diplomate à plein titre, il devait se contenter d'exercer des pressions. En outre, il a compris très vite qu'il ne pouvait pas se fier aux partis politiques canadiens pour la solution du problème. On peut dire que ce sont justement les partis qui mènent le jeu dans cette affaire. Il est vrai que, comme l'a relevé à juste titre Ramsay Cook, Sbarretti insiste auprès de Laurier jusqu'à la fin de son mandat⁷⁶. Il est aussi vrai que les quelques améliorations sur des points particuliers des projets de loi sont

⁷⁴ ASV, ANC 73, 1/7; ASV, Segr. Stato, 1909, rubr. 251, f. 43-77.

⁷⁵ Cf. chapitre premier.

⁷⁶ Cf. Cook, «Church, Schools and Politics», p. 34.

présentées à Rome comme des victoires de l'Église⁷⁷. Néanmoins, on peut penser que Sbarretti se conduit de cette façon parce que la question scolaire est le problème par excellence pour la puissante partie francophone de l'épiscopat – qui est sa contrepartie institutionnelle – alors que pour Rome il s'agit d'une question dans laquelle l'Église ne peut pas prendre le risque d'appuyer les libéraux canadiens. Sbarretti, en plein accord avec Merry del Val et, donc, plus diplomate que délégué, n'a jamais voulu, avec ses protestations sur la question scolaire, en arriver au seuil de la rupture. Laurier était conscient de tout cela. Lorsqu'on arrive à la menace finale de Sbarretti de la mobilisation des catholiques contre le gouvernement, Laurier démontre qu'il ne la craint pas.

Par ailleurs, on peut avancer une autre raison de politique générale pour expliquer l'attitude de Sbarretti, une raison qui a été proposée à titre d'hypothèse par les historiens Jean Hamelin et Nicole Gagnon et est confirmée par la documentation que ces deux auteurs n'avaient encore à leur disposition⁷⁸. Comme nous l'avons dit, Sbarretti s'est formé une idée du développement de l'Église catholique en Amérique du Nord fondée surtout sur la composante anglophone. Cela peut s'appliquer particulièrement à l'Ouest du Canada, le plus grand territoire encore à la disposition des immigrants et des colons de toute l'Amérique⁷⁹. Là, l'Église catholique avec son organisation centralisée pourrait jouer un rôle primordial dans le paysage religieux. Pour Sbarretti, il est certain que la majorité des immigrants catholiques qui vont peupler l'Ouest sont ou de langue

⁷⁷ ASV, Segr. Stato, 1908, rubr. 251, liasse 4.

⁷⁸ Cf. *Histoire du catholicisme québécois*, dirigée par Nive Voisine, vol. III, Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Le XX^e siècle*, tome I, 1898-1948, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 94.

⁷⁹ Voir la querelle entre Sbarretti et Langevin à propos de l'établissement d'un évêché à Winnipeg; cf. Robert Choquette, «Adélarde Langevin et l'érection de l'archidiocèse de Winnipeg», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 28, 2 (1974), p. 187-207.

anglaise ou destinés à parler anglais pour raisons de travail⁸⁰. Les écoles catholiques dans l'Ouest sont en majorité francophones et par conséquent peu attrayantes pour les immigrants, de surcroît à cause de leurs rapports difficiles avec la hiérarchie⁸¹. La mêlée entre confessionnalité et langue dans la question des écoles est très compliquée et déborde les limites de cet article⁸². Ce qu'on peut dire c'est que Sbarretti estime immédiatement que la défense outrée des écoles catholiques francophones est une entrave concrète à l'essor de l'Église notamment dans l'Ouest. Sur la question de la langue, Sbarretti ne montre aucune inclination pour la défense du français, que, d'après plusieurs membres du clergé québécois, il parlait très mal⁸³. Aux Canadiens français de Cornwall en Ontario, qui en 1907 demandent un prêtre québécois, il oppose l'exemple de plusieurs paroisses ita-

⁸⁰ Sbarretti soutient ouvertement l'assimilation des immigrants dans la culture canadienne anglophone. Il serait très intéressant de suivre l'attitude du délégué à l'égard des diverses communautés ethniques. Les archives de la Délégation renferment plusieurs dossiers sur les Ruthènes, les Acadiens, les Italiens et, naturellement, sur les Canadiens français, cf. Matteo Sanfilippo, «Fonti Vaticane per la Storia Canadese», p. 73-77, et «La Delegazione Apostolica ad Ottawa e gli immigrati italiani, 1899-1922», *Il Veltrò*, 34, 1-2 (1990), p. 45-65. Voir aussi Perin, *Rome in Canada*, p. 158-86 et Pasquale A. Fiorino, *Bishop Michael Francis Fallon: the Man and His Times 1910-1931*, thèse de doctorat, Université Grégorienne, Rome, 1992. En 1894, lorsque Sbarretti était auditeur à la Délégation aux États-Unis, des Canadiens français de Springfield, Mass., lui présentèrent leurs remontrances que Sbarretti ne prit point en considération, ASV, DASU IX, Springfield 5.

⁸¹ Voir par exemple les accrochages entre Langevin et les Polonais, ASV, ANC 75, 12.

⁸² Voir sur ce sujet, Cook, «Church, Schools and Politics»; Lovell Clark, *The Manitoba School Question: Majority Rule or Minority Rights?*, Toronto, Copp Clark Co., 1968; Gilbert L. Comeault, «La question des écoles du Manitoba. Un nouvel éclairage», *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, 33, 1 (1979), p. 3-24; Perin, *Rome in Canada*, p. 127-157; pour les problèmes en Ontario voir Robert Choquette, *Langue et Religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*, Ottawa, EUO, 1980.

⁸³ Hamelin et Gagnon, *1898-1948*, p. 106.

liennes d'Amérique du Nord desservies par des curés américains qui avaient appris l'italien⁸⁴. A noter, en passant, la comparaison, sans doute offensante pour les Canadiens français, entre eux et un peuple récemment immigré tel que les Italiens. Le successeur de Sbarretti, Stagni touchera aussi ce problème, lors de la crise des écoles bilingues d'Ontario. Tout cela ne veut pas dire que Sbarretti n'ait pas défendu les droits des catholiques dans la question scolaire. Certes, il avait une vision de l'avenir de l'Ouest différente de celle de Langevin mais assez semblable à celle de Merry del Val.

6. LE CONCILE PLÉNIER

L'organisation du Concile plénier est l'autre grande entreprise qui engage Sbarretti pendant toute la durée de son mandat et est l'occasion d'une confrontation âpre avec l'épiscopat francophone. Au début du siècle, le Concile plénier est senti comme une nécessité urgente par le milieu catholique canadien⁸⁵. On espère, en fait, parvenir à l'unification réelle de ce qui ne représente encore qu'une agrégation de diocèses où existent lois et règles tout à fait différentes. On s'aperçoit que l'Église ne peut pas se présenter fragmentée face aux transformations de la société (immigrés, 'sociétés secrètes', idées socialistes). De plus, plusieurs difficultés surgissent de la différence de législation canonique, même dans la vie normale de l'Église. La nécessité du Concile est reconnue, malgré le retard avec lequel il finira par se tenir. Le différend avec les évêques a pour objet le processus d'organisation. Fort des instructions de la Propagande à ce propos,

⁸⁴ ASV, ANC 1, 2.

⁸⁵ Nous suivons notre article «Donato Sbarretti, delegato apostolico a Ottawa, e la difficile organizzazione del Concilio plenario canadese (1909)», *Annali Accademici Canadesi*, 6 (1990), p. 77-88; il est à remarquer que le Canada est le dernier parmi les pays anglophones, dans lesquels est présente une large composante catholique, à tenir le Concile national; voir la thèse de Ian Benjamin Waters, *Australian Conciliar Legislation Prior to the 1917 Code of Canon Law, A Comparative Study with similar Conciliar Legislations in Great Britain, Ireland and North America*, Ottawa, Université St-Paul, 1990.

Sbarretti s'attèle à cette tâche. Il croit, et ne le cache pas à Gotti, que la direction des travaux préparatoires et la présidence du Concile peuvent consacrer la Délégation comme institution centralisatrice et en renforcer la position au-dessus de l'épiscopat. Nous avons déjà vu comment cette tendance était nette chez Sbarretti lors de son séjour aux États-Unis. L'action du délégué se révèle immédiatement décisive. Au début de 1904, il charge Cornelius O'Brien, archevêque d'Halifax, de demander aux autres archevêques⁸⁶ de désigner une commission qui doit commencer la rédaction des projets des décrets ou, en latin, *schemata*. Sbarretti est tellement impatient qu'il sollicite continuellement O'Brien qui finit par protester⁸⁷. La réaction des archevêques à cette activité frénétique ne tarde pas. Le leader de ce mouvement et donc l'adversaire de Sbarretti se révèle bientôt: Bégin, archevêque de Québec et chef symbolique de l'Église canadienne, qui a depuis longtemps avancé l'idée d'un Concile et qui n'entend point reconnaître la suprématie du délégué. Le 7 juin 1904, revenant de Rome, Bégin annonce que la réforme du droit canon rendra inutile les travaux du Concile⁸⁸. Ensuite, appuyé par d'autres évêques, il critique la rédaction des décrets et en février 1905 ils obtiennent une révision de tout le travail. Entre-temps, Bégin a dépassé Sbarretti s'adressant directement à la Propagande à laquelle il a posé la question brûlante du siège et de la présidence du Concile. Les archevêques ne désignent les membres de la commission de révision qu'en octobre 1905. Le président est Louis-Adolphe Pâquet, homme de confiance de Bégin, qui commence son travail avec une lenteur exaspérante pour Sbarretti. Il faut remarquer que nul archevêque, à part celui de Victoria, Bertrand Orth, n'appuie le délégué. Sbarretti perd patience; il écrit à Pâquet rappelant qu'il y a désormais cinq

⁸⁶ Dans l'organisation du Concile les contacts du délégué sont rigidelement hiérarchisés. Ses interlocuteurs sont les archevêques moyennant un représentant (O'Brien et puis Duhamel). A leur tour, les archevêques se chargent d'informer leurs suffragants et d'écouter propositions ou opinions de ceux-ci.

⁸⁷ ASV, ANC 115, 1/1-5.

⁸⁸ ASV, ANC 116, 1/1-2.

ans qu'on parle du Concile et deux ans du début de la rédaction des décrets. Pour toute réponse, Pâquet part pour Rome au début de 1906 sous prétexte qu'il pourra mieux suivre le travail de réforme du droit canon. La réunion des archevêques en mai 1906 décide de ne pas hâter les travaux de Pâquet. Sbarretti cherche à obtenir un soutien à la Propagande⁸⁹. On lui répond que, malgré le fait que la Congrégation soit très intéressée par le Concile, elle ne peut s'opposer à l'épiscopat. De plus, les archevêques, sans en informer le délégué, ont fait savoir à la Propagande qu'ils décideront seuls du lieu du Concile plénier et du président.

A partir de ce moment la guerre est ouverte. Sbarretti réclame pour lui la présidence prétextant que choisir un archevêque quelconque entraînerait le mécontentement de l'une ou de l'autre des deux composantes du clergé canadien. Il ajoute que son but est le prestige de la Délégation alors que plusieurs prélats ont des visions personnelles sur le 'chapeau' de cardinal. Durant l'hiver 1906-1907, Sbarretti est en Italie et Sinnott lui annonce que Pâquet a interrompu les travaux et que tous les archevêques sont favorables à un ajournement. Sbarretti, furieux, dénonce le fait à la Propagande qui lui donne raison sur le principe mais lui conseille encore la prudence. La réunion des archevêques du 2 octobre 1907 consacre la politique dilatoire de ceux-ci et décide d'attendre la fin de la révision du droit canon⁹⁰.

Au début de 1908, l'un après l'autre tous les archevêques, sauf Bégin, changent de position. Les documents n'expliquent pas ce revirement, la chose étonne d'ailleurs Sbarretti lui-même. Ce qui lui semble clair, en revanche, c'est l'action dilatoire de Bégin. C'est Camillo Laurenti, pro secrétaire de la Propagande et ancien collègue de Sbarretti quand il était *minutante*, qui le renseigne confidentiellement⁹¹. A Rome Bégin a parlé avec les cardinaux les plus importants, Gaetano

⁸⁹ ASV, ANC 118, 1/1-5.

⁹⁰ ASV, ANC, 119, 1/1-5.

⁹¹ Gotti l'informe officiellement que le Concile ne peut avoir lieu dans les deux prochaines années.

De Lai, Casimiro Gennari et Pietro Gasparri et les a convaincus d'accepter son point de vue, c'est-à-dire, que les travaux pour la réforme du droit canon se terminent dans quelques mois et que, en suite, tous les évêques seront engagés dans l'étude des articles du code. Sbarretti décide alors de démasquer Bégin. Le 10 avril 1908 dans une lettre privée à son ami le cardinal Gasparri, président de la commission chargée de la réforme du droit canon, il demande s'il est vrai que la rédaction du nouveau code est un empêchement à la tenue du Concile: Gasparri dément entièrement la position de Bégin. D'abord la révision n'intéresse que marginalement les décrets à traiter par le Concile canadien⁹². En outre, Gasparri affirme que les travaux de la commission ne se termineront pas avant 1910. Le cardinal ajoute une carte de visite personnelle dans laquelle il s'adresse très confidentiellement à Sbarretti et lui confirme qu'il a parlé avec Bégin de la réforme du code mais n'a pas pensé du tout à «ton Concile»⁹³. Finalement, Sbarretti peut accomplir les dernières démarches. Entre-temps, la Constitution apostolique *Sapienti Consilio* (29 juin 1908) soustrait le Canada de la juridiction de la Propagande qui doit donc passer la demande de convocation du synode à la Congrégation du Concile. Dans la lettre d'accompagnement au dossier les causes du retard sont ainsi résumées: opposition de l'épiscopat, différend à propos du président, attente du nouveau code. La Congrégation du Concile ayant donné son autorisation, le synode s'ouvre le 19 septembre 1909 dans la cathédrale de Québec sous la présidence de Sbarretti, ainsi que le délégué l'avait proposé⁹⁴.

Les documents conservés ne sont pas suffisants pour expliquer tous les aspects de cette affaire. Il est hors de doute que Sbarretti a joué toutes ses cartes, y compris ses liens personnels avec les membres les

⁹² Sbarretti lui avait envoyé les minutes. Gasparri écrit qu'on peut insérer les nouveautés de la réforme dans une demi-heure de travail.

⁹³ ASV, ANC, 121, 1/1-2.

⁹⁴ Sbarretti aurait voulu le siège à Ottawa, mais a dû céder sur ce point; ASV, ANC, 121, 1/3.

plus influents de la curie romaine. De plus, les réponses très prudentes de la Propagande auraient dû le décourager mais le délégué n'en a pas tenu compte et a cherché surtout la confrontation avec Bégin. En tout cela il semble avoir outrepassé les instructions de la Propagande. Derrière cela il y a très probablement des motifs de prestige personnel et peut-être l'espoir que, après avoir réglé l'organisation juridique de l'Église canadienne, on le rappelle à Rome. D'après les documents, il appert qu'il voulait affirmer la politique centralisatrice poursuivie par Pie X et Merry del Val. Il s'agissait donc d'unifier d'abord le Canada ecclésiastique et puis de le contrôler moyennant une Délégation plus forte, véritable expression outre-mer de la voix de Rome. Les adversaires sont donc les archevêques et parmi eux Bégin, le plus important en prestige. Dans ce différend il est intéressant d'analyser le rôle de la Propagande qui n'a fait que soutenir Bégin et les évêques. Peut-être, n'est-ce pas un hasard si la fin de l'opposition à Sbarretti sur le Concile, sur laquelle nous savons très peu, ait eu lieu à la veille de la fin de la juridiction de la Congrégation sur le Canada. Il est bien connu, en tout cas, que la Propagande avait des liens traditionnels et particuliers avec chaque évêque. Une perspective centralisatrice était donc tout à fait contraire à sa tradition et, somme toute, entraînait une perte de pouvoir de la part de la Congrégation. Cela fait surgir la question générale du rapport entre Propagande et la délégation canadienne dans la période de 1899 (début de la Délégation) à 1908/1910 (fin de la juridiction de la Propagande et de la période de transition). C'est une question que, *mutatis mutandis*, on pourrait se demander au même titre pour les États-Unis.

Est-ce qu'on peut considérer la création de la Délégation comme la démarche initiale de la fin de l'intervention de la Propagande dans les affaires nord-américaines?⁹⁵ Plusieurs éléments le font soupçonner. D'un côté, l'affaiblissement du pouvoir de la Propa-

⁹⁵ Pierre Hurtubise, «Il Canada negli archivi della Congregazione De Propaganda Fide», *Il Veltro*, 29, 1-2 (1985), p. 107-112, a formulé l'hypothèse que les délégués avaient favorisé le processus de détachement de l'Église canadienne de la Propagande.

gande à l'intérieur de la curie, qui sera surtout marqué en 1908 par la perte de la juridiction sur de larges portions du monde (surtout anglophone, il est important de le souligner ici) et une réduction sensible de son poids politique dans la curie après la mort du préfet Ledochowski en 1902. D'autre part, il y a le grand intérêt du Vatican pour l'Amérique du Nord, né au cours du XIX^e siècle et renforcé pendant le pontificat de Léon XIII et la période de Rampolla, mais qui se poursuit pendant la période de 'l'absolutisme' centralisateur et conservateur de Merry del Val et De Lai comme une tendance désormais consolidée et irréversible⁹⁶. Certes, le Canada du début du siècle n'est pas semblable aux États-Unis. Les évêques missionnaires de l'Ouest, comme Émile Légal, ne se croient pas mûrs pour abandonner le statut de territoire de mission⁹⁷, mais Sbarretti est trop homme de curie pour s'embarrasser de ces détails. Il est certain que l'action de Sbarretti a outrepassé les limites imposées au rapport traditionnel entre la Propagande et les évêques. Il reste à vérifier s'il l'a fait dans un but déterminé, c'est-à-dire, s'il avait reçu une direction spécifique, ou bien si sa conduite a été inspirée par des principes généraux qui font partie de sa formation curiale. Il faut rappeler que Sbarretti fait partie d'une génération de jeunes ecclésiastiques qui a reçu la même éducation à Rome et qui était destinée à constituer le gros des secrétaires de Congrégation, puis des membres du Sacré Collège⁹⁸.

Certes, il n'a pas toujours eu gain de cause. Plusieurs fois il a voulu intervenir et s'immiscer dans des affaires diocésaines mineures dans lesquelles il a trouvé, surtout auprès des évêques québécois, une

⁹⁶ Giovanni Pizzorusso et Matteo Sanfilippo, *Dagli indiani agli emigranti. L'attenzione della Chiesa romana al Nuovo Mondo, 1492-1908*, Viterbo, Sette Città, 2005.

⁹⁷ APF, NS, 483 (1910), f. 372 et 415.

⁹⁸ Lorenzo Bedeschi, *La curia romana durante la crisi modernista*, Parme, Guanda, 1968, p. 63 et *passim*, offre un encadrement du milieu curial au début du XX^e siècle.

forte résistance⁹⁹. Sur les grandes questions, à part le cas extrême de Langevin que nous avons déjà examiné, Bégin se révèle être sa bête noire. On peut considérer la tenue du Concile comme un succès du délégué¹⁰⁰, malgré les tentatives des évêques québécois de diminuer son rôle¹⁰¹. En d'autres occasions, il a dû céder à l'archevêque de Québec. Par exemple lors des célébrations de François de Laval en 1908, le délégué demande à Merry del Val d'être nommé représentant du Pape. Le secrétaire d'État lui refuse son consentement afin de ne pas réduire le rôle de protagoniste de Bégin¹⁰². Jusqu'à la fin de son mandat Sbarretti croit que l'archevêché de Québec est un centre anti délégation et en prévient son successeur Stagni: Bégin, Pâquet, Marois, Paul-Eugène Roy montrent «un certain esprit mal disposé envers les délégués apostoliques»¹⁰³. En 1911, après son retour en Italie, il prévient son successeur Stagni de se méfier de «certains milieux»¹⁰⁴. Certes, c'est une question de point de vue: évidemment pour les prélats québécois l'opposition à Sbarretti découle d'une interprétation du rôle de celui-ci comme intermédiaire entre Rome, voire la Propagande, et les évêques. Au contraire le délégué prétend souvent diriger les affaires canadiennes, se conduisant comme le représentant d'une politique centralisatrice.

⁹⁹ Voir par exemple les innombrables questions sans fin entre les marguilliers des paroisses rurales de Sherbrooke et l'évêque Larocque avec son vicaire Chalifoux, ASV, ANC 86-87, *passim*.

¹⁰⁰ A la fin des travaux, Joseph-Alfred Archambeault, un évêque en très bons rapports avec Merry del Val, renseigne celui-ci sur les mérites de Sbarretti pour le Concile, ASV, Segr. Stato, 1910, rubr. 251, liasse 12, f. 134.

¹⁰¹ A la fin du Concile les prélats québécois adressent une lettre pastorale collective en excluant le délégué. Celui-ci proteste avec Merry del Val et obtient de faire écrire de nouveau la lettre avec sa signature; ASV, ANC 120, 1/4.

¹⁰² APF, NS, 463 (1908), f. 386-389; ASV, Segr. Stato, 1908, rubr. 251, liasse 4. Cf. Ronald Rudin, *Founding Fathers: The Celebration of Champlain and Laval in the Streets of Quebec, 1878-1908*, Toronto, UTP, 2003, p. 188.

¹⁰³ ASV, ANC 52, 27.

¹⁰⁴ ASV, ANC 126, 1.

A la fin de la juridiction de la Propagande et de la période de transition subséquente – jusqu'en 1910 – la situation est donc simplifiée: le délégué relève de la Congrégation Consistoriale, relatant à la Secrétairerie d'État les affaires sociales et politiques¹⁰⁵. Le Canada se trouve soumis aux deux puissances de la curie romaine au temps de Pie X, les cardinaux Gaetano De Lai et Rafael Merry del Val. Le nouveau délégué Stagni continuera la politique en faveur de l'anglicisation de l'Église canadienne de Falconio et Sbarretti mais dans une situation plus favorable¹⁰⁶. Le Concile avait fixé des règles univoques sur la législation ecclésiastique. Les rapports avec la Consistoriale sont plus faciles et les évêques n'ont plus l'appui romain de la Propagande. En outre, Stagni, pour ses capacités personnelles, sut se faire apprécier aussi par les évêques québécois, malgré des positions très lointaines et souvent inconciliables entre eux. Les différends continueront mais dorénavant le délégué pourra trancher plus efficacement les questions et les évêques francophones poursuivront leur lutte, qui reste pourtant dure, sur une position plus défensive¹⁰⁷.

Le 9 avril 1910 Sbarretti part pour l'Italie pour remettre officiellement entre les mains du Pape les décrets approuvés par le Concile plénier. On ne sait pas encore qu'il ne reviendra pas. Il reste délégué jusqu'à la fin d'octobre résidant souvent au Collège canadien de Rome et exerçant son mandat par l'entremise de son secrétaire Sinnott tandis que, au Canada, les Canadiens français multiplient les critiques contre lui. Parmi les plus extrémistes, tel que le chanoine G.L. Dugas de St-Lin des Laurentides, l'impression s'était répandue que la désignation de l'archevêque Gauthier de Kingston au siège de Ottawa en 1910 avait

¹⁰⁵ Le 26 février 1910 Merry del Val transmet à Sbarretti, qui va partir dans quelques semaines, les instructions pour l'application de la *Sapienti Consilio* à la Délégation; ASV, ANC 141, 8.

¹⁰⁶ Voir chapitre premier.

¹⁰⁷ Donald Tremblay, *Monseigneur Francesco Pellegrino Stagni, o.s.m., et l'Église canadienne, 1910 à 1918*, thèse de doctorat, Université Laval, Québec, 1993.

été la dernière trahison du délégué en faveur des Irlandais¹⁰⁸. En effet, à la fin de son mandat, Sbarretti loin d'avoir apaisé les esprits, les avait au contraire exacerbés. Son attitude sévère, sa formation juridique, l'avaient poussé à des rapports froids et abstraits avec l'épiscopat et le clergé. En cela, il a suivi les traces de son prédécesseur Merry del Val, dont l'air détaché et les allures d'aristocrate étaient restés proverbiaux au Canada.

Au cours des dernières années de sa présence à Ottawa, Sbarretti avait fait la demande auprès de Merry del Val pour se faire transférer dans une congrégation romaine. Déjà en 1908 le secrétaire d'État lui avait fait des promesses¹⁰⁹. Après quinze années passées en Amérique, il pensait sans doute que le temps était venu de retourner auprès de la curie où il ne cachait pas ses projets de carrière. En effet, après son retour en 1910 (il avait alors 56 ans), il occupa les plus hautes fonctions. Il devient d'abord secrétaire de la Congrégation des Religieux où le préfet est le cardinal José de Calasanz Félix Santiago Vives y Tuto, l'autre membre de la 'troïka' au pouvoir avec Merry del Val et De Lai. Ensuite il est assesseur (secrétaire) du Saint-Office et est nommé cardinal le 4 décembre 1916. Trois ans après, il devient préfet de la Congrégation du Concile et, en 1930, il est secrétaire (charge équivalente à celle de préfet) du Saint Office. Il meurt le 1^{er} avril 1939 après avoir participé à deux conclaves¹¹⁰. De Léon XIII à Pie XII sa carrière, malgré quelques insuccès, a connu un progrès constant, ce qui démontre son implication profonde dans le milieu du Vatican.

¹⁰⁸ ASV, Fondo Benigni, boîte 23, f. 364-367; d'autres dossiers sur le Canada recueillis par Umberto Benigni, intégriste romain, accusent Sbarretti d'être 'l'homme lige' des Irlandais: les Chevaliers de Colomb lui auraient donné 50,000 dollars comme récompense pour son appui à Gauthier; cf. ASV, Fondo Benigni, 1, f. 206-208; boîte 2, f. 71; boîte 8, f. 204-206; 23, f. 361-363; voir Giovanni Pizzorusso, «Le fonds Benigni aux Archives Secrètes du Vatican», *Annali Accademici Canadesi*, 8 (1992), p. 107-111.

¹⁰⁹ ASV, Segr. Stato, 1908, rubr. 251, f. 32.

¹¹⁰ «Ephesus» et *Annuario pontificio*, années 1911-39, *passim*.

Index

- Agnozzi, Giovanni Battista 92
 Alexandre VI 50
 Antonelli, Giacomo 32-33, 85
 Antonelli, Leonardo 64
 Antonelli, Niccolò Maria 63
 Archambeault, Joseph-Alfred 157
 Archdeacon, Robert 67
 Baillargeon, Charles-François 83-84
 Baran, Alexander 8
 Barnabò, Alessandro 91
 Barrett, John K. 113, 125
 Bassi, Ugo 30
 Bedini, Gaetano 30-31, 33-35, 37, 39,
 79-81, 85, 92
 Bégin, Louis-Nazaire 85, 115, 120, 122,
 143, 152-155, 157
 Béliveau, Arthur 114-116, 119, 124-125
 Benigni, Umberto 159
 Benoît XV 11
 Benoit, Monique 10-11
 Berthelot, Joseph-Aimable 85
 Biard, Pierre 52
 Biencourt, Jean de 51-52
 Blanchet, Augustin-Magloire-Alexandre
 76
 Blanchet, François-Norbert 76
 Boiret, Denis 70
 Bolívar, Gregorio 21-22
 Bonaparte, Napoléon 70
 Bonaparte, Charles-Louis-Napoléon 73
 Borgia, Stefano 25, 64, 70
 Bourassa, Henri 145-146
 Bourget, Ignace 32, 76, 78, 80-83, 85
 Brancadoro, Cesare 70
 Brébeuf, Jean de 57
 Briand, Jean-Olivier 24, 63
 Brice de Sainte-Croix, Jeanne de 55
 Broderick, Bonaventure 137-140
 Bruchési, Paul 115-116, 120, 125, 145-
 146
 Bruneault, Hermann 142
 Bruti Liberati, Luigi 11
 Budka, Nykyta 117, 124
 Campeau, Lucien 8
 Capalti, Annibale 92
 Carfagnini, Enrico 86, 93, 102-103
 Caron, René-Édouard 85
 Carroll, John 67
 Casault, Louis-Joseph 77
 Casey, Timothy 112
 Cassulo, Andrea 42-43
 Castelli, Giuseppe Maria 64
 Cazeau, Charles F. 85
 Cerri, Urbano 21-23, 70
 Chabot, Victorin 9
 Chalifoux, Hubert Olivier 157
 Charbonnel, Armand-François-Marie
 31, 76, 82-83
 Charlebois, Ovide 124-125
 Cherrier, A.-A. 119
 Codignola, Luca 9, 11, 13
 Connolly, Thomas L. 83
 Conroy, George 35-36, 84, 97
 Cook, Ramsay 148
 Coppola, Domenico 70
 Corrigan, Michael Augustine 36, 133
 Corsi, Olimpiade 93
 Cretoni, Serafino 93
 Cullen, Paul 84, 93
 Dalton, John 83
 De Lai, Gaetano 41, 109, 115-116, 121-
 122, 154, 158-159

- Demers, Modeste 76
 Desautels, Joseph 85
 Deslandres, Dominique 14
 Di Maria, Pietro 41, 126
 Di Pietro, Michele 70
 Drummond, Lewis 113-114
 Du Plessis, Armand-Jean 53
 Dugas, F.A. 115
 Dugas, G.L. 158
 Dugnani, Antonio 64, 66, 72
 Duhamel, Joseph-Thomas 84
 Faillon, Étienne-Michel 94
 Falconio, Diomede 37-39, 101-107, 113,
 127-129, 141, 143, 158
 Fallon, Michael Francis 41, 120, 122, 126
 Farrell, John 83
 Filippi, Luigi 85
 Fléché, Jessé 51-52
 Forteguerra, Niccolò 24, 70
 Franchi, Alessandro 92
 Fransoni, Giacomo Filippo 92
 Gagnon, Nicole 149
 Garnier, Charles 57
 Gasparri, Pietro 115-116, 154
 Gaulin, Rémi 78
 Gauthier, Charles Hugh 158
 Gavazzi, Alessandro 30-31, 79
 Gennari, Casimiro 154
 Gibbons, James 133
 Gotti, Girolamo Maria 106, 110, 114,
 142, 144, 145, 147, 152
 Grégoire XVI 28, 88
 Gualtieri, Gaspare 88
 Hamelin, Jean 149
 Harlay de Champvallon, Henri de 51
 Harvey, Fernand 11
 Hingston, William H. 85
 Hody, Martin 67
 Horan, Edward John 83-84
 Horrabin, Thomas 67
 Howley, Michael Francis 131
 Hubert, Jean-François 25, 68
 Hurtubise, Pierre 9, 11
 Ingoli, Francesco 87, 94
 Innocent XI 21
 Ireland, John 131, 133, 136-140
 Kirby, Tobias 84, 91
 Kirwan, S. 82
 La Harpe, Jean-François de 70
 La Rue, Pierre de 24
 Lalemant, Jérôme 49
 Langevin, Adélarde 107, 110-115, 117-
 121, 123-125, 143-144, 146, 149-150
 Larkin, John 82-83
 Larocque, Charles 76
 Larocque, Joseph 83
 Larocque, Paul-Stanislas 143, 157
 Laurenti, Camillo 153
 Laurier, Wilfrid 105, 107, 128, 141, 144-
 149
 Laval, François de 22, 47-49, 51, 53, 60-
 61, 157
 Le Jeune, Paul 58
 Ledochowski, Mieczysław 39, 104, 131-
 132, 134, 136, 156
 Légal, Émile-Joseph 112, 118-119, 121-
 122, 125-126, 146
 Lemieux, Lucien 8, 27
 Léon XIII 10-11, 39, 97, 102, 130, 133,
 148, 156, 159
 Lercari, Nicola 64
 Litta, Lorenzo 26, 71
 Louis XIV 61
 Lynch, John 83-84
 MacDonald, Alexander 112
 Marefoschi, Mario 64
 Marois, Cyrille-Alfred 157
 Martinelli, Sebastiano 133, 135, 138
 Massé, Énemond 52
 Mathieu, Olivier-Elzéar 114-116, 120-
 121, 126
 McCarthy, Joseph 115
 McCloskey, John 32
 McDonnell, Angus 82
 McIntyre, Peter 83
 McKinley, William 137

- McNally, John Thomas 122
McNeil, Neil 112
McQuaid, Bernard 133
Merry del Val, Rafael 36-37, 39, 101-102,
106, 114, 119, 122, 128, 143, 145-
150, 156-159
Metzler, Josef 7
Moroni, Gaetano 28-29, 31, 33-34, 37
Mullock, John T. 83
Napoléon III = Bonaparte, Charles Louis
Napoléon Bonaparte
O'Brien, Cornelius 152
O'Connell, Denis 133
O'Donel, Louis 68
O'Leary, Henry J. 126
Orth, Bertrand 152
Pacifique de Provins (René de l'Escale)
45-46, 50, 55
Papi, Ettore 131, 134
Pâquet, Louis-Adolphe 152-153, 157
Pascal, Albert 112, 118-119
Paul III 50
Perin, Roberto 10, 127
Persico, Ignazio 35-36, 81, 85
Phelan, Patrick 78
Pie VI 67
Pie VII 20, 70
Pie IX 11, 73-100
Pie X 10, 90, 106, 120, 148, 154, 158-159
Pierantozzi, Giovanni 92
Pinsonneault, Pierre-Adolphe 82
Pizzorusso, Giovanni 11
Plessis, Joseph-Octave 26, 68
Power, Michael 78, 82
Prevost, George 26
Prince, Jean-Charles 78
Provencher, Joseph-Norbert 27-28, 75
Prudhomme, Claude 91
Quarantotti, Giovanni Battista 70
Racicot, Zotique 145
Rampolla del Tindaro, Mariano 39, 102,
104, 133-134, 136-140, 156
Raynal, Guillaume-Thomas-François 71
Richelieu, voir Du Plessis
Roncetti, Cesare 32-34, 85
Rooker, Frederick Z. 134
Roosevelt, Theodore 135, 137, 139-140,
142
Root, Elihu 137, 139
Rosi, Francesco, 93
Roy, Paul, Eugène 157
Sagard, Gabriel 55
Sanfilippo, Matteo 11, 129
Satolli, Francesco 131-136
Sbarretti, Donato 11, 40, 101, 110, 112-
113, 117-118, 120, 127-159
Sbarretti, Enea 130
Scardellato, Gabriele P. 10
Scott, William Richard 144
Serio, Nicoletta 11
Signay, Joseph 78, 83
Simeoni, Giovanni 92
Sinnott, Alfred A. 116, 142
Smelt, Robert = Archdeacon, Robert
Smeulders, Henri 35
Smith, Bernard 84
Stagni, Francesco Pellegrino 40, 101,
105, 109-110, 112, 114-117, 121-122,
124-125, 128, 145, 150, 157
Taft, William Howard 137, 139-141
Taschereau, Elzéar-Alexandre 81
Trudel, Marcel 59
Turgeon, Pierre-Flavien 78
Ubal dini, Roberto 52
Vaissette, Jean-Joseph 71
Victor Emmanuel II 73
Vives y Tuto, José de Calasanz 159
Walsh, John 82, 84
Wood, Leonard 135, 142
Zondadari, Felice Antonio 70

FINITO DI STAMPARE DA PIXART SRL NEL MESE DI APRILE 2011